



Études économiques de l'OCDE TURQUIE

JUILLET 2018 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Turquie 2018 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Turquie 2018 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris.
https://doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2018-fr

ISBN 978-92-64-31047-6 (pdf)

Série : Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Turquie
ISSN 1995-3437 (imprimé)
ISSN 1999-0499 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Cover © EvenKalirbocak/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2019

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

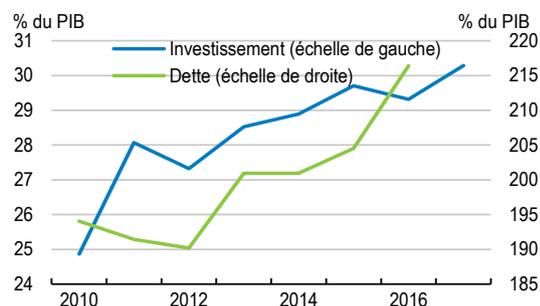
Résumé

- Principales conclusions
- Principales recommandations

La croissance est forte et les conditions de vie se sont améliorées, mais des déséquilibres existent

L'économie turque, bien qu'ayant subi des chocs négatifs, a connu une croissance très rapide au cours des deux dernières années. Cette performance s'appuie sur les mesures de relance engagées par les pouvoirs publics et sur un secteur d'entreprises qui, quoique morcelé, est dynamique et bien diversifié. Toutefois, le déséquilibre de la balance courante provoqué par le poids excessif de la demande intérieure et de l'épargne extérieure amplifie les besoins de financement à l'étranger, pousse les primes de risque à la hausse et accroît la vulnérabilité aux chocs extérieurs. Globalement, l'investissement est vigoureux, mais financé dans une trop large mesure par l'endettement, ce qui soulève des questions quant à sa qualité et à sa répartition (Graphique A). Parallèlement, l'inflation reste très supérieure à l'objectif, ce qui sape la crédibilité de la politique monétaire. De plus, les interrogations suscitées par la qualité de la gouvernance publique et les écarts récents par rapport aux mesures prudentes inscrites dans le Programme à moyen terme 2018-20, la forte dépréciation du taux de change et les incertitudes quant à l'orientation future des politiques économiques ajoutent encore aux risques déjà perçus. Des politiques budgétaires et monétaires prudentes et transparentes s'imposent pour renforcer la confiance dans cet environnement fragile.

Graphique A. L'investissement est dynamique, mais de plus en plus financé par l'endettement



Note : Dette définie conformément au SCN en utilisant des comptes consolidés.

Source : OCDE (2018), Perspectives économiques de l'OCDE et Comptes financiers de l'OCDE (bases de données).

Le niveau soutenu des créations d'emplois dans des secteurs autres que l'agriculture, qui ont connu une accélération dans les années 2010, a eu pour effet d'accroître le bien-être, notamment dans les régions les moins développées. Ce sont les femmes ayant un faible niveau d'éducation et auparavant non actives qui ont en bénéficié le plus. Les conditions de vie matérielles se sont améliorées plus rapidement que les autres dimensions de la qualité de la vie comme l'équilibre vie professionnelle-vie privée, la qualité de l'environnement et le bien-être subjectif. D'importantes inégalités de bien-être subsistent entre les différentes catégories socio-économiques, entre les sexes et entre les régions. Ces inégalités s'expliquent par les écarts considérables qui existent du point de vue de l'éducation, des compétences et des capacités de gain des individus, mais aussi par les différences considérables observées en termes de qualité des infrastructures mais aussi de productivité des entreprises dans un secteur profondément fragmenté. La présence de près de 4 millions de réfugiés (ce qui représente quelque 5 % de la population totale) amplifie encore les difficultés en termes de cohésion sociale.

Tableau A. La croissance du PIB réelle est rapide, mais l'inflation élevée

Variation en pourcentage sauf mention contraire

	2017	2018	2019
Produit intérieur brut¹	7.4	5.1	4.8
Consommation privée	6.1	9.0	6.7
Formation brute de capital fixe	7.3	9.3	7.2
Exportations	12.0	8.1	9.9
Importations	10.1	5.7	5.0
Taux de chômage	10.9	10.2	10.4
Indice des prix à la consommation sous-jacent	10.1	13.0	10.5
Compte courant (% du PIB)	-5.6	-5.7	-4.3

1. Ajusté en fonction des jours travaillés.

Source : Projections du Secrétariat de l'OCDE.

Les politiques macroéconomiques sont devenues procycliques

Les politiques macroéconomiques ont pris une orientation fortement expansionniste depuis la tentative de coup d'état de la mi-2016. Les dépenses des administrations publiques ont considérablement augmenté et une série de nouvelles mesures d'incitation à la consommation, à l'investissement et à l'emploi ont été prises. Le gouvernement a par ailleurs revu à la hausse les garanties de prêts qui, exprimées en pourcentage du PIB, sont désormais parmi les plus élevées de l'OCDE. Le Programme à moyen terme 2018-20 prévoit des mesures de rigueur budgétaire, mais l'action publique est fortement procyclique dans la perspective des élections présidentielles et législatives anticipées qui doivent se tenir en juin 2018. En réaction à la dérive des anticipations d'inflation et à des épisodes de forte dépréciation de la monnaie, la banque centrale a resserré de 500 points de base son taux de financement effectif sur la période avril-juin 2018 et procédé à la normalisation tant attendu de sa politique monétaire à l'aide d'un taux directeur standard. Rétablir pleinement la crédibilité de la politique monétaire nécessite l'engagement de toutes les parties prenantes envers l'indépendance de la banque centrale et leur adhésion à l'objectif d'inflation. Si aucun choc ne vient ébranler la confiance des ménages, des entreprises et de la communauté internationale, la croissance du PIB devrait certes ralentir mais se maintenir aux alentours de 5 % en 2018-19 (tableau A)

La modernisation du secteur des entreprises est indispensable pour rééquilibrer l'économie et améliorer la cohésion sociale

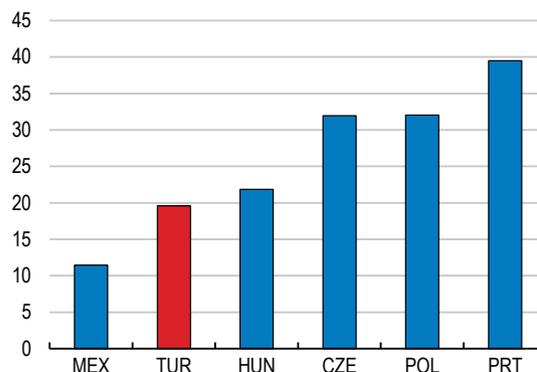
Le rééquilibrage de l'économie, s'il va entretenir la croissance, appelle à une amélioration des performances à l'export. Pour cela, il est nécessaire que les entreprises engrangent des gains de productivité et de compétitivité. Les entreprises turques ont réussi à se diversifier, s'ouvrant à de nouveaux secteurs et de nouveaux marchés à l'exportation au cours de la dernière décennie, mais l'étroitesse relative de leur capital humain et le

caractère très morcelé de leur structure freinent toute poursuite des progrès (Graphique B).

On a vu apparaître de très nombreuses entreprises de taille moyenne qui réussissent, à mi-chemin entre les petites entreprises informelles faiblement productives et les entreprises modernes, à la pointe. Elles ont contribué de manière significative au développement des régions les moins avancées. Cependant, la poursuite de leur expansion nécessite un renforcement de leurs compétences managériales et techniques ainsi qu'une montée en puissance de leur capacité à investir. Malgré des efforts de réforme, le cadre réglementaire offert aux entreprises reste plus contraignant que dans d'autres pays de l'OCDE en rattrapage, si bien qu'il est plus coûteux d'opérer dans le secteur formel que dans le secteur informel ; cette situation explique en outre une grande partie de la fragmentation actuelle (Graphique B).

Graphique B. Les écarts de productivité entre les différentes catégories d'entreprises sont très marqués

Productivité du travail dans les petites entreprises par rapport à celle des grandes entreprises, grandes entreprises = 100, 2014 ou dernières données



Note: Les petites (grandes) entreprises sont définies comme employant moins de 10 (plus de 250) personnes. Source: OCDE (2017), Panorama de l'entrepreneuriat 2017.

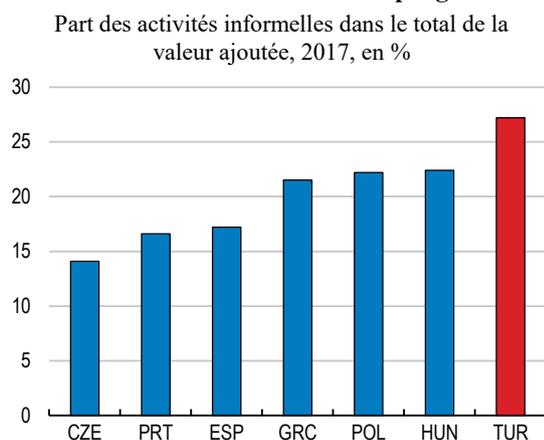
Passage au secteur formel, transformation numérique et désendettement seront les maîtres-mots de l'amélioration des performances des entreprises

Le gouvernement s'est engagé à aligner le cadre offert aux entreprises en Turquie sur

les bonnes pratiques internationales. Cette politique remet au goût du jour une ambition affichée par le passé, mais qui avait été laissée de côté ces dernières années. Trois priorités synergiques ressortent de la présente Étude :

i) **Les entreprises des secteurs informel et semi-formel devraient être incitées à exercer leur activité dans le respect de la législation et de la réglementation.** Pour cela, il faudrait mieux aligner le salaire minimum, la sécurité sociale et la fiscalité sur les bonnes pratiques internationales. Il faut éviter tout laxisme réglementaire et garantir une transparence financière totale vis-à-vis des partenaires et créanciers des entreprises. Offrir des programmes de formation de qualité aux dirigeants et aux travailleurs pour leur permettre de se recycler ou d'acquérir de nouvelles compétences permettrait à de nombreuses entreprises d'enregistrer des gains de productivité réguliers dans un environnement plus porteur (Graphique C).

Graphique C. L'activité informelle recule, mais continue de nuire aux progrès

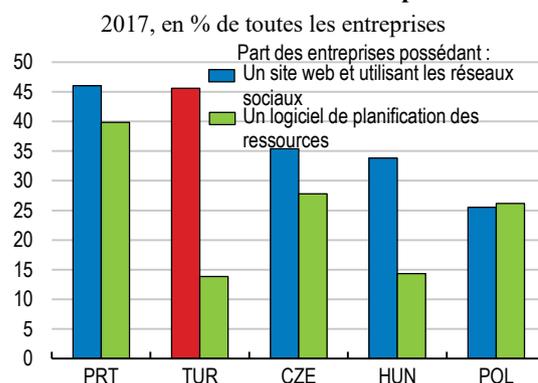


Source: Medina et Schneider, « Shadow Economies around the World », 2018.

ii) **Les entreprises turques s'intéressent activement aux médias et moyens de communication numériques, mais sont en retard pour ce qui est des applications numériques fondamentales** (Graphique D). Les innovations en cours deviennent accessibles à des entreprises de toutes catégories et de toutes tailles auxquelles elles offrent des avantages croissants pour un coût de moins en moins élevé. Les interfaces entre

l'administration et les autorités d'une part (administration électronique et services fiscaux en ligne) et les entreprises et les partenaires au sein des chaînes de valeur mondiales et des marchés de capitaux d'autre part, gagnent en fluidité et deviennent moins onéreuses. Les pouvoirs publics ont pris de nouvelles initiatives pour accélérer la transformation numérique. Ces transformations, qu'elles soient internes ou externes, nécessitent de la part des dirigeants une gestion plus professionnelle, de la part des travailleurs des compétences supplémentaires, et supposent aussi un surcroît d'investissements. Des programmes de formation aux innovations numériques de pointe pourraient faciliter cette transition.

Graphique D. La transformation numérique progresse, mais les applications fondamentales ne suivent pas



Source: Eurostat (2017), Indice relatif à l'économie et à la société numériques.

iii) **Les entreprises turques se sont endettées de manière excessive au cours de la dernière décennie.** L'endettement est plus élevé que dans d'autres économies en rattrapage. Les données d'observation montrent que la simplification de l'accès à l'endettement a amélioré la formation de capital productif en Turquie au cours des dix dernières années, mais que l'endettement excessif pèse désormais sur la réalisation d'investissements supplémentaires. Les entreprises les plus productives et ayant la plus forte croissance, y compris dans les régions en rattrapage, sont les plus endettées, ce qui donne à penser que l'offre de solutions de financement autres que l'endettement allégeraient les contraintes qui pèsent sur leur croissance.

Alors que la dette a augmenté régulièrement, les taux de rentabilité et d'épargne interne se sont contractés dans de nombreuses entreprises. Les entreprises jeunes, en particulier celles qui présentent une forte intensité de R-D dans les secteurs de la haute technologie, semblent avoir des besoins de financements externes plus importants. Étant donné la composition plus incorporelle de leurs actifs et leur niveau d'endettement déjà élevé, leurs investissements et leur développement futurs dépendront en grande partie de leurs possibilités d'accéder à des sources extérieures de fonds propres.

Les entreprises jeunes ne sont pas les seules concernées : l'accès à des sources extérieures de fonds propres par des entreprises familiales de taille moyenne, rentables mais très endettées, est également crucial, et tout aussi problématique. D'une manière générale, l'activité de ces entreprises n'est pas totalement formelle et elles peuvent vouloir se soustraire à une transparence financière totale et à un contrôle indépendant, ce qui perpétue les asymétries d'information standard et empêche la participation d'actionnaires extérieurs. Les investisseurs institutionnels internationaux et les entreprises issues de l'IDE sont également confrontés à des risques qui tiennent à la différence entre les normes de gouvernance locales et internationales. En particulier, la transparence vis-à-vis des aides de l'État est loin d'être conforme aux obligations légales nationales en matière de suivi et de contrôle de l'aide publique, ce qui laisse poindre un risque de non-respect de l'équité des règles du jeu, en particulier entre les grands projets. La lutte contre la corruption devrait aussi être renforcée pour favoriser l'ouverture et la compétitivité des marchés.

Libérer les participations au capital des entreprises de toutes catégories et de toutes tailles suppose la mise en place d'un écosystème propice. Il s'agit notamment de mettre en place les dispositions juridiques et réglementaires, pratiques commerciales et savoir-faire professionnel local qui font largement défaut à la Turquie. Une fiscalité des entreprises favorable à l'équité est aussi une composante importante d'un tel cadre. Il est également

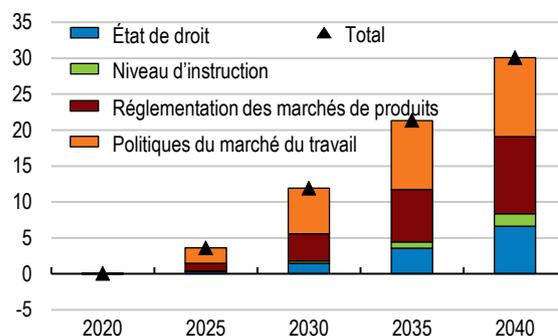
possible d'accroître l'efficacité du soutien public à la formation de capital intellectuel.

De vastes réformes en matière d'éducation, de gouvernance et de réglementation favoriseraient la convergence et la cohésion sociale dans le pays

Poursuivre la modernisation du secteur des entreprises en accélérant le passage au secteur formel, la transformation numérique et la recapitalisation de toutes les entreprises, quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent, devrait faire partie d'une croissance de développement et de croissance à long terme. Les études menées par l'OCDE sur les moteurs de la croissance à long terme montrent bien l'importance d'un rattrapage par rapport aux bonnes pratiques de l'OCDE dans ces domaines fondamentaux que sont : i) l'éducation et le capital humain ; ii) la gouvernance et l'État de droit ; et iii) les cadres de réglementation des marchés des produits, du travail et des capitaux. En procédant à des réformes dans ces domaines, la Turquie pourrait retirer des avantages considérables en termes de croissance et de cohésion sociale (Graphique E).

Graphique E. Les perspectives de croissance dépendent des réformes

Gains de PIB réel par habitant pouvant être obtenus grâce à une convergence progressive vers les bonnes pratiques de l'OCDE, écart en % par rapport au scénario de référence



Source: Estimations fondées sur la base de données « Scénarios à long terme de l'OCDE pour l'économie mondiale »

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Renforcer les fondamentaux	
<p>La confiance dans la gouvernance publique et l'État de droit a faibli, au détriment de la perception du pays au plan national aussi bien qu'international.</p>	<p>Renforcer l'État de droit et l'indépendance de la justice, et intensifier la lutte contre la corruption.</p>
<p>L'inflation et les anticipations d'inflation restent très largement supérieures à l'objectif. Les pressions à la baisse sur le taux de change se sont quelque peu allégées à la suite des mesures récentes de resserrement et de simplification de la politique monétaire.</p>	<p>Rétablir la crédibilité de la politique monétaire en obtenant que toutes les parties prenantes s'engagent en faveur de l'indépendance de la banque centrale. Des indications prospectives devraient être fournies quant à la manière dont les autorités prévoient d'atteindre l'objectif d'inflation.</p>
<p>Le niveau de la transparence budgétaire reste faible. L'orientation effective de la politique budgétaire ne peut pas être suivie avec précision.</p>	<p>Publier des comptes des administrations publiques sur une base trimestrielle, conformément aux normes internationales, ainsi qu'un rapport régulier sur la politique budgétaire faisant apparaître tous les engagements éventuels et les activités quasi-budgétaires de l'administration.</p>
<p>Le Programme à moyen terme 2018-20 prévoit un assainissement, mais dans les faits, la politique est expansionniste.</p> <p>Les mesures macroprudentielles ont été assouplies, les dépenses quasi-budgétaires ont augmenté et les banques publiques ont considérablement accru leurs prêts, ce qui accroît les risques de distorsions dans l'allocation du capital.</p>	<p>Resserrer les politiques budgétaire et quasi-budgétaire, renforcer les règles macroprudentielles et freiner les prêts au logement.</p> <p>Entreprendre une analyse coûts-avantages du système de garantie des crédits et en normaliser la taille, renforcer les règles macroprudentielles et limiter les activités quasi-budgétaires des institutions financières publiques.</p>
<p>Les réformes structurelles prévues dans l'éducation et les infrastructures sociales (notamment pour la prise en charge des jeunes enfants et des personnes âgées et l'éducation préscolaire) s'accompagnent d'importants besoins de financement.</p> <p>On observe une accélération bienvenue de la généralisation du numérique, mais cette évolution est inégale au sein de l'économie et de la société.</p>	<p>Pour réorienter les dépenses sur les priorités, mettre en œuvre les objectifs de budgétisation stratégique et orientée sur les résultats définis dans la Loi de finances publiques 5018 afin de canaliser les dépenses. Accorder davantage d'autonomie et de ressources par étudiant aux établissements d'enseignement, en échange d'une plus grande responsabilité sur le plan des résultats obtenus.</p> <p>Achever et mettre en œuvre une stratégie d'ensemble pour le numérique englobant à la fois les politiques en matière d'éducation, de formation continue et d'accès aux infrastructures et à l'internet.</p>
Rééquilibrer la croissance en renforçant le secteur marchand	
<p>L'investissement est vigoureux, mais l'endettement a augmenté de manière significative et un renforcement des fonds propres s'impose pour faciliter les investissements dans le capital physique et intellectuel des entreprises à haut potentiel.</p>	<p>Procéder à un examen stratégique visant à identifier et à corriger les facteurs les plus contraignants limitant le déploiement de l'écosystème de financement par fonds propres des investissements, actuellement trop peu développé.</p>
<p>Les dépenses consacrées au capital intellectuel sont inférieures à la moyenne de l'OCDE, de même que le soutien public à la R-D exprimé en pourcentage du PIB.</p>	<p>Rationaliser les différents programmes d'incitations à la R-D en se basant sur des analyses coûts-avantages, et s'inspirer des meilleures pratiques internationales pour améliorer l'utilisation et l'efficacité des différentes subventions fiscales.</p>
<p>Nombre d'entreprises familiales de taille moyenne sont surendettées mais s'abstiennent tout de même de faire appel aux marchés d'actions et à des actionnaires extérieurs.</p>	<p>Apporter aux entreprises familiales un soutien technique et mener des campagnes de sensibilisation pour les encourager à adopter des règles standard de gouvernance d'entreprise, de gestion professionnelle et de transparence financière.</p>
<p>Les entrées et les stocks d'IDE sont faibles, en partie à cause des incertitudes qui concernent le cadre de l'action publique et l'équité des règles du jeu en matière de concurrence.</p>	<p>Rationaliser et stabiliser les incitations offertes aux entreprises. Rendre compte de manière transparente de leur utilisation au niveau des entreprises, les soumettre à des examens de la concurrence et surveiller leur impact sur le comportement des entreprises bénéficiaires grâce au nouveau Système d'information sur les entreprises (GBS).</p>
<p>Le cadre institutionnel et réglementaire offert aux entreprises reste rigide malgré des efforts de réforme récents, notamment sur les marchés du travail, et continue d'enclaver l'exercice d'activités formelles.</p>	<p>Évaluer l'utilisation des diverses baisses des cotisations de sécurité sociale récemment accordées et pérenniser celles qui se seront montrées les plus favorables à la formalisation des activités, en les finançant grâce à une amélioration du recouvrement de l'impôt.</p>

Améliorer la répartition des concours bancaires et des mesures publiques visant à réduire le coût du capital

Le coût réel des financements par emprunts et par fonds propres sur les marchés privés est très important, du fait du niveau élevé des primes de risque sur les emprunts souverains.

Une grande partie des petites entreprises n'ont pas recours au crédit bancaire, tandis que le financement bancaire des entreprises des secteurs informel et semi-formel est compliqué par des obligations strictes de diffusion d'informations financières.

Pour réduire les coûts de financement de l'économie, renforcer la crédibilité internationale des institutions de gouvernance, la transparence budgétaire et la stabilité des prix.

Faire appliquer les règles de révision comptable rendues obligatoires par le nouveau droit des sociétés. Réduire les coûts de la révision comptable (mais en préserver la qualité) grâce à des incitations fiscales pendant les premières années de publication d'informations financières révisées.

Continuer d'accroître le bien-être

Malgré des progrès rapides, le taux d'activité des femmes reste très faible en comparaison internationale.

Faciliter davantage le travail des femmes, notamment en développant l'offre et la qualité des structures d'enseignement préscolaire et d'accueil de jeunes enfants et de personnes âgées.

Les sources d'énergie renouvelable sont encouragées, mais la production d'électricité à partir du charbon va continuer à augmenter fortement.

Évaluer l'impact supplémentaire sur les émissions de carbone et utiliser des instruments économiques tels que des redevances de pollution harmonisées et des quotas d'émission pour les réduire.

Les initiatives de protection du littoral paraissent insuffisantes pour limiter les dommages causés par le tourisme.

Évaluer et gérer plus activement l'impact environnemental des transformations terrestres et maritimes de grande ampleur.

Évaluation et recommandations

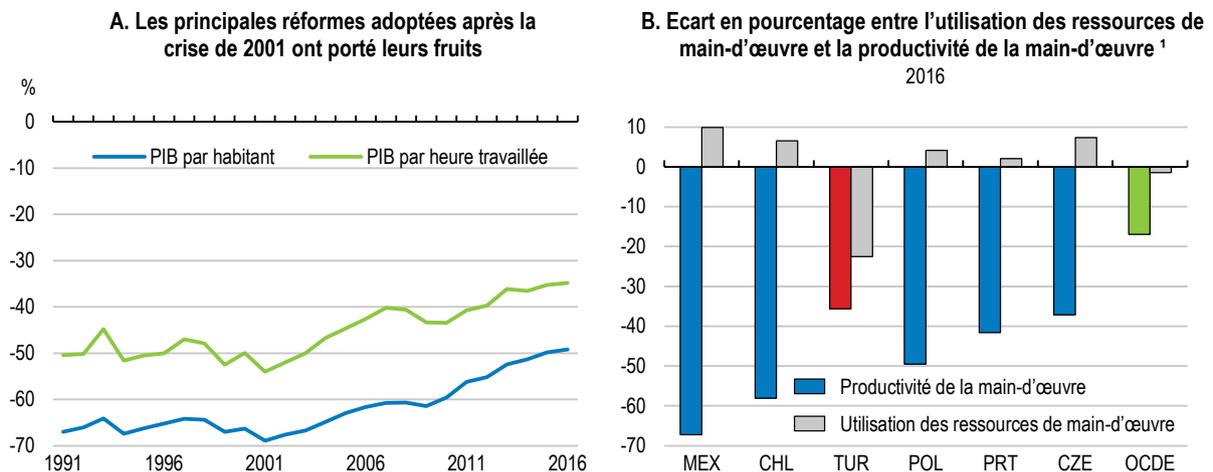
- La croissance est restée solide, mais les déséquilibres se sont accentués
- Rééquilibrer l'économie et contenir les vulnérabilités
- Politiques macroéconomiques
- Politiques structurelles
- Principaux enjeux en matière de bien-être

Principaux éclairages sur l'action publique

En termes de PIB par habitant, la Turquie a continué de rattraper les pays les plus avancées de l'OCDE. Malgré une série de chocs négatifs, notamment de graves tensions géopolitiques à la frontière sud-est et une tentative de coup d'état avortée en 2016, la croissance du PIB s'y est établie en moyenne à près de 7 % sur la période 2010-17 (Graphique 1, partie A). La productivité de la main-d'œuvre dépasse désormais celle relevée dans plusieurs autres économies de l'OCDE en rattrapage (partie B), malgré la prévalence d'un secteur d'activité informel faiblement productif, notamment dans l'agriculture. Cette situation est le reflet des performances vigoureuses du secteur des entreprises, dynamique quoique morcelé. Malgré le rythme soutenu des créations d'emplois et bien que la population active augmente de plus de 3 % par an, le taux d'emploi de la population d'âge actif reste le plus faible de l'OCDE.

Graphique 1. Le revenu par habitant est en phase de rattrapage, mais la productivité et l'utilisation des ressources accusent toujours un retard

Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE

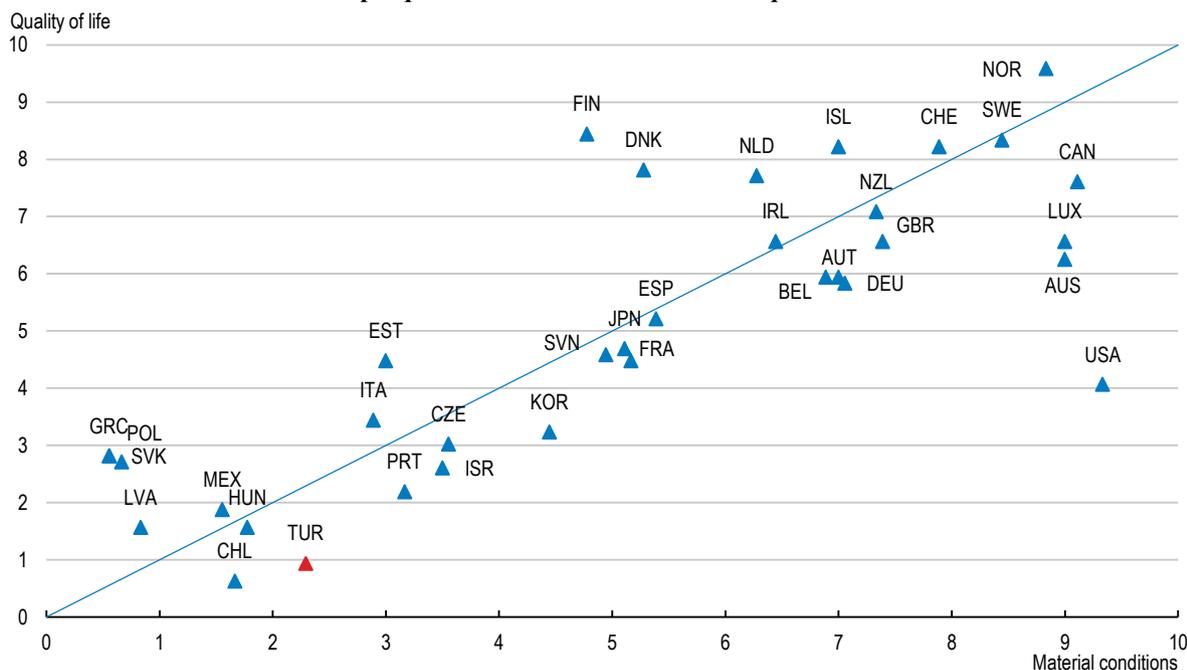


1. La productivité du travail correspond au PIB par heure travaillée. L'utilisation des ressources de main-d'œuvre correspond au nombre total d'heures travaillées par personne.

Source: OCDE (2018), Réformes économiques 2018 : Objectif croissance, rapport intermédiaire, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/1813274x>

Dans un contexte marqué par l'augmentation considérable de la population, par la poursuite attendue d'une hausse du taux d'activité de la main-d'œuvre et par des afflux massifs de réfugiés, une forte croissance et des créations d'emplois vigoureuses figurent en tête des attentes de la population et de l'agenda des pouvoirs publics. Parallèlement, les niveaux de vie ont progressé, mais plus pour ce qui concerne les conditions matérielles que du point de vue d'autres mesures de la qualité de la vie (Graphique 2). En outre, un certain nombre d'inégalités perdurent, illustrant les difficultés rencontrées pour rendre la croissance plus inclusive.

Graphique 2. Conditions matérielles et qualité de vie



Note: Les conditions matérielles recouvrent 10 indicateurs s’articulant autour de trois dimensions : revenu et patrimoine, emploi et salaires, et logement. La qualité de la vie est mesurée à l’aide de 15 indicateurs s’articulant autour de huit dimensions : équilibre vie professionnelle-vie privée, santé, éducation et compétences, relations sociales, engagement civique et gouvernance, qualité de l’environnement, sécurité personnelle et bien-être subjectif.

Source: OCDE (2017), Comment va la vie ? Mesurer le bien-être.

Malgré des progrès ces dernières années, les inégalités de revenu et de patrimoine restent très élevées en comparaison internationale, principalement à cause de la diversité des situations des soutiens de famille sur le marché du travail. Cette situation est surtout le reflet de la division des activités économiques entre les segments informel, semi-formel et formel du secteur des entreprises. L’ampleur de la croissance des activités formelles à forte productivité diffère sensiblement d’une région à l’autre, et les travailleurs masculins sont bien davantage concentrés dans le secteur formel que leurs homologues féminines. Mettre fin à cette disparité est la condition première pour que les gains de productivité et la croissance soient plus inclusifs en Turquie. Des entreprises de meilleure qualité offrent non seulement des conditions de travail et des salaires plus satisfaisants et moins inégaux entre les hommes et les femmes, mais elles contribuent aussi à accroître les ressources budgétaires nationales et locales nécessaires pour consolider les services sociaux.

La croissance est restée solide, mais les déséquilibres se sont accentués

Avec un rythme annuel de 7.4 % en 2017 et un premier trimestre 2018 vigoureux, la croissance du PIB réel a été l’une des plus rapides du monde, dépassant aussi bien les attentes des marchés que les prévisions officielles. La robustesse de la demande étrangère et la forte dépréciation du taux de change ont profité aux exportations (Graphique 3, partie A). Les mesures intérieures de relance budgétaire et quasi-budgétaire, notamment une extension massive du programme de garanties publiques de prêts, a stimulé la demande intérieure.

L'investissement des entreprises privées a été plus atone pendant la plus grande partie de 2016-17, reflétant un certain attentisme dans un contexte marqué par diverses incertitudes nationales, régionales et internationales. Cependant, il s'est redressé à la fin de 2017 et au début de 2018, porté par des perspectives d'exportations solides et de considérables incitations publiques. La part que représentent les investissements en machines et matériels de transport dans le PIB a retrouvé sa moyenne de long terme de quelque 13 %, qui est l'un des taux les plus élevés de toute la zone OCDE.

L'annonce d'élections présidentielles et législatives anticipées en avril 2018 (alors qu'elles auraient dû se tenir en novembre 2019) aurait pu réduire les incertitudes politiques en raccourcissant la période pré-électorale, mais il n'en a rien été. Au contraire, cette annonce a eu pour effet d'amplifier les écarts par rapport au cadre macroéconomique prudent défini par le Programme à moyen terme 2018-20, publié en octobre 2017, qui a pour objectif de ramener le déficit des administrations publiques de 2.4 % du PIB en 2017 à 1.9 % en 2018 et 2019 (un nouveau Programme à moyen terme 2019-21 est en préparation). De nouvelles questions se sont aussi fait jour quant aux objectifs et à la conduite de la politique monétaire. Le taux de change s'est fortement déprécié, alourdissant ainsi la dette et les coûts d'emprunt des très nombreuses entreprises non financières ayant contracté une importante dette en devises. En revanche, la consommation privée devrait être étayée par le dynamisme de l'emploi et les transferts sociaux pré-électoraux. L'augmentation attendue de l'inflation devrait également peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

Dans ce contexte délicat, arrimer à nouveau les politiques monétaires au Programme à moyen terme 2018-2020 et reprendre les réformes engagées au début de 2018 pour aligner les conditions d'activité des entreprises sur les normes internationales de référence pourraient contribuer à rétablir la prévisibilité de l'action publique et améliorer la confiance après les élections présidentielles et législatives. L'important relèvement du taux de financement effectif de la banque centrale et la simplification de son cadre de politique monétaire, aligné sur les pratiques internationales standard, en avril-juin 2018, y contribueront. L'augmentation des dépenses budgétaires devrait être compensée par des économies concomitantes afin que le solde budgétaire structurel reste conforme aux objectifs visés par le programme. Maintenir des conditions propices à la poursuite de l'intégration des entreprises turques dans les chaînes de valeur mondiales et maîtriser l'inflation pour préserver la compétitivité internationale seront aussi des conditions importantes pour entretenir la dynamique de hausse des exportations et préserver le climat des affaires.

Grâce à un effet-report particulièrement important à partir de la fin de 2017 et du début de 2018, et en l'absence de toute tension grave sur les taux de change et les financements externes, la croissance du PIB devrait s'établir à un niveau légèrement supérieur à 5 % en 2018 et légèrement inférieur en 2019 (Tableau 1). Dans les secteurs du tourisme et des services, les exportations devraient jouer un rôle important pendant ces deux années. L'impact, sur la croissance, du relèvement marqué des taux directs réels à la mi-2018 sera peut-être atténué par la diminution des primes de risques intégrées dans les taux des prêts commerciaux. Le durcissement de la politique monétaire a également mis fin à la dépréciation tendancielle de la livre turque, ce qui devrait être une bonne chose pour les nombreuses entreprises non financières lourdement endettées en devises. La croissance devrait fléchir au cours du deuxième semestre de 2018, à mesure que la relance budgétaire s'amointrira après les élections présidentielles et parlementaires, cette faiblesse devant se répercuter jusqu'au début de 2019. Le ralentissement de la croissance

et la normalisation des importations d'or (qui ont atteint 1 à 2 % du PIB au cours de certains trimestres récents) devraient avoir pour effet de réduire le déficit courant.

La croissance pourrait être plus forte si la période post-électorale permet une mise en œuvre plus fluide que prévue de l'ambitieux programme de réformes structurelles s'accompagnant de politiques monétaire et budgétaire plus prudentes et plus crédibles. Si, au contraire, le processus électoral est source d'incertitudes supplémentaires concernant l'orientation de la politique macroéconomique ou les perspectives de réformes structurelles, ou si le contexte géopolitique régional continue de s'aggraver, des tensions supplémentaires sur les taux de change, les mouvements de capitaux et le climat dans le pays pourraient saper les perspectives en matière d'investissement, de consommation et de croissance.

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques et prévisions

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants Milliards TRY	Variation annuelle en pourcentage, volume (prix de 2009)				
PIB réel¹	2 044.5	5.9	3.2	7.4	5.1	4.8
Consommation privée	1 242.2	5.3	3.7	6.1	9.0	6.7
Consommation publique	288.1	2.9	9.8	4.4	6.5	5.4
Formation brute de capital fixe	590.7	9.3	2.2	7.3	9.3	7.2
Demande intérieure finale	2 121.1	6.1	4.1	6.2	8.8	6.7
Constitution de stocks ²	2.8	-1.6	0.0	-0.7	2.5	0.0
Demande intérieure totale	2 123.9	4.6	4.2	5.7	6.2	6.6
Exportations de biens et de services	485.9	4.3	-1.9	12.0	8.1	9.9
Importations de biens et de services	565.3	1.5	3.8	10.1	5.7	5.0
Exportations nettes ²	-79.4	0.6	-1.4	0.1	-0.3	-1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	-	8.0	8.1	10.9	14.6	13.0
Indice des prix à la consommation	-	7.7	7.8	11.1	12.0	10.6
Inflation sous-jacente ³	-	8.0	8.5	10.1	13.0	10.5
Taux de chômage (% de la population active)	-	10.3	10.9	10.9	10.2	10.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-	-3.7	-3.8	-5.6	-5.7	-4.3

1. Sur la base de séries corrigées des jours travaillés.

2. Contributions aux variations du PIB réel, montant effectif dans la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors énergie, produits alimentaires, alcool, tabac et or.

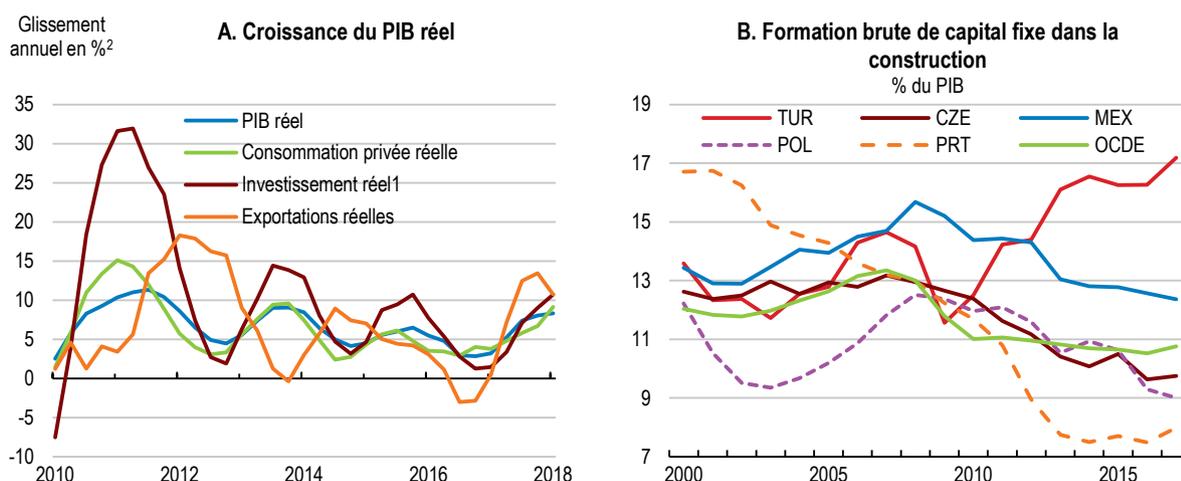
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, et projections du Secrétariat.

Rééquilibrer l'économie et contenir les vulnérabilités

La croissance continue de pâtir des déséquilibres structurels déjà soulignés dans des Études antérieures de l'OCDE (OECD, 2016^[1] ; 2014^[2]) : la demande dépend dans une trop large mesure de la consommation intérieure, l'épargne intérieure ne couvre pas l'investissement total, et la dette extérieure est sur une pente ascendante. Ces déséquilibres restent visibles même après la révision en profondeur de la comptabilité nationale intervenue en 2016 qui a entraîné une modification considérable des séries concernant le PIB, l'investissement et l'épargne. Selon les estimations, l'épargne privée et publique s'est établie respectivement à environ 23 % et 2 % du PIB en 2017, tandis que

les chiffres relatifs à l'investissement privé et public ressortaient respectivement à environ 26 % et 4 %. En conséquence, le déficit de la balance courante s'est à nouveau creusé, passant à plus de 5 % du PIB alors qu'il était inférieur à 4 % sur la période 2015-16. Si la position au sein du cycle conjoncturel est difficile à jauger avec précisions dans la mesure où le taux de chômage reste très élevé et les tensions salariales modestes, ce déséquilibre persistant menace la viabilité des niveaux élevés de croissance et de création d'emplois nécessaires pour asseoir une croissance inclusive. Les incertitudes entourant la position précise de l'économie dans le cycle, conjuguées à l'absence de comptes des administrations publiques consolidés conformément aux règles comptables nationales (voir ci-après), rend difficile toute évaluation de l'orientation budgétaire structurelle.

Graphique 3. Depuis quelque temps, les exportations et la construction tirent la croissance



L'investissement des entreprises publiques et privées n'est pas présenté de manière distincte en comptabilité nationale turque.

2. Moyenne mobile sur trois trimestres.

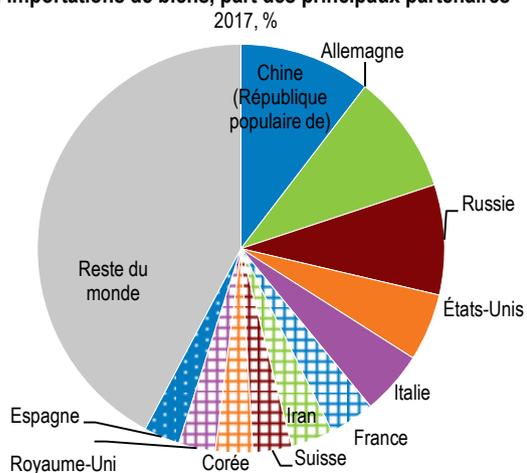
Source: Perspectives économiques de l'OCDE (base de données).

Le logement et la construction représentent désormais une part très importante de l'investissement, de l'emploi et de la production par rapport aux niveaux observés dans d'autres pays de l'OCDE (Graphique 3, partie B). Cette situation était en partie attendue, étant donné les besoins de renouvellement urbain et d'infrastructures de la Turquie, encore amplifiés par les risques sismiques élevés et la poursuite des migrations intérieures. Elle contribue néanmoins de façon importante à l'écart entre l'investissement et l'épargne.

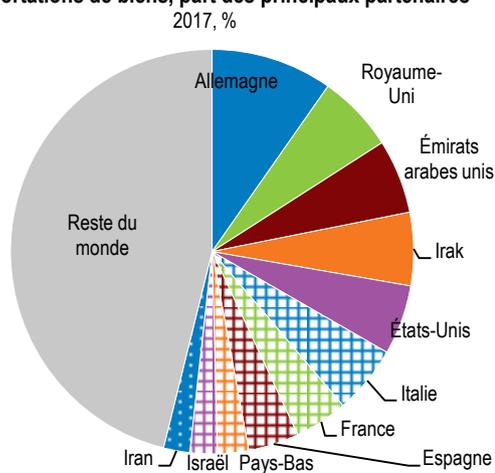
L'épargne des entreprises comme celle des ménages pourrait être accrue. Les pouvoirs publics ont pris des mesures plus déterminées pour développer l'épargne des ménages, notamment par le biais du régime de retraite privé bénéficiant d'un soutien de l'État, qui connaît une expansion rapide (voir ci-après). Cependant, rééquilibrer l'économie sans freiner la croissance nécessite une amélioration des résultats à l'exportation. Or, même si les exportations se sont diversifiées au cours de la dernière décennie (Graphique 4), le poids du secteur exportateur dans le PIB et la progression de la part de la Turquie dans les exportations mondiales sont loin d'égaliser les performances des pays comparables de l'OCDE plus dynamiques (Graphique 5). De ce fait, la part de l'emploi alimentée par la demande étrangère est plus faible en Turquie que dans des pays comparables de l'OCDE (23 % en 2014, contre plus de 40 en Pologne et au Portugal) (OECD, 2017_[3]).

Graphique 4. Principaux partenaires commerciaux de la Turquie

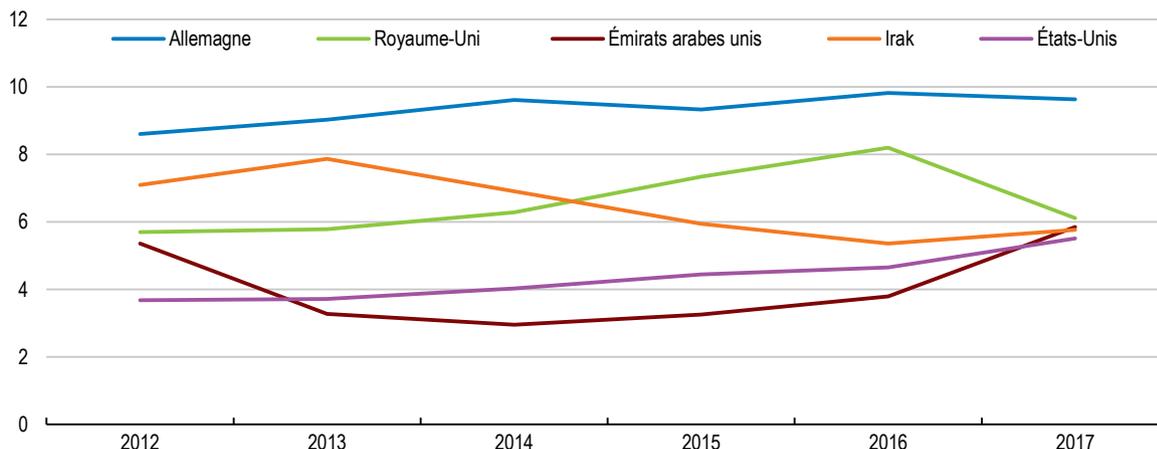
A. Importations de biens, part des principaux partenaires



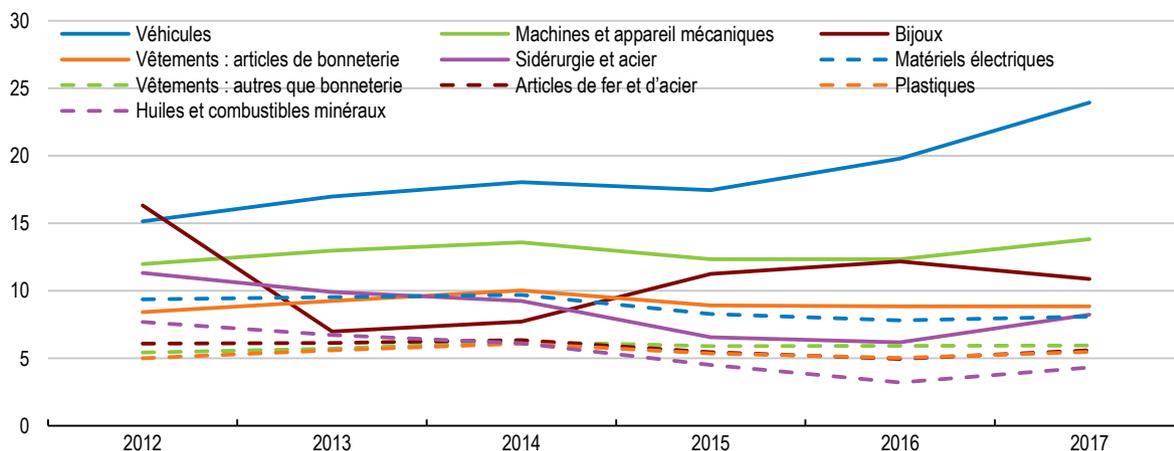
B. Exportations de biens, part des principaux partenaires



C. Part dans les exportations des 5 premières destinations

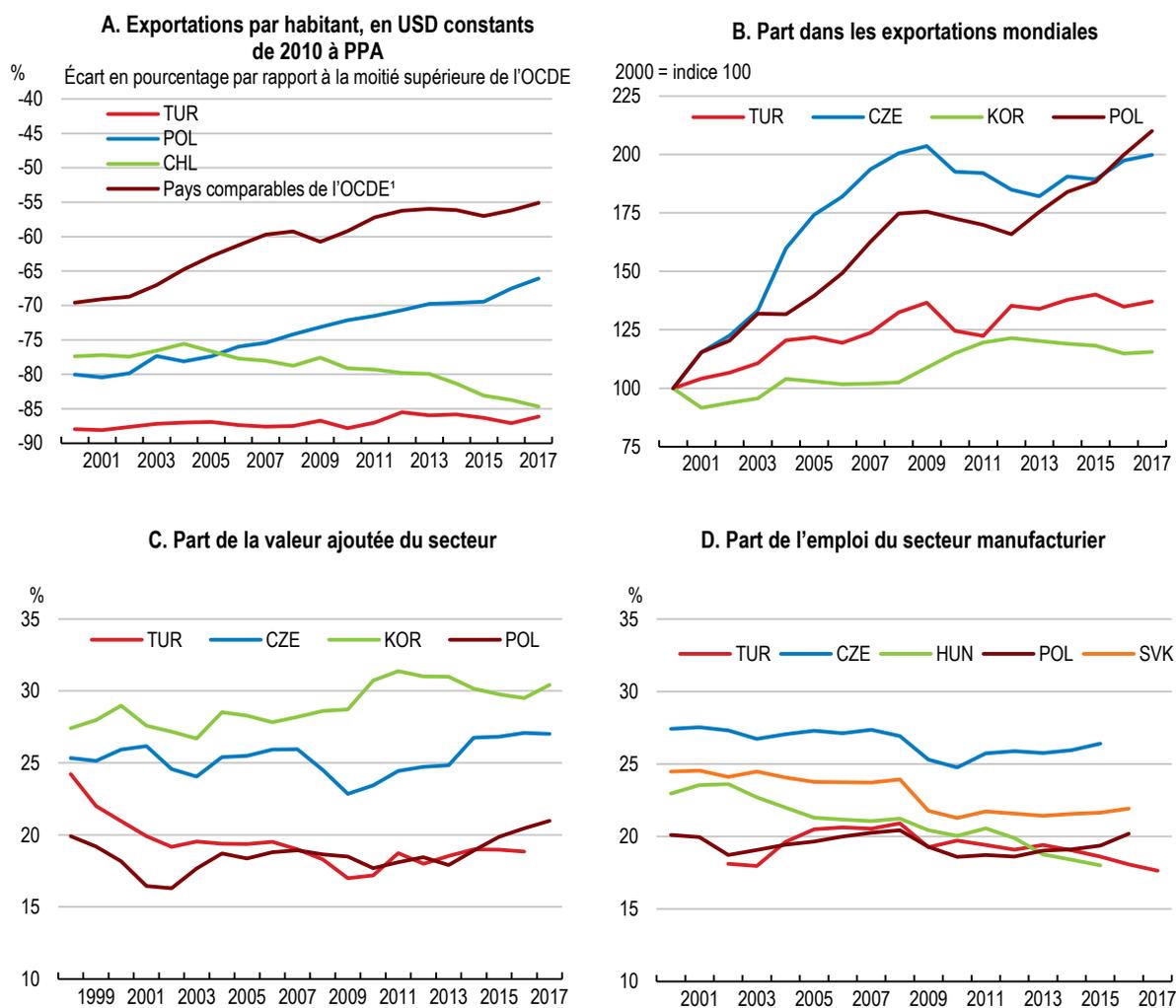


D. Part dans les exportations des 10 premières marchandises



Source: OCDE (2018), Statistiques du commerce international par produit (base de données).

Graphique 5. Les résultats à l'exportation et dans le secteur manufacturier restent inférieurs au potentiel



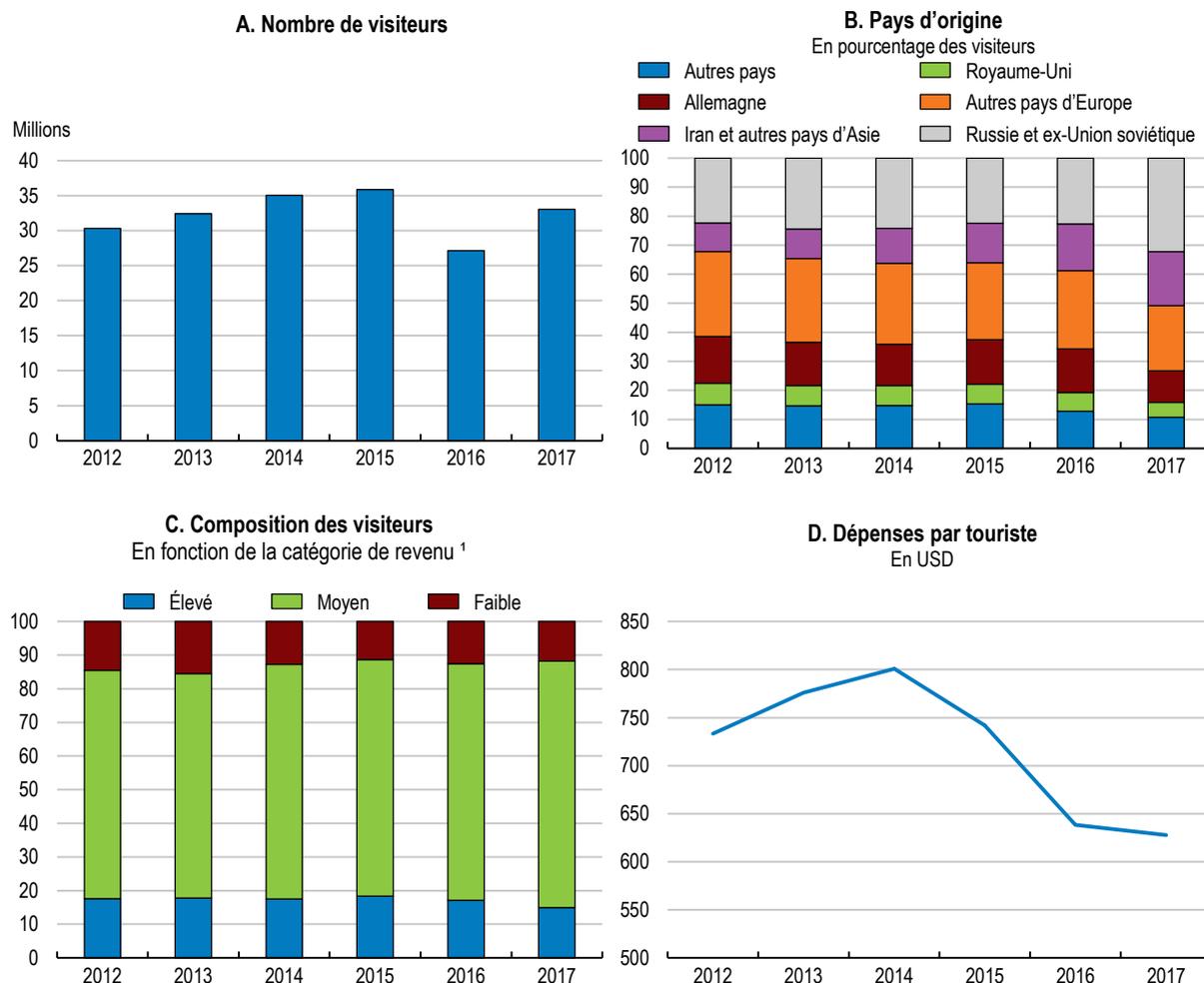
1. Les pays comparables de l'OCDE sont les pays à faible revenu de l'OCDE : République tchèque, Slovaquie, République slovaque, Estonie, Grèce, Lettonie, Hongrie, Pologne, Chili et Mexique. Le choix des pays varie d'un graphique à l'autre en fonction de la disponibilité des données.

Source: Calculs effectués d'après les comptes nationaux de l'OCDE (base de données) et Turkstat.

Le tourisme est un secteur d'exportation majeur qui représente un cinquième du total des exportations de biens et de services. Les entrées et recettes touristiques ont augmenté au cours de la dernière décennie, avec toutefois de très importantes fluctuations en termes d'effectifs, de composition et de recettes par touriste, en particulier après les événements de 2016 (Graphique 6). Le nombre de visiteurs en provenance de Russie, d'Ukraine et du Moyen-Orient a eu tendance à augmenter, tandis que la part des touristes de l'UE, qui dépensent davantage, a reculé. On observe toutefois quelques signes de reprise des entrées de touristes européens en 2018. Si la Turquie a encore un potentiel touristique considérable, les mesures de protection du littoral paraissent insuffisantes pour limiter l'impact environnemental des grandes transformations terrestres et maritimes (Ocean Health Index, 2016^[4]). Développer la sensibilisation aux arbitrages entre les différentes dimensions du bien-être (qualité de l'air contre emplois par exemple) et considérer les

ressources naturelles comme des déterminants de la croissance (présent contre avenir) sont des pistes qui aideraient à formuler un agenda pour l'action publique se donnant pour objectif une croissance inclusive et écologiquement durable.

Graphique 6. Les revenus du tourisme commencent à se redresser



1. Les groupes de revenu sont définis en fonction des normes des pays d'origine. Par exemple, les visiteurs à revenu moyen ne sont pas des touristes en provenance de pays à revenu intermédiaire, mais des visiteurs à revenu moyen venant de différents pays.

2. Hors ressortissants turcs résidant à l'étranger.

Source: Turkstat.

Le secteur des entreprises est dynamique mais doit encore monter en gamme pour développer les exportations

Aidé par l'intégration en cours aux chaînes de valeur mondiales et par la diversification vers d'autres marchés d'exportation, le secteur exportateur a amélioré ses performances dans de nombreux domaines au cours des dix dernières années, mais il accuse toujours du retard sur le plan technologique (Graphique 7, partie A). De récentes initiatives du ministère de la Science, de l'Industrie et de la Technologie, et de l'Agence de développement des PME (KOSGEB) visent à renforcer les capacités technologiques des entreprises. La structure des exportations, en termes de grandes catégories de produits, est

montée en gamme : la part des biens de moyenne-haute et haute technologie dans le total des exportations manufacturières a atteint 39 % en 2017, contre 26 % en 2012, même si la Turquie est spécialisée dans les segments relativement peu avancés des secteurs correspondants. Les exportations de voitures particulières, et de pièces et composants automobiles, en particulier, ont progressé respectivement de 13 % et 22 % en 2017, ce qui témoigne de la transition engagée par la Turquie en faveur d'activités manufacturières de moyenne-haute technologie. En février 2018, l'Enquête sur les tendances à l'exportation (*Survey of Exporter Tendencies*) évoquait un niveau de confiance particulièrement élevé des exportateurs pour la période à venir (TIM, 2018^[5]).

Selon une récente analyse de la composition et de la diversité des biens exportés par la Turquie, celle-ci a en effet atteint dans sa spécialisation sectorielle un seuil qui laisse présager qu'elle va continuer à l'avenir de monter en gamme, et d'accroître sa part de marché et son PIB par habitant (Hausmann, 2017^[6]). Une étude plus détaillée réalisée selon la même méthodologie confirme que l'expansion des activités de la Turquie vers les machines, le matériel électrique et les sous-secteurs de l'industrie chimique est à même de soutenir une diversification accrue (Yildirim, 2018^[7]).

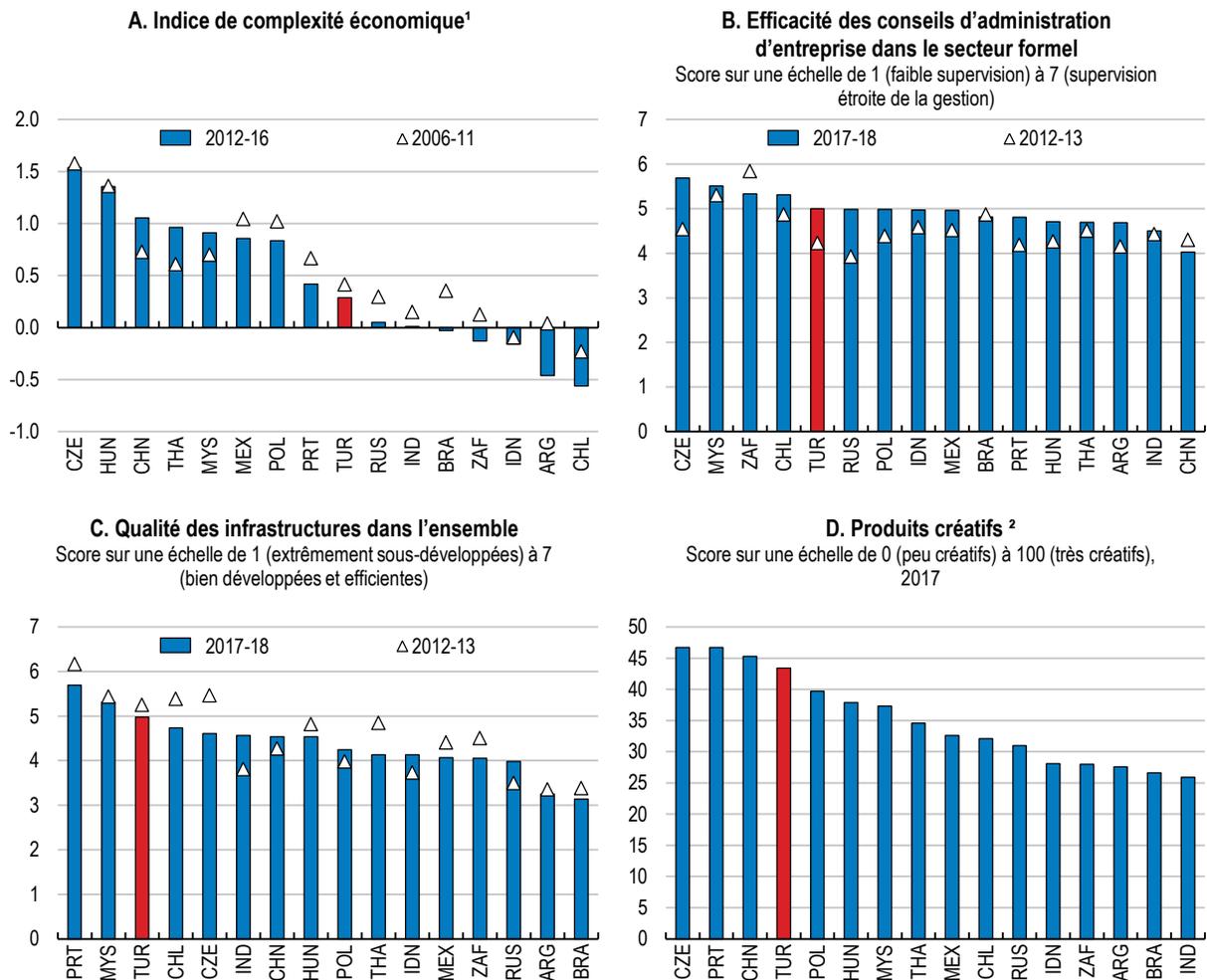
Les autres atouts reconnus sur lesquels peut s'appuyer le secteur des entreprises sont la qualité de la gestion dans le secteur formel, la qualité des infrastructures physiques et une capacité avérée à introduire des produits et services créatifs sur des marchés très divers (Graphique 7).

En même temps, les régions moins avancées de la Turquie ont tendance à miser de plus en plus sur les activités manufacturières à faible intensité de technologie faisant appel à une main-d'œuvre peu qualifiée. C'est là une heureuse évolution car ces nouvelles activités occupent une main-d'œuvre agricole inactive ou peu productive et offrent l'occasion aux entrepreneurs et aux travailleurs de ces régions d'apprendre par la pratique. À l'avenir, cependant, il importera d'aider ces entreprises à améliorer la qualité de leurs produits et à accroître leur productivité. À cet égard, il reste beaucoup à faire pour régulariser les activités informelles ou semi-formelles dans ces régions moins avancées et il est essentiel pour la croissance inclusive que la situation s'améliore dans ce sens.

Parallèlement, tous les secteurs et entreprises doivent s'adapter à la transition numérique. Les entreprises turques semblent plus avancées dans les premières phases de cette transition que celles de plusieurs autres pays comparables (Encadré 1). Pour que la transformation numérique se poursuive, toutefois, d'importants investissements supplémentaires seront nécessaires dans les compétences des entrepreneurs et des travailleurs. La généralisation de la transformation numérique devrait améliorer la transparence financière et fiscale, faciliter la régularisation des activités des entreprises et permettre de réaliser de nouveaux gains de productivité.

La Turquie fait partie des pays de l'OCDE dont les scénarios de croissance sont particulièrement sensibles aux réformes dans ces domaines (Encadré 2).

Graphique 7. Le secteur des entreprises présente à la fois des points forts et des points faibles



1. La complexité économique correspond à l'intensité de savoir d'une économie, telle qu'elle se reflète dans la diversité et l'ubiquité de ses exportations. Elle ne prend pas en compte le caractère plus ou moins élaboré des intrants importés. (Hausmann et al., 2014^[8]).

2. Les "produits créatifs" constituent un sous-indice de l'indice mondial de l'innovation qui classe les économies selon leurs capacités et leur production en matière d'innovation. Ils englobent les actifs incorporels, les biens et services créatifs, et la créativité en ligne.

Source: Observatory of Economic Complexity, Indice de complexité économique; Forum économique mondial, Indice de compétitivité globale (base de données); Cornell University, INSEAD, et Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (2017), Indice mondial de l'innovation.

Encadré 1. La transition numérique en Turquie

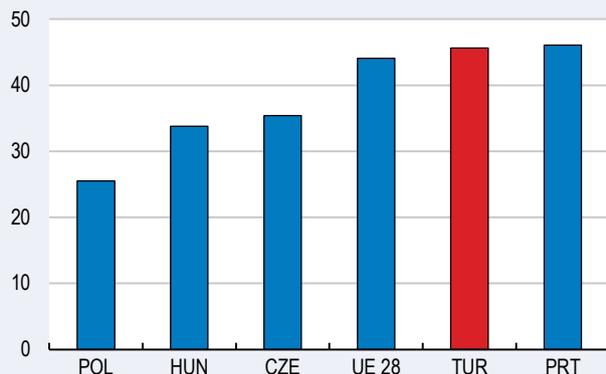
La transformation numérique s'accélère dans les entreprises turques. La part de celles-ci qui possèdent un site web ou sont présentes dans les médias sociaux numériques est très importante par rapport à celle des entreprises de pays européens comparables (Graphique 8, partie A). Cependant, l'utilisation des applications numériques fondamentales dans les entreprises est moins répandue. Ainsi, la part des entreprises utilisant un progiciel de gestion intégrée (ERP) ou un logiciel de gestion de la relation client (GRC), qui sont des fonctions importantes, est plus faible que dans d'autres pays

européens en rattrapage (partie B), ce qui pourrait être dû à un déficit de compétences.

Graphique 8. Turkey's relative position in the digital transition in Europe

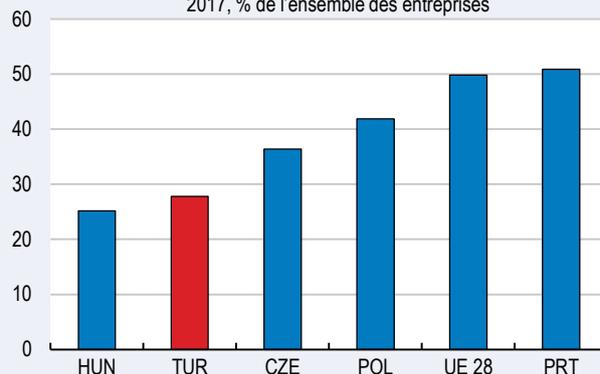
A. Entreprises possédant un site web ou utilisant les médias sociaux

2017, % de l'ensemble des entreprises



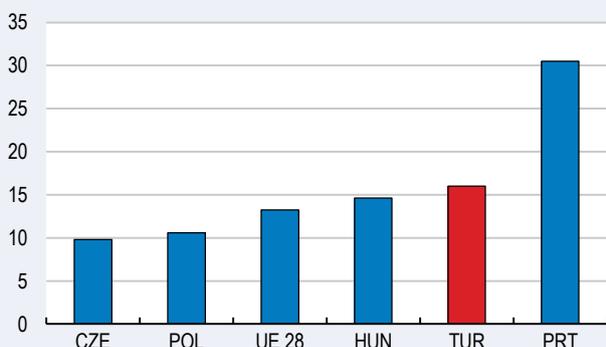
B. Entreprises utilisant un progiciel ERP, un logiciel GRC ou partageant la gestion de la chaîne d'approvisionnement

2017, % de l'ensemble des entreprises



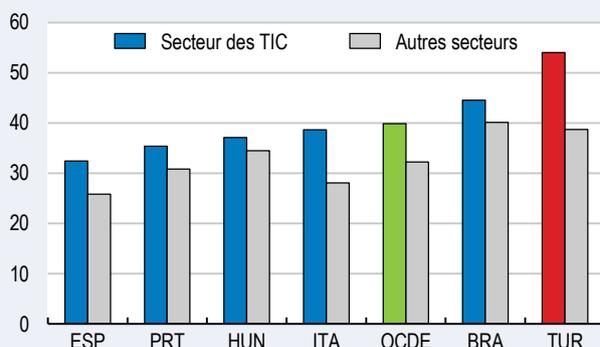
C. Entreprises bénéficiant d'un haut débit descendant d'au moins 100 Mbit/s

2017, % des petites entreprises (de 10 à 49 salariés)



D. Micro et petites entreprises (de moins de 50 salariés) jeunes (de moins de six ans) dans le secteur des TIC et d'autres secteurs ¹

2013-15, % de l'ensemble des entreprises



1. . Le secteur des TIC comprend les divisions 26, 61 et 62-63 de la CITI Rév. 4 : fabrication d'ordinateurs, d'articles électroniques et optiques ; télécommunications et activités de services d'information. Les autres secteurs comprennent les activités manufacturières et le secteur des services marchands non financiers, hors TIC, la cokéfaction et la fabrication de produits pétroliers raffinés, et les activités immobilières. Les données se rapportent à la période 2008-10 pour l'Italie et 2010-12 pour le Portugal. La moyenne OCDE non pondérée est calculée sur la base des 18 pays pour lesquels des données sont disponibles.

Source: Eurostat (2017), Indice relatif à l'économie et à la société numériques, et OCDE (2017), Tableau de bord de la science, de la technologie et de l'industrie 2017. Pour les parties A, B et C, les données ne sont disponibles que pour les pays européens.

Néanmoins, les petites entreprises tentent de miser sur les technologies numériques pour compenser le handicap de leur taille. Ainsi, la proportion d'entre elles qui utilisent le plus haut débit internet proposé en Turquie est plus importante que dans les pays comparables (partie C). La Turquie compte également une part importante de jeunes micro et petites entreprises dans le secteur des TIC, plus que les pays comparables (partie D). L'existence de ces petites entreprises dynamiques de haute technologie est prometteuse.

En même temps, le retard accusé, en matière de numérique, par les très nombreuses micro-entreprises faiblement qualifiées du secteur informel constitue un enjeu spécifique

pour la Turquie, qui nécessite la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, d'information et d'éducation ciblées sur ces entreprises.

Diverses initiatives publiques et privées visent à accélérer la transformation numérique. Une plateforme pour la transformation numérique de l'industrie a ainsi été créée, avec la participation de plusieurs organisations professionnelles, sous l'égide du ministère de la Science, de la Technologie et de l'Industrie. Six groupes de travail ont rédigé des rapports d'orientation pragmatique sur i) les principales tendances en matière de technologies numériques, ii) les technologies de fabrication avancées, iii) les systèmes d'innovation ouverts, iv) les besoins en matière d'éducation et de compétences, v) les besoins en infrastructures, et vi) les questions concernant la normalisation et le dépôt de brevets. Le ministère a créé un service chargé de la quatrième révolution industrielle pour coordonner cette activité, et élaborer des stratégies et des politiques.

La Confédération des entreprises turques a lancé un projet de sensibilisation d'envergure nationale -- *Digital Anatolia* -- pour promouvoir l'interaction entre les professionnels du numérique et les PME dans l'ensemble du pays. Une première conférence sur les applications pratiques de l'intelligence artificielle a également eu lieu en février 2018, sous l'égide de l'Initiative turque pour l'intelligence artificielle.

L'expérience d'autres pays de l'OCDE montre qu'une stratégie d'ensemble englobant à la fois les politiques en matière de technologie, d'éducation, de formation continue et d'accès aux infrastructures à l'internet peut accélérer la généralisation du numérique à grande échelle et sans exclusion. La Turquie devrait s'inspirer de ces expériences (OECD, 2018^[9]).

Selon une étude de l'OCDE, le rythme auquel va se poursuivre la transformation numérique dépend non seulement d'initiatives axées sur la technologie et les compétences, mais aussi de l'existence d'un cadre de réglementation général propice à la conduite des affaires. Cette étude a classé la Turquie dans le peloton de tête des pays de l'OCDE au regard de leur capacité à accélérer la transformation numérique en alignant leur réglementation de l'entrée des entreprises et du marché du travail sur les bonnes pratiques de l'OCDE (Nicoletti, Andrews et Timiliotis, 2018^[10]).

Encadré 2. La croissance à long terme dépendra des réformes menées

Les projections à long terme de l'OCDE pour l'économie mondiale (OECD, 2018^[11]) sont établies à partir de scénarios bâtis sur certaines hypothèses quant à l'évolution des politiques publiques dans chaque pays. Sont notamment pris en compte les choix faits par les pouvoirs publics dans des domaines où les économies émergentes affichent généralement un certain retard (éducation et normes de l'État de droit), et où les économies avancées de l'OCDE présentent une hétérogénéité considérable (réglementations des marchés de produits et du travail). En tant que pays à revenu moyen, la Turquie peut progresser largement encore pour se rapprocher des bonnes pratiques d'autres pays dans ces divers domaines. Elle se trouve donc face à un éventail particulièrement large de scénarios possibles pour sa croissance future selon les choix

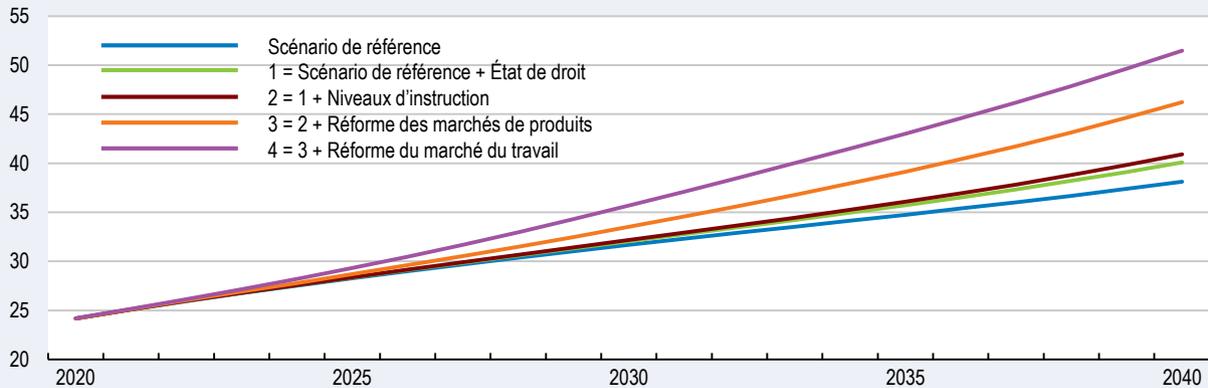
stratégiques qu'elle fera (Gönenç, 2017^[12]).

S'inspirant des méthodes habituelles de comparaison internationale de l'OCDE, les trajectoires de croissance d'un pays sont construites à partir : d'un scénario de référence en vertu duquel les politiques menées restent inchangées (même si les progrès tendanciels observés dans les niveaux d'instruction d'une cohorte à l'autre sont extrapolés dans le futur) ; et de scénarios de réforme qui retiennent pour hypothèses : i) la convergence, à l'horizon 2060, avec les normes de l'État de droit appliquées dans les cinq pays de l'OCDE les mieux classés en la matière ; ii) de nouveaux progrès dans les niveaux d'instruction et convergence totale avec les cinq pays de l'OCDE les mieux classés à l'horizon 2060 ; iii) le rapprochement de la réglementation des marchés de produits avec celle des pays les plus performants en la matière à l'horizon 2030 ; et iv) la réduction de moitié de la distance par rapport aux réglementations du marché du travail relevant des meilleures pratiques à l'horizon 2030. Les effets de ces hypothèses de réforme sur la croissance sont calculés à partir de modèles économétriques transnationaux, qui permettent également d'évaluer les délais moyens nécessaires à la concrétisation de ces effets.

Graphique 9. Les déterminants de la croissance jusqu'en 2040

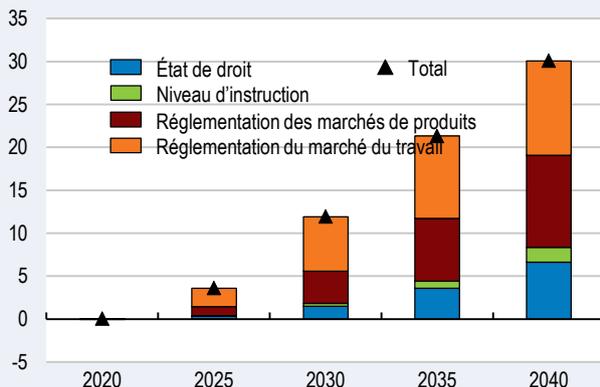
A. PIB réel potentiel par habitant en vertu de différents scénarios

En milliers de liras turques de 2009



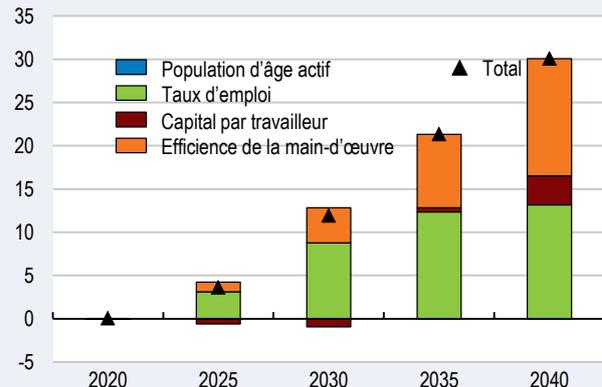
B. Contribution respective des réformes

Différence en % par rapport au scénario de référence



C. Contribution respective des facteurs de production

Différence en % par rapport au scénario de référence



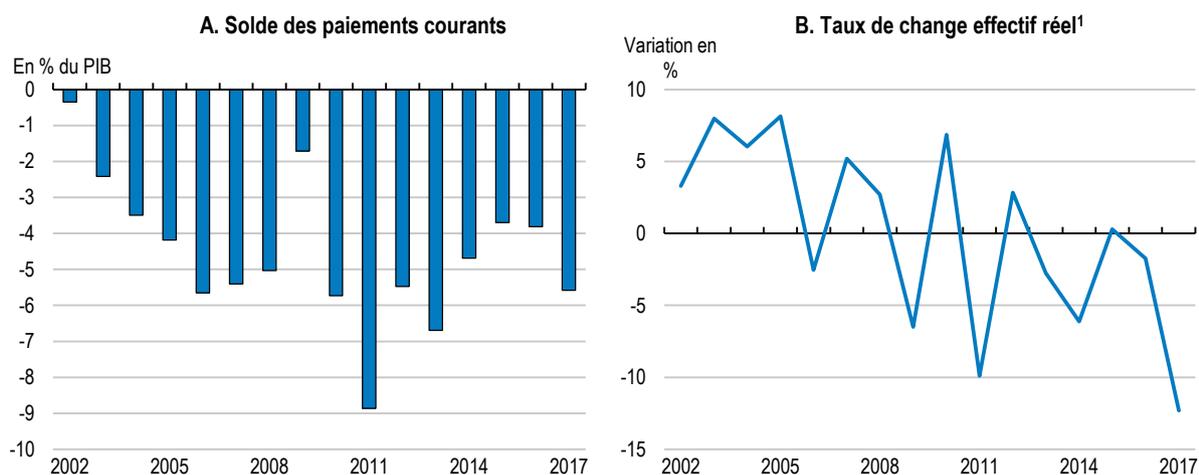
Source : Estimations établies à partir des « Scénarios à long terme de l'OCDE pour l'économie mondiale » (base de données).

Le graphique 9 présente les résultats de ces scénarios pour la Turquie. La partie A correspond à des estimations de l'évolution du PIB par habitant en vertu de différentes hypothèses, la partie B représente la contribution respective des réformes dans chaque domaine d'intervention des pouvoirs publics et la partie C, les projections de gains établies pour différents facteurs de production. Ces scénarios donnent à penser que la mise en œuvre conjuguée de réformes types pourrait accroître le PIB par habitant de la Turquie et les niveaux de vie en résultant d'au moins un tiers en l'espace de deux décennies.

Corriger les facteurs de vulnérabilité extérieure

L'embellie observée récemment dans les exportations a été forte grâce au caractère favorable de la demande extérieure, mais n'a pas été suffisante pour empêcher le déficit courant de se creuser à nouveau pour s'établir à 5.6 % en 2017, sur fond de demande intérieure vigoureuse, de prix à l'importation en hausse, notamment pour l'énergie, et d'importations massives d'or (Graphique 10, partie A). L'augmentation concomitante de la dette extérieure et la dégradation des fondamentaux sous-jacents, notamment les épisodes répétés de forte dépréciation de la livre turque en termes réels, ont semé le doute sur la viabilité à long terme des engagements extérieurs. En pourcentage du PIB, le ratio de la dette extérieure demeure, à environ 50 % en 2017, relativement faible par rapport à d'autres pays, mais son niveau mesuré en pourcentage des exportations est relativement élevé (Graphique 11). L'encadré 3 présente une analyse des déterminants de la dette extérieure et formule quatre scénarios construits sur la base d'hypothèses différentes quant à leur évolution.

Graphique 10. Le déficit de la balance courante s'est creusé et le taux de change s'est dégradé

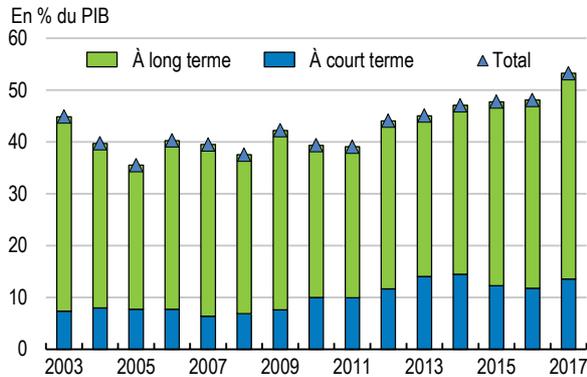


1. Le taux de change effectif réel correspond au taux de change effectif nominal corrigé du déflateur du PIB, affecté de coefficients de pondération constants en fonction des échanges.

Source : OCDE (2018), *Perspectives économiques* de l'OCDE (base de données).

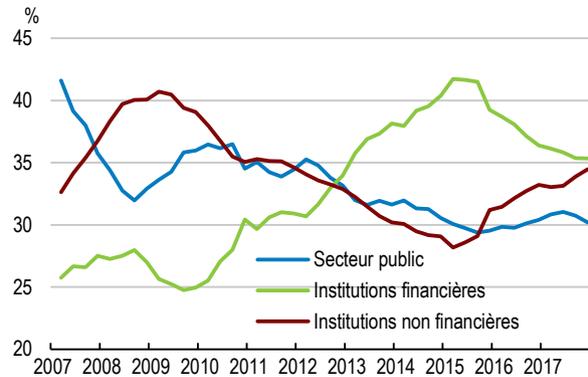
Graphique 11. Le ratio de la dette extérieure a augmenté

A. En Turquie, évolution dans le temps

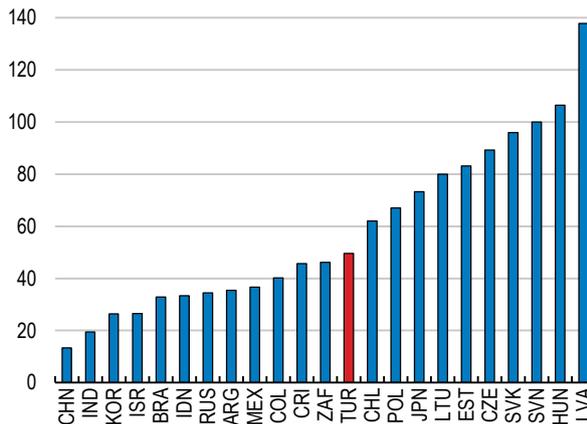


B. La dette extérieure est de plus en plus portée par le secteur des entreprises

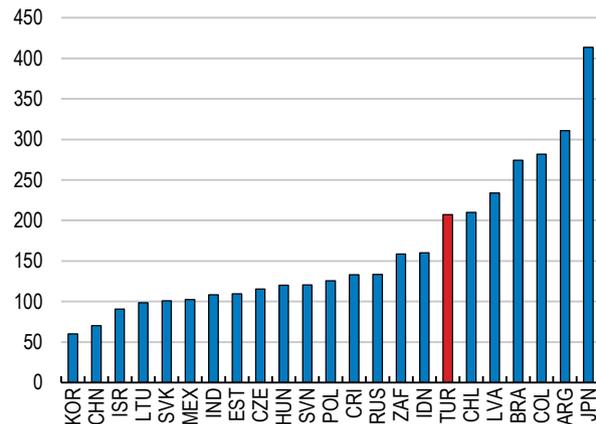
Ventilation par secteur, en fonction de l'emprunteur



C. Dette extérieure en pourcentage du PIB, 2016



D. Dette extérieure en pourcentage des exportations, 2016



Note : Pour des raisons de présentation, les parties C et D ne prennent pas en compte les pays européens avancés qui présentent toujours des ratios de dette extérieure nettement supérieurs.

Source : FMI (2018), Statistiques de la balance des paiements (base de données).

Encadré 3. Scénarios d'évolution de la dette extérieure

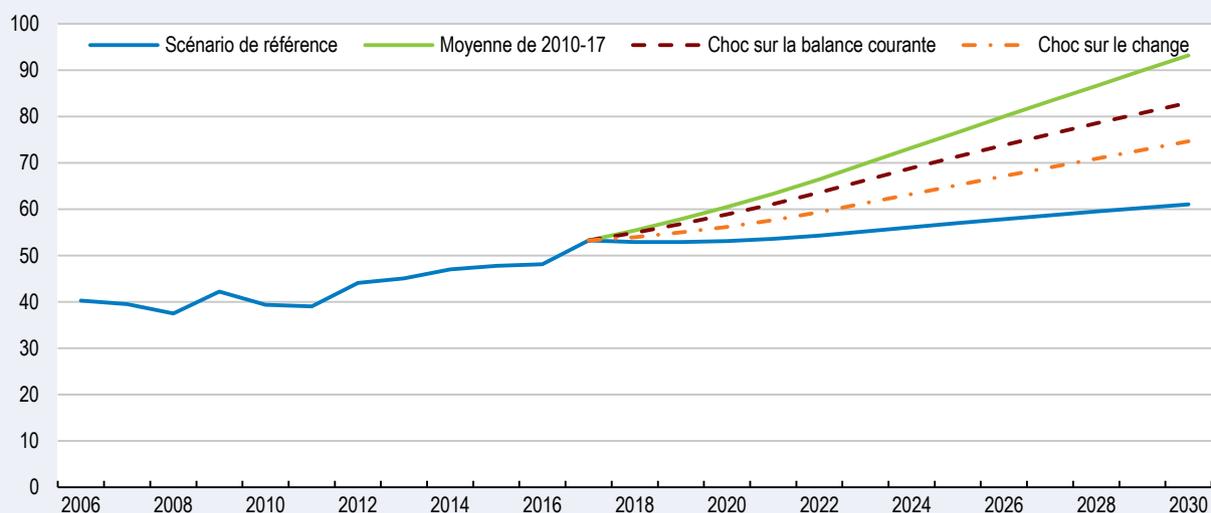
L'évolution du ratio dette extérieure/PIB est fonction de divers facteurs : dette extérieure initiale, balance courante, flux nets d'IDE entrant, croissance du PIB réel, taux de change, taux d'intérêt extérieur, inflation et pourcentage de la dette libellée en devises. Des simulations ont été effectuées, qui sont décrites de manière plus précise en annexe A. Le scénario de référence est construit sur les hypothèses suivantes : croissance de 5 % du PIB réel, stabilisation du taux de change réel, déficit de la balance courante de 4 % du PIB et flux nets d'IDE entrant de 1.5 % du PIB, conformément aux moyennes historiques (Tableau 2). Dans l'ensemble des scénarios, le taux d'intérêt extérieur est supposé augmenter pour passer de 1.5% en 2018 à 4.0 % en 2023, et rester à ce niveau ultérieurement.

Tableau 2. Hypothèses retenues pour les scénarios d'évolution de la dette extérieure¹

	2010-2017	Scénario de référence	Choc sur la balance courante	Choc sur le change
Taux d'intérêt extérieur	1.5 %	4.0 %	4.0 %	4.0 %
Croissance du PIB réel	6.3 %	5.0 %	5.0 %	5.0 %
Déflateur du PIB	7.4 %	7.0 %	7.0 %	7.0 %
Taux de change nominal	-9.8 %	-5.0 %	-5.0 %	-7.0 %
Déficit de la balance courante	-5.4 %	-4.0 %	-6.0 %	-4.0 %
Limite de convergence (en % du PIB)	704	89	161	307
Demi-vie de l'effet du choc sur la convergence (en années)	128	24	24	85
Taux d'intérêt critique	3.5 %	7.0 %	7.0 %	4.9 %

1. La limite de convergence correspond au niveau vers lequel converge le ratio dette extérieure/PIB. La demi-vie correspond au nombre d'années nécessaires pour arriver à mi-parcours de la limite de convergence. Le taux d'intérêt critique est le taux d'intérêt extérieur maximum que la Turquie peut acquitter tout en demeurant sur une trajectoire de dette convergente. Voir annexe A pour plus de précisions.

Graphique 12. Scénarios d'évolution de la dette extérieure



Note : Le scénario de la « moyenne 2010-17 » applique les paramètres moyens observés entre 2010-17 à la période allant jusqu'à 2030. Le « scénario de référence » retient les hypothèses suivantes : taux d'intérêt de 1.5 % en 2018, montant de 0.5 point de pourcentage par an et se stabilisant à 4.0 % à partir de 2023 ; croissance du PIB réel de 5 % ; inflation de 7 % ; dépréciation du taux de change effectif de 5 % ; déficit de la balance courante de 4 % et flux nets d'IDE entrant de 1.5 % de PIB par an. Le scénario du « choc sur la balance courante » retient un déficit courant de 6 % ; enfin, le scénario du « choc sur le change » suppose une dépréciation du taux de change nominal de 7 % par an (tous les autres fondamentaux étant supposés égaux à ceux du scénario de référence pour ces deux dernières simulations de chocs).

Source : Calculs de l'OCDE, d'après FMI (2018), « Statistiques de la balance des paiements » (base de données) et OCDE (2018), *Perspectives économiques* de l'OCDE (base de données).

Selon le scénario de référence, le ratio dette extérieure/PIB se stabiliserait autour de 89 % (Tableau 2 et graphique 12). Dans le scénario bâti sur l'hypothèse d'un déficit de la balance courante restant à son niveau récent de 6 % du PIB, ce ratio passerait de 59 % à 161 %. Un relâchement par rapport à l'hypothèse retenue pour la stabilisation du taux de change réel et une dépréciation de la livre turque supposée égale à 2 % par an en termes réels entraîneraient une forte augmentation du ratio dette extérieure/PIB.

Les quatre facteurs identifiés comme déterminants de la dette extérieure (encadré 3) indiquent un niveau de risque élevé et croissant pour la viabilité à long terme. Ces quatre facteurs sont interdépendants et il est nécessaire de progresser dans chacune de ces quatre dimensions pour assurer une position extérieure saine.

- i. *Balance courante*. Faute d'être corrigée, la dérive récente du déficit de la balance courante pourrait être annonciatrice d'une dégradation importante de la trajectoire de la dette extérieure. Une plus forte croissance de la productivité et des gains de compétitivité dans le secteur des entreprises aideraient à la maîtriser.
- ii. *Taux de change*. La forte dépréciation de la livre turque a fait gonfler le ratio de la dette. Une augmentation permanente de deux points par rapport au taux de dépréciation de 5 % par an du taux de change nominal retenu dans le scénario de référence aurait pour effet de pousser fortement le niveau de convergence du ratio dette extérieure/PIB au-delà de 300 %.
- iii. *Taux d'intérêt critique*. Le taux d'intérêt maximum que la Turquie peut se permettre de payer tout en restant sur une trajectoire de dette extérieure convergente, baptisé taux d'intérêt critique, connaît une baisse tendancielle depuis 2005.
- iv. *Investissement direct étranger (IDE)*. Une augmentation des flux nets d'IDE entrant aiderait à contenir l'accumulation de la dette extérieure. Qu'il soit mesuré en stock ou en flux, l'IDE en Turquie demeure nettement en deçà de ses niveaux observés dans des pays comparables.

Entre autres déterminants de la viabilité extérieure, le taux d'intérêt extérieur dépend du taux d'intérêt sans risque global, lequel devrait augmenter, et de la prime de risque de la Turquie. De récents travaux de l'OCDE ont établi que la prime de risque que doit payer un pays varie en fonction de sa stabilité politique et de la crédibilité de ses institutions (Fournier et al., 2018^[13]), ce qui s'inscrit dans le droit fil des conclusions de précédentes *Études* de l'OCDE sur la Turquie (OECD, 2012^[14]). De nouvelles estimations réalisées pour la présente *Étude* confirment que la prime de risque de la Turquie demeure très sensible à la qualité subjective de ses institutions de gouvernance (**Error! Reference source not found.**). Ces travaux montrent également que la qualité du secteur des entreprises (telle qu'en rend compte sa position dans l'espace productif international) permet au pays d'emprunter moins cher à l'étranger. La présence de sociétés très performantes suffit pour réduire les primes de risque, toutes choses égales par ailleurs. Aussi le renforcement du secteur turc des entreprises permettrait de réduire la vulnérabilité extérieure du pays, non seulement en réduisant son déficit de la balance courante grâce à des gains de productivité et de compétitivité, mais également en lui assurant des financements extérieurs moins chers.

La composition de la dette est un facteur qui compte également pour la vulnérabilité extérieure. La proportion de devises et de dépôts détenus par des non-résidents est relativement faible en Turquie (10 %, contre 20 % de la dette extérieure totale en moyenne dans l'OCDE), ce qui limite les risques financiers face à la volatilité des flux de capitaux internationaux. Plus généralement, la part de la dette à court terme est relativement modeste elle aussi, même si elle a augmenté pour passer de moins de 20 % avant la crise financière mondiale à plus de 30 % en 2014, avant de s'infléchir aux alentours de 25 % en 2017. Et pourtant, le service total de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services et des revenus primaires a avoisiné 40 % en 2017, plaçant la Turquie au deuxième rang du classement des pays comparables, derrière le

Brésil. Parallèlement, les réserves de change représentent moins d'une demi-année d'importations, soit un niveau relativement bas comparé à la plupart des autres économies émergentes, mais semblable à certains pays comparables de l'OCDE comme la Pologne, le Mexico ou le Chili.

Encadré 4. Primes de risque appliquées à la Turquie et coût du capital sur le marché national

La croissance du PIB, l'inflation et la dette publique sont les indicateurs qui influent d'ordinaire sur la manière dont les investisseurs internationaux perçoivent le risque pays. La qualité du cadre institutionnel joue également sur leur perception du risque, à commencer par l'efficacité du système judiciaire, la solidité des institutions régulatrices et la stabilité politique. En outre, la maîtrise d'un savoir-faire de pointe et la capacité d'un pays à produire des produits et services sophistiqués peuvent jouer sur son aptitude à résister aux pressions de la concurrence et à des chocs, réduisant ainsi son profil de risque.

Afin d'évaluer l'impact de ces facteurs sur les primes de risque appliquées à la Turquie, des régressions en panel ont été effectuées pour un échantillon de pays membres et non membres de l'OCDE (Table 3). Les déterminants habituels des primes de risque se révèlent être pertinents. Les estimations réalisées retracent avec précision l'évolution des primes de risque acquittées par la Turquie au cours de dix dernières années. Elles corroborent également la thèse selon laquelle une sophistication accrue du secteur des entreprises contribue à faire baisser ces primes, et mettent ainsi en lumière la marge de progression possible de la Turquie en la matière.

Tableau 3. Déterminants des primes de risque sur les marchés internationaux

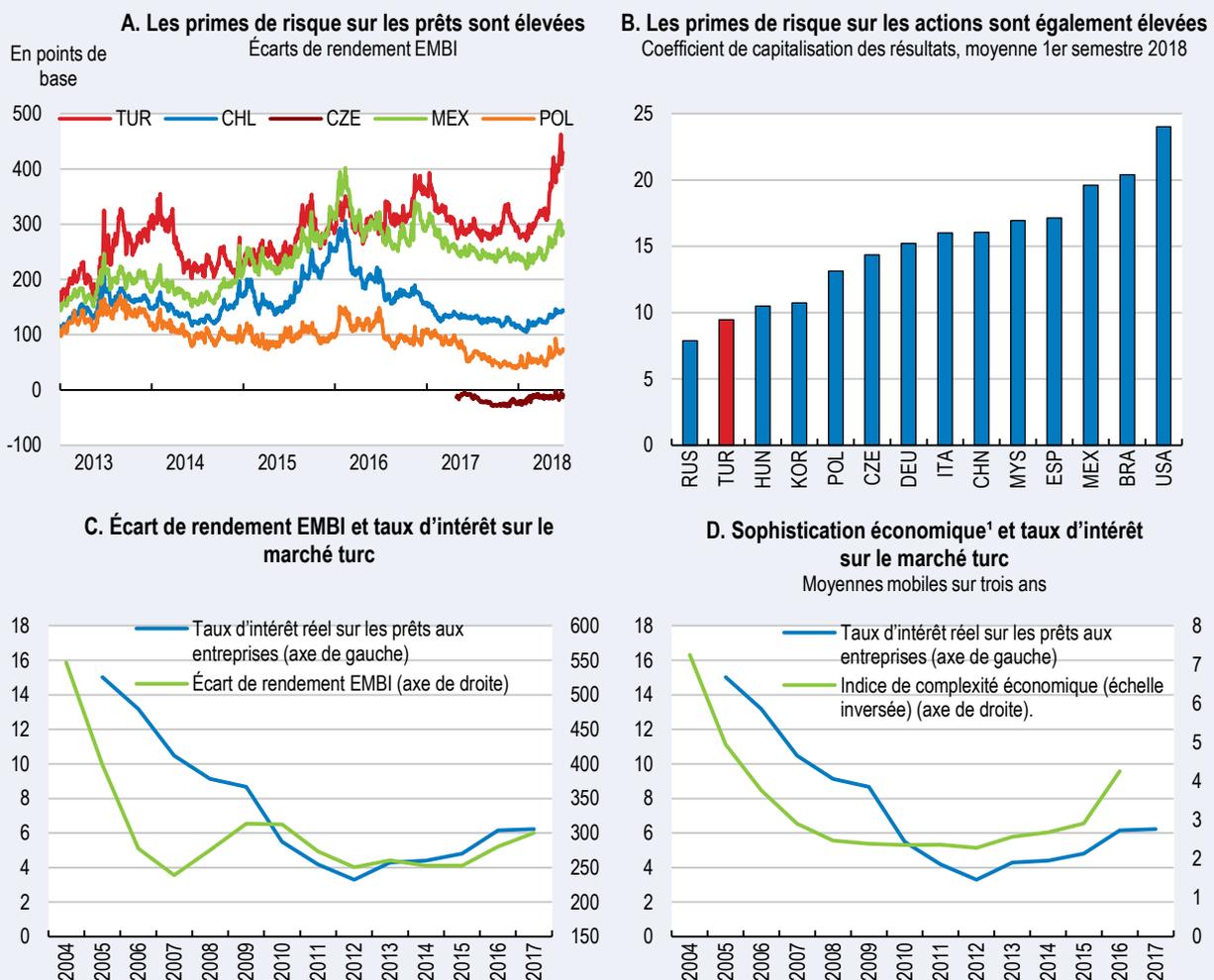
Variable dépendante :	Déterminants des indicateurs de prime de risque					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Log CDS	Log CDS	Log CDS	Log CDS	Log EMBI	Log EMBI
Inflation (moyenne annuelle, %, log)	0.219*	0.0592	0.400**	0.228	0.203	0.118
	(0.109)	(0.102)	(0.143)	(0.139)	(0.120)	(0.0977)
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	0.00782	0.00623	0.0114**	0.0129***	0.0124**	0.0131***
	(0.00457)	(0.00522)	(0.00405)	(0.00310)	(0.00451)	(0.00403)
Taux de croissance du PIB (%)	-0.0161	-0.0589**	-0.0392**	-0.0678***	0.0188	-0.0132
	(0.0256)	(0.0231)	(0.0173)	(0.0175)	(0.0294)	(0.0163)
Indice de complexité économique	-0.416**	-0.486**	-0.496**	-0.747***	-0.559**	-0.704***
	(0.199)	(0.204)	(0.204)	(0.161)	(0.230)	(0.230)
Indicateur de qualité réglementaire	-3.595***	-4.657***	-2.329***	-3.028***	-1.618**	-1.971***
	(0.677)	(0.780)	(0.737)	(0.679)	(0.702)	(0.575)
Indice de volatilité (VIX)		0.0537***		0.0352***		0.0285***
		(0.0106)		(0.0110)		(0.00763)
Indice MSCI monde		-0.000278		-0.000514		-0.000243
		(0.000260)		(0.000297)		(0.000271)
Constante	7.193***	8.009***	6.165***	6.628***	5.772***	5.938***
	(0.652)	(0.759)	(0.836)	(0.859)	(0.804)	(0.785)
Effets fixes années	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Effets fixes économies avancées	Oui	Oui	--	--	--	--
Effets fixes régions (économies émergentes)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Nombre d'observations	239	239	169	169	173	173
R-carré	0.774	0.712	0.756	0.687	0.680	0.648
Échantillon	Complet	Complet	Économies émergentes	Économies émergentes	Économies émergentes	Économies émergentes

Note : Les taux des contrats dérivés sur défaut (CDS) sur les obligations à 5 ans et les écarts de rendement EMBI (marchés émergents) ont été retenus comme indicateurs de prime de risque. Les taux de croissance du PIB et d'inflation et le ratio de la dette publique brute au PIB ont été retenus comme variables

macroéconomiques explicatives, l'indicateur de qualité réglementaire de la Banque mondiale comme variable indicatrice de la qualité des institutions, et l'indice de complexité économique du MIT comme indicateur de la solidité de l'offre dans le secteur des entreprises. Les facteurs globaux qui influent plus généralement sur les primes de risque ont été exprimés soit par les indices MCSI monde et VIX, soit par des effets fixes années. Les écarts-types sont indiqués entre parenthèses. Les notations ***, ** et * indiquent un résultat significatif à respectivement 1 %, 5 % et 10 %. Les économies émergentes incluses dans l'échantillon sont les suivantes : Argentine, Brésil, Chili, Chine, Hongrie, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Pologne, Russie, Afrique du Sud, Thaïlande et Turquie. L'échantillon complet inclut également la République tchèque, l'Allemagne, la Corée, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Enfin, les régions relevant des économies émergentes sont l'Europe orientale, l'Asie, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Afrique. La période d'estimation est comprise entre 2003 et 2016, les données sont annuelles.

Les primes de risque acquittées par les emprunteurs souverains sur les marchés internationaux rejaillissent sur les coûts d'emprunt et de fonds propres des entreprises nationales. L'ouverture de la Turquie aux flux de capitaux et la compétitivité de son secteur bancaire signifient que toute évolution du coût des emprunts souverains se répercute immédiatement et intégralement sur le coût de financement des entreprises (Graphique 13).

Graphique 13. Primes de risque et coût du capital en Turquie par rapport à d'autres pays



1. La sophistication (complexité) économique se mesure par l'intensité de savoir d'une économie, ainsi qu'en témoignent la diversité et l'ubiquité de ses exportations. Voir note 1, graphique 7, pour plus de précisions.

Source : Thomson Reuters Datastream (base de données) ; Banque Centrale de la République de Turquie ; Observatory of Economic Complexity, Indice de complexité économique.

Garder la maîtrise du crédit au secteur privé et du levier financier

Les facteurs de vulnérabilité financière ont augmenté au cours des dix dernières années en Turquie. La dette des sociétés non financières et la dépendance des banques vis-à-vis du financement de marché extérieur ont fortement augmenté (Graphique 14). Les garanties de prêts que l'État a accordées massivement en 2017 ont permis de relâcher les tensions financières à court terme, mais la part des capitaux propres dans le financement des entreprises et des banques est trop faible et doit être augmentée pour améliorer la résilience financière. De même, les ratios de fonds propres des banques n'ont cessé de diminuer durant les dix dernières années. Si d'une part l'adéquation des fonds propres des banques demeure forte comparativement à d'autres pays, de l'autre, les risques sous-jacents, notamment l'asymétrie de devises, justifient des volants de protection supplémentaires.

L'augmentation de la part des dépôts en devises dans le total des passifs et la baisse des prêts en devises dans le total des concours, qui s'expliquent toutes deux en grande partie par la faiblesse de la livre turque, ont provoqué un gonflement des positions en devises inscrites au bilan des banques, qui sont passées de 32 milliards TRY en moyenne entre 2014 et 2016 à plus de 50 milliards TRY en moyenne au premier trimestre de 2018. Parallèlement, les banques ont généralement pour pratique de couvrir les positions de change ouvertes à l'aide d'instruments hors-bilan, si bien que la position de change nette de l'ensemble du système bancaire est approximativement fermée (voire longue comme pendant le premier trimestre de 2018).

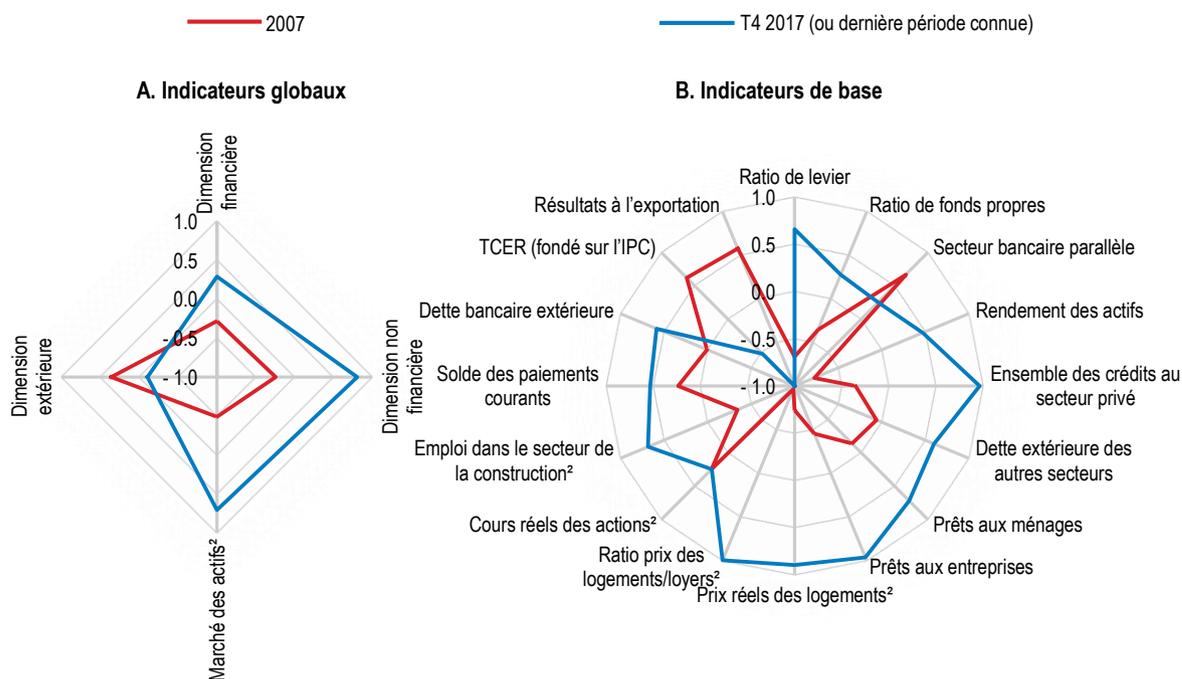
La dernière évaluation du secteur financier réalisée par le FMI préconise de renforcer la surveillance des créances douteuses et litigieuses et le classement des prêts afin de réduire les expositions à risque (IMF, 2017_[15]). L'augmentation marquée de la part des prêts signalés comme étant « sous surveillance étroite » entre la fin de 2017 et le début de 2018 (qui est passée de quelque 4 % à environ 7 % dans l'ensemble des portefeuilles des banques) traduit les progrès accomplis dans le classement des prêts et montre que la part des concours potentiellement problématique est plus importante qu'on ne le pensait (CBRT, 2018_[16]). Dans ce contexte, les taux relativement élevés de provisionnement pour pertes sur prêts, bien supérieurs à 70 %, constituent une sécurité bienvenue face à des hausses potentielles des créances douteuses et litigieuses.

La dette totale des entreprises, des ménages et des administrations publiques est plutôt stable depuis 2010 et s'établit autour de 200 % du PIB, soit légèrement au-dessus de la médiane de l'OCDE selon les normes comptables nationales. Pour autant, le ratio d'endettement du secteur privé (ratio dette/fonds propres) est nettement supérieur à ce que l'on observe dans la plupart des pays de l'OCDE, en particulier dans le secteur des entreprises non financières où la Turquie affiche le plus fort ratio d'endettement de toute l'OCDE, ce qui témoigne de la pénurie de ressources propres (OECD, 2017_[17]). Le total des prêts aux entreprises non financières du secteur privé exprimé en pourcentage du PIB est passé de 20 % en 2003 à 53 % en 2010, et à plus de 85 % en 2017. Les dépôts des banques ont augmenté plus lentement et le ratio prêts/dépôts a atteint 120 %, un niveau qui s'est stabilisé depuis 2016 mais reste élevé par rapport à celui observé dans d'autres pays. Exprimé en livre turque, ce ratio est particulièrement élevé car les banques convertissent leurs passifs en devises (à faible coût en valeur nominale) en actifs libellés en monnaie nationale dont les rendements nominaux sont supérieurs. Les dispositions réglementaires introduites en mai 2018, visant à aligner la capacité d'emprunter en devises des sociétés non financières sur leur aptitude à générer des revenus en devises, ainsi que le projet d'étendre ce plafonnement à l'ensemble des entreprises, vont certes

accroître leurs coûts de financement mais sont indispensables étant donné l'ampleur des expositions et les risques y afférents (Graphique 11, partie B). En mars 2018, la dette libellée en devises du secteur privé avait atteint 294 milliards USD (soit 35 % du PIB de 2017), dont 85 % attribuable à 2 300 entreprises ayant contracté chacune plus de 15 millions USD et 50 % à quelque 500 entreprises endettées à hauteur de plus de 100 millions USD (CBRT, 2018^[16])

Graphique 14. Les facteurs de vulnérabilité financière ont augmenté

Indice variant sur une échelle de -1 à 1, de la vulnérabilité la plus faible à la plus forte, 0 correspondant au niveau moyen sur longue période, c'est-à-dire depuis 2000¹



1. On calcule chaque indicateur global de vulnérabilité macrofinancière en agréant (sous la forme d'une moyenne simple) quatre indicateurs de base normalisés issus de la base de données de l'OCDE sur la résilience. Ces indicateurs de base sont normalisés de telle sorte qu'ils varient sur une échelle de -1 à 1, où 0 correspond à la moyenne sur longue période et où une valeur supérieure dénote une plus forte vulnérabilité. La dimension financière regroupe les indicateurs suivants : le ratio de levier, le ratio de fonds propres (fonds propres réglementaires), le secteur bancaire parallèle (en % du total des actifs du secteur financier) et le rendement des actifs. La dimension non financière regroupe les indicateurs suivants : l'ensemble des crédits au secteur privé (en % du PIB), la dette extérieure des autres secteurs (en % du PIB), les prêts aux ménages (en % du PIB) et les prêts aux entreprises (en % du PIB). Le marché des actifs recouvre les indicateurs suivants : les prix réels des logements, le ratio prix des logements/loyers, les cours réels des actions et la part de l'emploi dans le secteur de la construction. La dimension extérieure recouvre les indicateurs suivants : le solde des paiements courants (échelle inversée), la dette bancaire extérieure (en % du PIB), le taux de change effectif réel et les résultats à l'exportation.

2. 2010 au lieu de 2007.

Source : Calculs fondés sur la base de données de l'OCDE sur la résilience, mai.

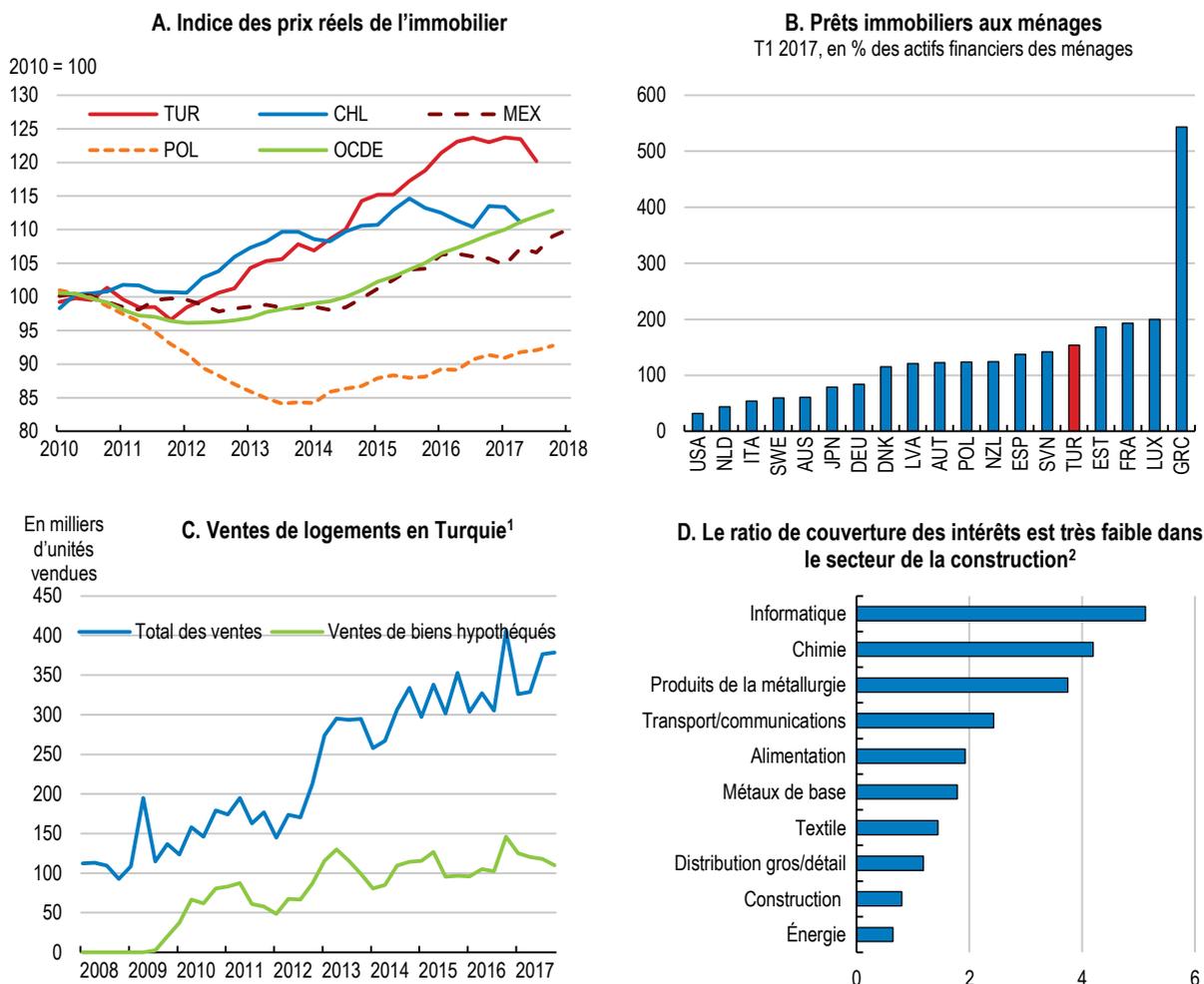
À la différence de ce que l'on observe dans le secteur des entreprises, le bilan des ménages affiche une solidité qui s'améliore depuis quelques années. L'accumulation de créances sur cartes de crédit du fait de particuliers potentiellement insolvable a pu être contenue en limitant le paiement à tempérament et en conditionnant les plafonds de crédit autorisés au niveau de revenu. En conséquence, le levier financier suit une pente descendante depuis 2014 (CBRT, 2017^[18]). Le rythme de désendettement a ralenti depuis

peu car certaines règles prudentielles applicables aux prêts immobiliers, aux prêts à la consommation et au paiement échelonné par carte de crédit ont été assouplies. En septembre 2016, les plafonds des quotités de financement sur les prêts immobiliers ont été portés de 75 à 80 %, la durée maximale des prêts à la consommation a été étendue de 36 à 48 mois et la durée maximale des crédits pouvant être contractés à l'aide d'une carte est passé de 9 à 12 mois. Ces décisions ont déclenché une accélération du crédit bancaire et non bancaire, qui a dynamisé la demande de logements, les prix et la construction (Graphique 15). Des inquiétudes sont régulièrement exprimées quant à la surévaluation de certains biens sur le marché turc du logement (IMF, 2016_[19]). Certains indicateurs laissent penser que le cycle actuel du secteur a peut-être atteint son point haut en 2017. Les prix réels ont amorcé un repli, notamment à Istanbul, le nombre de nouveaux permis d'occupation (indispensables à l'acquisition d'un bien immobilier) est en baisse et le stock d'appartements invendus a atteint un record historique, avec plus d'un million d'unités à la fin de 2017. Le stock d'invendus est particulièrement important dans le segment supérieur du marché, celui des « maisons de constructeur ». Dans ce contexte, les banques publiques ont accordé des prêts au logement à des taux préférentiels au printemps 2018. Cette mesure devrait stimuler la demande de logements à court terme, mais risque de provoquer une nouvelle vague d'endettement excessif parmi les ménages.

L'endettement des entreprises de construction demeure aussi l'un des plus élevés dans le secteur des entreprises et leur ratio de couverture des intérêts figure parmi les plus faibles (Graphique 15, partie D). Étant donné son poids dans l'économie, de sérieuses tensions financières dans la construction pourraient aisément gagner d'autres secteurs. Il conviendrait de surveiller attentivement l'accumulation de dettes dans ce secteur et de la contenir.

La progression de la dette immobilière exige à terme une augmentation de l'épargne des ménages. À brève échéance, cette épargne est surtout drainée par le développement du régime de retraite volontaire (BES). Une aide de l'État de 25 % vient compléter les fonds placés sur des comptes individuels d'épargne-retraite à long terme, gérés par des gestionnaires de fonds privés. L'affiliation automatique de tous les salariés du public et du privé en 2017 (avec clause dérogatoire) a porté le nombre d'affiliés de 6.6 millions en 2016 à 10.3 millions en 2017. En juin 2018, l'épargne totale accumulée sur ces comptes était de 84 milliards TRY, soit moins de 2 000 EUR par personne en moyenne, mais plus que la totalité des placements réalisés par les ménages dans tous les autres supports d'investissement en Turquie. Cela étant, notamment du fait de la faiblesse des rendements des fonds admissibles au régime BES, de nombreux affiliés (dont la moitié de tous les cotisants rattachés automatiquement au régime en 2017) ont décidé d'en sortir. Une concurrence plus vive entre les fonds admissibles et une transparence accrue sur leurs performances seraient un gage de crédibilité et aideraient le régime BES à mieux remplir ses objectifs.

Graphique 15. Les prix des logements sont en voie de correction mais la dette immobilière demeure élevée



1. Nombre d'unités vendues par trimestre. Les chiffres concernent les villes et districts urbains principaux pour la période 2008-12, puis ultérieurement l'ensemble des zones urbanisées.

2. Ratio de couverture des intérêts = résultat d'exploitation (EBIDTA)/charges d'intérêt (y compris les coûts de couverture de risques) des sociétés cotées à la Bourse d'Istanbul. Un ratio de couverture des intérêts inférieur à 1.5 est généralement considéré comme un signe de tensions financières.

Source: OCDE (2018), Base de données sur la résilience, mars ; office de statistique de la Turquie (Turkstat) ; banque centrale de la République de Turquie (2017), Financial Stability Report, mai.

Outre les facteurs de vulnérabilité macrofinancière et les enjeux que constitue l'accumulation de la dette extérieure et intérieure, la Turquie doit faire face à diverses sources d'incertitude au niveau intérieur, régional et sectoriel (Tableau 4).

Tableau 4. Chocs possibles sur l'économie turque

Facteur de vulnérabilité	Impact possible
La normalisation des politiques monétaires dans les pays avancés pourrait provoquer un resserrement plus marqué que prévu des conditions monétaires au niveau mondial.	Si la Turquie n'améliore pas sa crédibilité macroéconomique, elle pourrait opérer un décrochage préjudiciable par rapport à des marchés émergents comparables et se trouver confrontée à des fuites de capitaux coûteuses.
Les dérives répétées par rapport au cadre macroéconomique prudent fixé dans le Programme à moyen terme 2018-20 pourraient entraîner une perte brutale de confiance.	Toutes conséquences sérieuses sur les primes de risque, les taux de change et la circulation des capitaux pourraient exacerber les tensions dans le secteur financier et les autres secteurs et éroder ainsi la croissance.
Escalade dans les crises géopolitiques régionales, notamment prolongement et extension des conflits militaires aux frontières.	Les recettes du tourisme risqueraient de diminuer. La confiance des ménages et des entreprises pourrait en pâtir, entraînant un fléchissement de la consommation globale et de l'investissement. Les activités au sein des chaînes de valeur mondiales pourraient en être affectées.
Sous l'effet de nouvelles tensions sur les marchés pétroliers, le cours du pétrole pourrait renouer avec ses niveaux de 2014, voire les dépasser (passer de 75 USD en juin 2018 à 110 USD et au-delà).	Une hausse de 10 USD du cours du Brent aurait pour effet de creuser de 0.5 point de pourcentage l'actuel rapport déficit courant/PIB de la Turquie. Les problèmes de viabilité extérieurs et les tensions inflationnistes s'en trouveraient amplifiés.
Crise de la dette dans le secteur du logement et de la construction.	Les prix des logements pourraient baisser et menacer la solvabilité des ménages ayant contracté un emprunt hypothécaire, des sociétés immobilières et des créanciers, avec de plus vastes conséquences sur le reste de l'économie.

Politiques macroéconomiques

1. L'orientation des politiques macroéconomiques est expansionniste depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016. Les dépenses publiques ont fortement augmenté au second semestre de 2016, et diverses mesures d'incitation fiscale ont été prises en 2017 et 2018. En outre, le gouvernement a considérablement élargi son Fonds de garantie de crédit (KGF, *Kredi Garanti Fonu*). La politique monétaire est restée accommodante à la suite de la tentative de coup d'État, mais elle a ensuite été resserrée par étapes en 2017 et au deuxième trimestre de 2018. Le dernier épisode de resserrement monétaire très marqué et la simplification du cadre de l'action publique dans le sens des pratiques internationales standard en juin 2018 ont été saluées, mais pour rétablir complètement la crédibilité de la politique monétaire, l'engagement de toutes les parties prenantes vis-à-vis de l'indépendance de la banque centrale et de progrès réels sur le plan de la désinflation sont indispensables.

Reprendre l'assainissement des finances publiques et limiter les éléments de passif éventuel

La situation budgétaire de base est restée saine jusqu'au début de 2018, malgré la relance budgétaire considérable de 2016 et 2017, en partie grâce à une croissance plus forte que prévu. Néanmoins, de nouvelles tensions sur les dépenses se sont fait jour avant les élections anticipées de 2018, qui devraient sans doute l'emporter sur les objectifs d'assainissement annoncés dans le Programme à moyen terme 2018-20 publié à l'automne 2017. Alors que ce programme prévoyait une diminution du déficit budgétaire de base des administrations publiques, de 2.6 % du PIB en 2017 à 2.2 % en 2018 puis 2.1 % en 2019, le Fonds monétaire international (FMI), après avoir analysé les mesures prises en matière de dépenses au début de 2018, prévoyait un creusement de ce déficit à 2.9 % du PIB en 2018 et à 3.2 % en 2019 (Graphique 16). En outre, d'autres dispositifs

de dépenses quasi-budgétaires sont en train d'être activés. Il faudrait améliorer la transparence globale des finances publiques, afin que l'on puisse évaluer l'orientation effective de la politique budgétaire en tenant compte de l'ensemble de ces évolutions, comme cela a été souligné dans les précédentes *Études économiques de l'OCDE* consacrées à la Turquie (OECD, 2016^[1] ; 2014^[2]).

Les principaux domaines dans lesquels les tensions sur les dépenses non budgétées se sont accentuées en 2018 correspondent aux éléments suivants :

- i. L'octroi du statut de fonctionnaire à 750 000 travailleurs contractuels dans le secteur public se traduit par une augmentation de la masse salariale des administrations publiques et réduit la flexibilité des dépenses publiques.
- ii. De nouvelles aides à l'investissement et à l'emploi, qui n'étaient pas prévues dans le Programme à moyen terme 2018-20, ont été mises en place. Une mesure (la prolongation des aides à l'emploi de travailleurs rémunérés au salaire minimum, qui devaient être supprimées à la fin de 2017) entraînera à elle seule un surcroît de dépenses des administrations publiques (au titre de la Caisse d'assurance chômage) représentant 0.2 % du PIB. D'autres nouvelles aides ont été annoncées, notamment une subvention mensuelle de 883 TRY (représentant 55 % des coûts de main-d'œuvre d'un travailleur rémunéré au salaire minimum) pour chaque nouveau salarié embauché en 2018, et un ensemble d'incitations ciblées visant des projets d'investissement sélectionnés.
- iii. Les dépenses de défense seront probablement supérieures à l'objectif malgré une augmentation sensible du budget de la défense de 2018, du fait des opérations militaires transfrontalières en cours.
- iv. Deux primes de 1 000 TRY chacune seront offertes à tous les retraités à l'occasion des deux fêtes religieuses en 2018, pour un coût budgétaire total de 0.7 % du PIB.
- v. Un système de compensation tarifaire a été mis en place pour garantir aux utilisateurs que le prix maximal du gazole et de l'essence ne dépassera pas les niveaux de prix en vigueur à la mi-mai 2018. Toute variation des cours internationaux du pétrole et des taux de change risquant d'aboutir à des hausses des prix intérieurs après cette date sera compensée par une baisse symétrique des taxes pétrolières spéciales. Préparer et publier des scénarios de perte de recettes établis en fonction de différentes hypothèses internationales, régionales et nationales relatives à l'évolution des prix du pétrole et des taux de change contribuerait à évaluer les engagements budgétaires éventuels qu'implique ce système.
- vi. Les éléments de passif éventuel inhérents aux partenariats public-privé (PPP) conclus dans le domaine des infrastructures sont en train de se matérialiser, en raison d'un trafic inférieur aux prévisions en matière de transports et de la dépréciation de la livre turque (même si les versements correspondant à la concrétisation d'engagements conditionnels pour le réseau routier et les versements directs au titre de PPP dans le secteur de la santé sont restés inférieurs à leur niveau budgété en 2017, ce qui sera probablement aussi le cas en 2018). En outre, les PPP pourraient déboucher sur des coûts budgétaires supplémentaires dans l'avenir, dans la mesure où nombre d'entre eux prévoient un niveau minimum de recettes garanti en devises. Cela expose

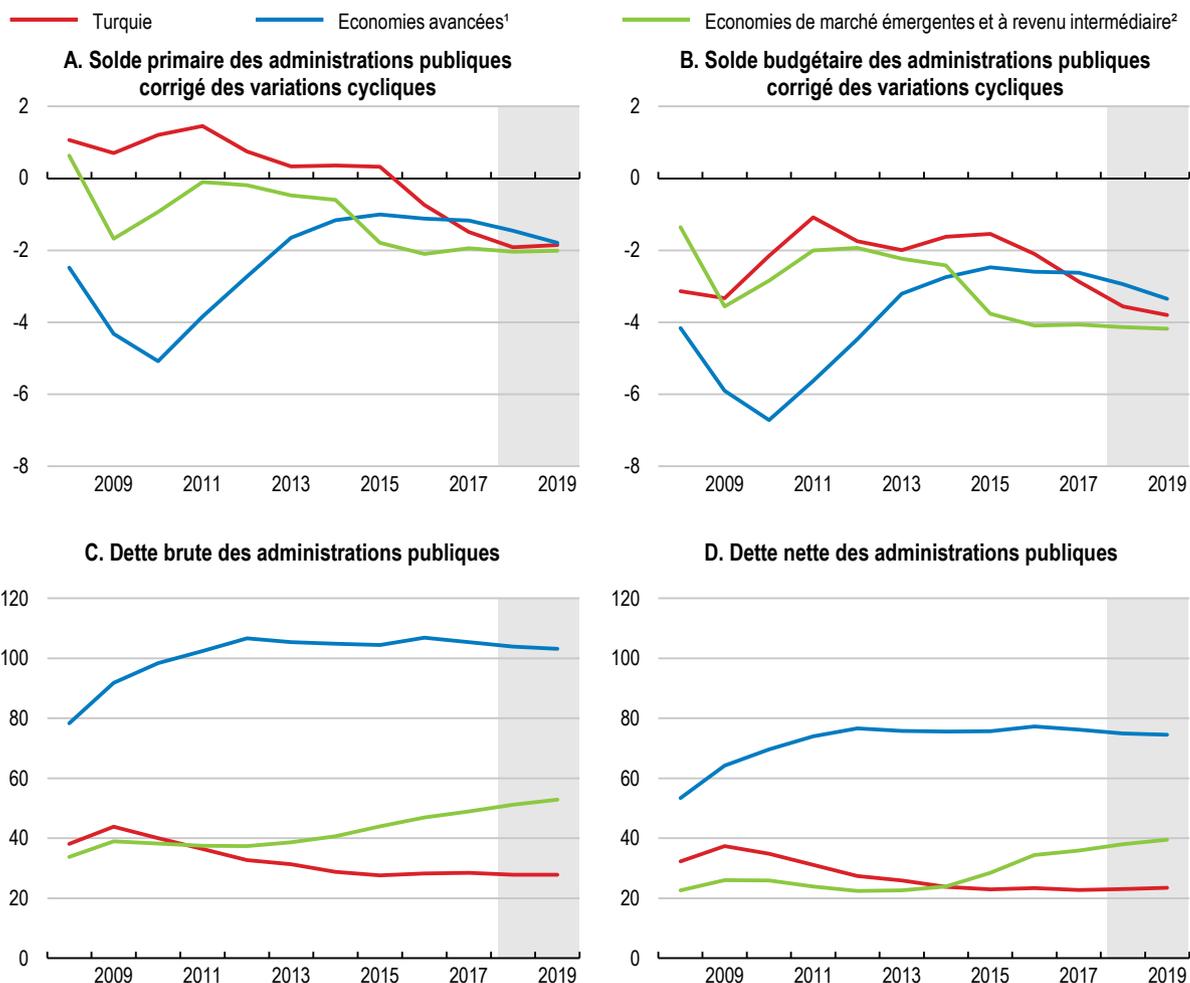
les éléments de passif éventuel aux chocs macroéconomiques. Les engagements au titre des PPP sont inclus dans les budgets annuels et à moyen terme ainsi que dans les programmes annuels d'investissement, et des travaux sont actuellement réalisés sur le suivi des risques budgétaires connexes dans le cadre d'une coopération technique entre le ministère des Finances, la Banque mondiale et le FMI. Néanmoins, seuls des engagements associés à des projets d'un montant de 14.6 milliards USD s'inscrivant dans le cadre de PPP, susceptibles de faire l'objet d'une prise en charge de la dette par le Trésor en cas de résiliation anticipée du contrat, ont été inclus jusqu'ici dans le rapport sur la gestion de la dette publique publié régulièrement par le Trésor. Le montant total des projets correspondant à des PPP qui ont été assortis de différents types d'instruments d'amélioration de la qualité des créances constituant des engagements publics, notamment la prise en charge de dettes par le Trésor, représente un montant estimé à 45.5 milliards USD.

- vii. Des garanties publiques supplémentaires seront accordées au titre des crédits octroyés à des petites entreprises, des commerçants et des artisans en 2018, tant par le Fonds de garantie de crédit (KGF, *Kredi Garanti Fonu*) que par l'Union des coopératives de crédit des artisans et commerçants (TESKOMB, *Türkiye Esnaf ve Sanatkarlar Kredi ve Kefalet Kooperatifleri Birlikleri Merkez Birliği*). De même, des prêts bonifiés seront accordés par l'Union des chambres et des bourses de commerce de Turquie (TOBB, *Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği*) et par l'Agence de développement des PME (*Küçük ve Orta Ölçekli İşletmeleri Geliştirme ve Destekleme İdaresi Başkanlığı*, KOSGEB). La mise en place de nouvelles facilités de crédit a été annoncée par des établissements financiers publics en 2018, notamment par la banque agricole Ziraat, la banque des PME Halkbank et l'Eximbank turque. Dans la mesure où il existe un élément de soutien dans ces prêts, il faudrait que ce contenu apparaisse de manière transparente.

La Turquie fait partie des quelques pays de l'OCDE qui sont encore dans une période démographique favorable, dans la mesure où la population d'âge actif augmente plus rapidement que les cohortes de personnes dépendantes, mais cette période sera bientôt terminée. Même si l'actuelle tendance à la hausse du taux d'activité, notamment pour les femmes, et le relèvement de l'âge effectif de départ à la retraite vont en alléger partiellement l'impact immédiat, tant le système de retraite que le système de santé seront confrontés à de nouvelles tensions dans un délai de moins de dix ans (Graphique 17). Les dépenses publiques de santé par habitant sont inférieures à la moyenne de l'OCDE, mais les tensions sur les dépenses de santé s'accroissent en raison de la transition en cours vers une assurance maladie universelle et des soins médicaux fournis à plus de 3.5 millions de réfugiés. Les conséquences budgétaires des tensions liées au vieillissement démographique sur le système de retraite n'ont pas été officiellement quantifiées et examinées jusqu'ici, mais elles devraient être évaluées et gérées activement. Les progrès accomplis au regard des recommandations antérieures de l'OCDE ont été très limités dans ce domaine (Tableau 5).

Graphique 16. L'assainissement budgétaire programmé est compromis

In per cent of GDP



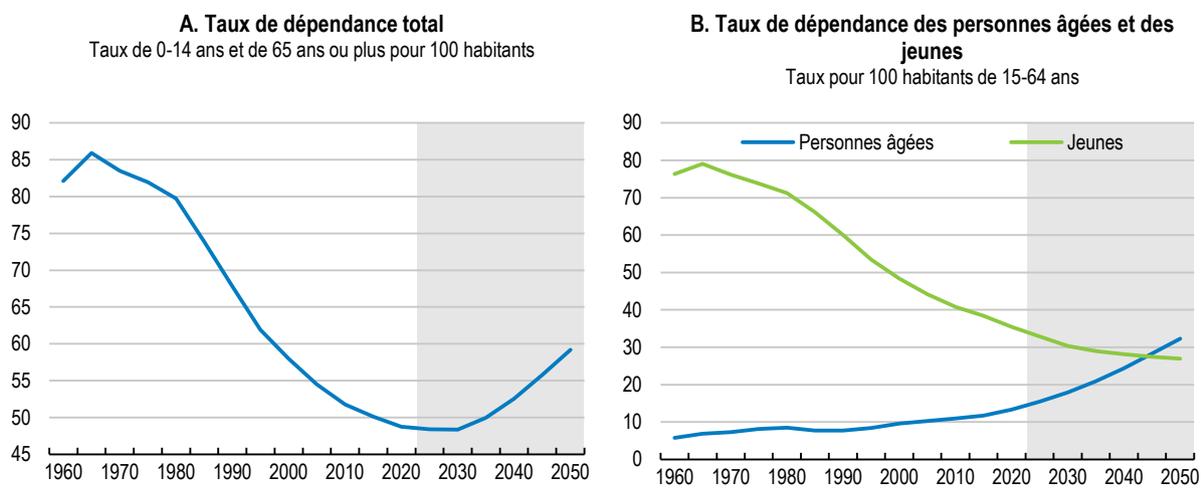
Note: Les chiffres relatifs à 2018 et 2019 sont des prévisions du Fonds monétaire international (FMI) qui tiennent compte des objectifs du Programme à moyen terme 2018-20 publié en octobre 2017, mais aussi des mesures annoncées au début de 2018.

1. Il s'agit des 35 pays classés par le FMI dans la catégorie des économies avancées.

2. Il s'agit des 40 pays classés par le FMI dans la catégorie des économies de marché émergentes et à revenu intermédiaire.

Source: FMI (2018), Fiscal Monitor, Avril 2018.

Graphique 17. La période démographique favorable que connaît la Turquie sera bientôt terminée



Note: La variante des projections présentée ici est le scénario de « migration zéro », fondé sur l'hypothèse d'un taux de fécondité moyen, d'un taux de mortalité normal et d'une absence de migrations au cours de la période 2015-50.

Source: Division de la population, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2017), World Population Prospects: The 2017 Revision.

Tableau 5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les retraites

Recommandations de l'Étude précédente	Mesures prises depuis la précédente Étude
Faire en sorte que la poursuite d'une activité professionnelle dans le secteur formel après l'âge normal de la retraite soit plus attrayante et neutre sur le plan actuariel.	Depuis mars 2016, les retraités qui travaillent pour leur propre compte sont exonérés de cotisations de sécurité sociale.
Accélérer le processus de relèvement de l'âge légal de la retraite.	Aucune mesure n'a été prise.
Imposer aux jeunes retraités le paiement de cotisations d'assurance maladie.	Aucune mesure n'a été prise.

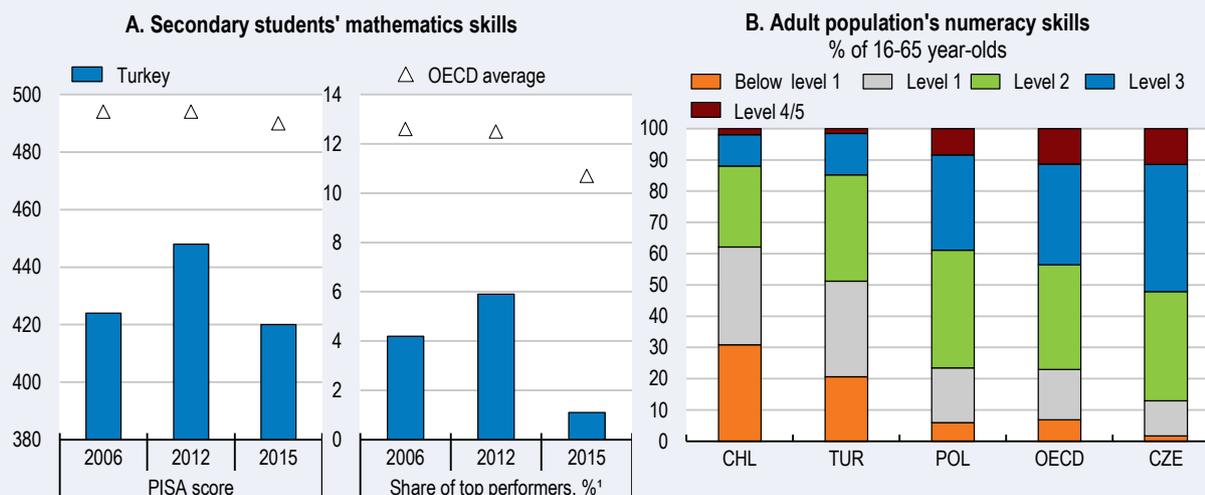
Revoir les priorités en matière de dépenses

Il faut réorienter les dépenses publiques de manière à favoriser la croissance, la création d'emplois et la cohésion sociale. Cette tâche est compliquée par le fait que plus de 70 % des dépenses de l'administration centrale sont préaffectées, sachant que la moitié de celles-ci est absorbée par la masse salariale des administrations publiques. Selon une récente étude fondée sur le Programme à moyen terme, la part des dépenses préaffectées devrait franchir la barre des 75 % d'ici à 2020 (Dag, 2017^[20]). La flexibilité des dépenses publiques pourrait être encore réduite si les coûts d'emprunt du Trésor continuent d'augmenter. Cette forte rigidité limite les possibilités d'accroissement des dépenses publiques dans des domaines cruciaux pour la croissance inclusive, tels que l'enseignement, le développement des compétences, la santé et les infrastructures judiciaires (Encadré 5).

Encadré 5. Besoins de dépenses publiques dans le secteur de l'enseignement

Les taux d'inscription ont augmenté à tous les niveaux du système d'enseignement au cours des dix dernières années, mais sa qualité laisse à désirer. La satisfaction des parents concernant la qualité de l'enseignement est une des plus faibles de la zone OCDE. Les compétences en mathématiques des élèves de 15 ans et des adultes en âge de travailler sont nettement inférieures à la moyenne de l'OCDE (Graphique 18). L'existence d'un lien entre ces lacunes et le manque de ressources a été empiriquement établie (OECD, 2012^[21]). Parmi les aspects essentiels de l'insuffisance des ressources du système éducatif figurent les éléments suivants :

Graphique 18. Compétences en mathématiques des élèves et des adultes



1. Élèves se situant au moins au niveau 5 de l'échelle de compétences, qui varie de 1 à 6.

Sources : OCDE (2016), Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation ; et OCDE (2016), L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'Évaluation des compétences des adultes.

- i. Très peu de jeunes citoyens turcs fréquentent le système d'éducation préscolaire, alors que c'est au cours de ces premières années que sont posées les fondations sur lesquelles reposent plus tard l'acquisition des compétences, la productivité et la capacité de gain des individus. Les taux d'inscription des enfants âgés de 4 ans et 5 ans s'établissaient respectivement à 50 % et 70 %, mais demeurent en deçà des objectifs visés. Seuls 9 % des enfants de 3 ans fréquentent le système d'éducation préscolaire, alors que la moyenne de l'OCDE est de 78 %.
- ii. Le niveau des dépenses publiques par élève est le plus faible de la zone OCDE. À parité de pouvoir d'achat (PPA), les dépenses publiques par élève sur toute la durée de l'enseignement primaire et secondaire (c'est-à-dire de 6 à 15 ans) s'établissaient à 43 000 USD en 2014, contre 124 000 USD en moyenne dans la zone OCDE.
- iii. La Turquie est un des pays où les différences de cadre d'apprentissage entre établissements publics et privés sont les plus marquées : la taille des classes et le nombre d'élèves par enseignant sont deux fois plus élevés dans les établissements publics que dans les établissements privés, ce qui se traduit par des inégalités en termes de résultats scolaires (OECD, 2017^[22]).

- iv. Dans l'enseignement supérieur, une forte proportion d'étudiants suit des formations en gestion des entreprises ou en droit, qui sont moins coûteuses à dispenser que les formations scientifiques et techniques mais offrent des perspectives d'emploi inférieures à la moyenne. Étant donné que les capacités d'accueil de l'enseignement supérieur sont limitées dans ces domaines, le poids relatif des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) est faible, tant parmi les étudiants que les diplômés, alors que la demande de professionnels dans ces domaines est forte sur le marché du travail. Moins de 20 % des entrants à l'université peuvent s'inscrire dans ces domaines alors que la moyenne de l'OCDE est proche de 30 %.

Tout surcroît de dépenses consacré à l'enseignement devrait être géré de manière aussi efficace que possible, de manière à optimiser les ressources. Compte tenu des objectifs fixés en matière de budgétisation axée sur les résultats dans la loi 5018 sur les finances publiques de 2003 (qui ne pouvait être appliquée dans le domaine de l'enseignement jusqu'ici), la Turquie devrait déployer des efforts ambitieux de rationalisation des dépenses fondée sur des données probantes dans le domaine de l'enseignement. À cet égard, un point de départ envisageable pourrait consister à utiliser les cadres d'évaluation de l'OCDE en vue d'améliorer les résultats scolaires (OECD, 2013^[23]). La base de données ABIDE existant en Turquie constitue pour ce faire une bonne infrastructure sur laquelle s'appuyer¹.

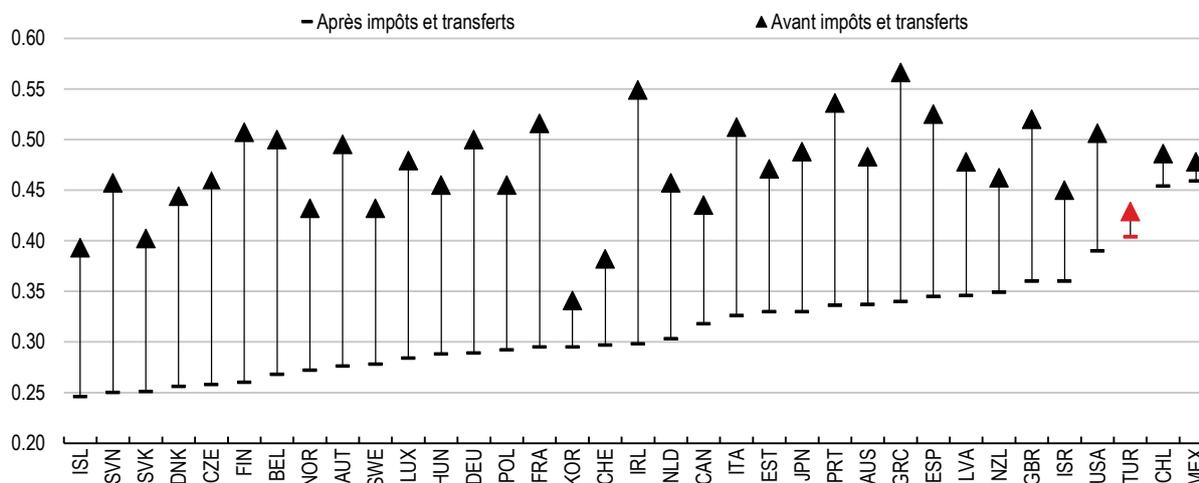
1. Cette base de données couvre tous les élèves de l'enseignement secondaire et peut faciliter l'analyse des résultats des élèves en fonction du cadre scolaire et des programmes. Une analyse d'impact tenant compte du milieu socioéconomique et d'autres caractéristiques individuelles fournirait une base factuelle à partir de laquelle pourraient être identifiés les cadres scolaires, les programmes et les approches pédagogiques qui se traduisent par les meilleurs résultats scolaires.

Repenser le système de prélèvements et de prestations pour favoriser une croissance inclusive

Au chapitre des recettes, les impôts sont favorables à la croissance compte tenu de la faiblesse et de la composition des recettes fiscales, mais ils sont nettement moins redistributifs que dans d'autres pays de l'OCDE (Graphique 19). En 2016, la Turquie affichait un coefficient de pression fiscale (impôts/PIB) de 26 %, ce qui la plaçait au 32^e rang des 35 pays de l'OCDE classés à l'aune de cet indicateur. Par rapport à celle d'autres pays, la structure fiscale de la Turquie se caractérise par un poids nettement plus élevé des recettes de taxes sur les biens et services (y compris les taxes sur l'énergie) et des recettes plus importantes de cotisations de sécurité sociale et de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Par contre, le poids des impôts sur les sociétés, sur le revenu des personnes physiques et sur le patrimoine est modeste (OECD, 2017^[24]). Cela tient sans doute à une fraude fiscale généralisée, qui exige un système d'imposition plus transparent et équitable. Le développement actuel de l'administration numérique des impôts offre des possibilités de réformes futures dans ce domaine (Digitalisation in Taxation, 2018^[25]).

Graphique 19. Les impôts et les transferts jouent un rôle très limité

Coefficient de Gini, 2015 ou dernière année connue



Source: OCDE (2018), Distribution des revenus (base de données).

Les subventions et les incitations fiscales destinées au secteur des entreprises ont été considérablement étoffées récemment. Le Groupe de travail sur l'efficacité des mesures d'incitation du Plan de développement national 2019-23 a identifié 75 dispositifs d'incitation et de subvention en place en 2017. Ces mécanismes d'aide d'État accessibles dans certains types de régions, qui sont présentés dans le tableau 6, peuvent également s'appliquer à certains types de projets :

- Les « projets prioritaires » couvrent les investissements réalisés dans 17 domaines spécifiques (allant des transports ferroviaires et maritimes aux secteurs de « haute technologie » suivant la définition de l'OCDE). Si ces investissements sont réalisés dans des régions de type 6 et dans les zones industrielles organisées (ZIO) de régions de type 5, ils bénéficient d'aides complémentaires en sus des dispositifs d'incitation qui existent dans ces régions (Tableau 6). Un élargissement exceptionnel du champ d'application de ces aides à l'ensemble des régions de Turquie a été récemment décidé en faveur des investissements réalisés dans ces secteurs, qui ont alors été admis au bénéfice des dispositifs d'incitation relatifs aux régions de type 5 indépendamment de leur situation géographique (voir ci-après) (Ministry of Economy, 2018_[26]).
- Les « projets de grande envergure » concernent les investissements d'une ampleur minimale (définie spécifiquement pour chaque secteur) réalisés dans 12 secteurs sélectionnés. L'ampleur minimale de ces investissements va de 50 millions TRY dans le domaine des équipements automobiles, à 1 milliard TRY dans celui du raffinage du pétrole. Compte tenu de leur envergure, ces projets devraient intégrer des technologies de pointe. Ils bénéficient d'aides complémentaires en sus des dispositifs d'incitation existant dans les régions où ils sont mis en œuvre (Ministry of Economy, 2018_[27]).
- Les « projets stratégiques » couvrent les investissements fortement susceptibles de réduire la dépendance à l'égard des importations. Pour être admissibles au bénéfice de ce dispositif, un projet doit satisfaire quatre conditions : i) l'investissement doit être au minimum de 50 millions TRY ; ii) le projet doit être mis en œuvre dans un domaine où la capacité de production intérieure est inférieure aux volumes d'importations actuels ; iii) il

doit se caractériser par un taux de valeur ajoutée d'au moins 40 % au niveau de l'entreprise ; et iv) il doit ouvrir à terme la perspective de réduire les importations d'au moins 50 millions USD. Ces projets bénéficient d'aides complémentaires en sus des dispositifs d'incitation existant dans les régions où ils sont mis en œuvre (Ministry of Economy, 2018_[28]).

- Les « pôles d'attraction régionaux » sont établis sur décision du Conseil des ministres, et bénéficient des dispositifs d'incitation existant dans les régions de type 6.

En mars 2018, un ensemble de 23 projets d'investissement de grande envergure attribuables à 19 entreprises a bénéficié d'un train de mesures d'aide qualifiées de « dispositifs d'incitation par projet », qui combine divers éléments décrits dans le tableau 6, notamment un élargissement temporaire du champ d'application des aides destinées aux « projets prioritaires ». Le volume total des investissements admissibles au bénéfice de ces aides a été estimé à 34 milliards USD (4 % du PIB de 2017). Les projets concernés couvrent un large éventail de secteurs, allant des métaux spéciaux, bandes d'aluminium et fibres de carbone aux moteurs de locomotives, batteries d'automobiles et moteurs diesel. Les autorités ont adopté ce train de mesures en mettant l'accent sur la réduction des importations de consommations intermédiaires qui est attendue de ces projets à terme.

Afin de clarifier les objectifs assignés à ces programmes et de réduire leur coût pour les finances publiques et leurs effets de distorsion de la concurrence, il faudrait que les pouvoirs publics simplifient la panoplie des dispositifs d'incitation existants et la rendent plus transparente. À cette fin peuvent être utilisées les dispositions prévoyant l'établissement d'un rapport annuel sur les aides d'État (fondées sur l'expérience considérable acquise par les pays de l'Union européenne en matière de transparence et de suivi des dispositifs d'incitation), qui ont été votées par le Parlement mais ne sont pas encore appliquées.

Un rapport périodique sur la politique budgétaire, dont l'élaboration est préconisée de longue date par l'OCDE (**Error! Reference source not found.**), rendrait plus transparentes les forces et les faiblesses du système budgétaire à court et à long terme. Un tel rapport devrait couvrir le secteur des administrations publiques dans son ensemble. Il servirait à atteindre les objectifs fixés sur le plan stratégique ainsi qu'en matière de budgétisation axée sur les résultats et de réforme du secteur public énoncés dans la loi 5018 sur les finances publiques de 2003, qui a été judicieusement conçue mais n'est toujours pas appliquée, et contribuerait à la réalisation des économies budgétaires nécessaires pour réorienter les dépenses vers des usages plus favorables à la croissance et à l'emploi.

Tableau 6. Principales incitations fiscales et subventions par type de régions

Mécanismes de soutien		Types de régions					
		1	2	3	4	5	6
Exonération de TVA		oui	oui	oui	oui	oui	oui
Exemption de droits de douane		oui	oui	oui	oui	oui	oui
Déduction au titre de l'impôt sur les sociétés (%)	En dehors des ZIO	15	20	25	30	40	50
	Dans les ZIO	20	25	30	40	50	55
Exonération de cotisations patronales de sécurité sociale	En dehors des ZIO	2 ans	3 ans	5 ans	6 ans	7 ans	10 ans
	Dans les ZIO	3 ans	5 ans	6 ans	7 ans	10 ans	12 ans
Exonération de cotisations salariales de sécurité sociale		non	non	non	non	non	10 ans
Affectation de terrains		oui	oui	oui	oui	oui	oui
Bonification d'intérêts (points de pourcentage)	Prêts en TRY	non	non	3	4	5	7
	Prêts en devises			1	1	2	2
Réduction/exonération d'impôt sur le revenu des personnes physiques		non	non	non	non	non	10 ans

Note : Le pays est divisé en six types de régions : les régions de type 1 sont les plus riches, tandis que les régions de type 6 sont les moins avancées. Le sigle ZIO désigne les zones industrielles organisées. Il existe également d'autres mécanismes de soutien axés sur les activités de recherche-développement (R-D), les technoparcs, les petites et moyennes entreprises (PME) et les exportateurs, mais ils ne figurent pas dans ce tableau.

Source : Rapport non publié du Groupe de travail sur l'efficacité des mesures d'incitation du Plan de développement national 2019-23.

Le rétablissement de la crédibilité de la politique monétaire passe par un engagement commun

2. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente ont régulièrement augmenté pour passer de 6 % en 2011 à des taux à deux chiffres en 2017, nettement supérieurs à l'objectif officiel de 5 % (Graphique 20, partie A). Comparée à des pays similaires, la Turquie a connu le taux d'inflation moyen le plus élevé observé au cours des cinq dernières années (partie B), ce qui a eu des effets préjudiciables en termes de prévisibilité économique et de compétitivité. Plusieurs mesures, notamment l'assouplissement de la politique macroprudentielle, des mesures publiques d'incitation et l'élargissement du Fonds de garantie de crédit (KGF, *Kredi Garanti Fonu*) adossé au Trésor, ont amélioré les conditions globales de crédit et renforcé la demande globale, ce qui a pesé sur les perspectives d'évolution de l'inflation. Généralement, les banques centrales ne réagissent pas aux chocs temporaires subis par l'inflation globale. Néanmoins, la dégradation des perspectives d'évolution de l'inflation sous-jacente, qui a joué un rôle central dans la dégradation des anticipations, a incité la banque centrale à relever son taux de financement effectif jusqu'en 2017, sans toutefois modifier son taux directeur standard, en se contentant d'orienter ses activités de financement vers des facilité de liquidité en fin de journée, plus coûteuses. Ces interventions n'ont pas suffi à ancrer à nouveau les anticipations et n'ont pas permis d'éviter la dépréciation considérable de la monnaie qui a suivi.

La banque centrale a pris des mesures plus décisives au deuxième trimestre de 2018. Le taux directeur a été successivement relevé de 75 puis de 300 points de base en avril et mai respectivement. En juin, le cadre de la politique monétaire a été simplifié avec adoption d'un taux directeur standard d'une semaine assorti d'un corridor d'ajustement symétrique de taux (débiteurs et créditeurs) au jour le jour, et le taux directeur lui-même a été encore relevé de 125 points de base, soit davantage que les prévisions moyennes. Un éventail de mesures d'assouplissement des liquidités sous forme de devises a également été annoncé

au marché, via les mécanisme d'options de réserve et de crédit à l'exportation réescomptable de la banque centrale. Le retour à un cadre standard de politique monétaire correspond à l'une des recommandations passées de l'OCDE et cette évolution, conjuguée au resserrement marqué qui l'accompagne, devrait contribuer à rétablir la crédibilité. La banque centrale devrait désormais fournir des indications prospectives sur la manière dont elle prévoit de ramener l'inflation dans la fourchette, ce qui est son seul mandat. Les prévisions plausibles d'inflation devraient permettre de préciser la trajectoire de désinflation visée ainsi que l'orientation que les autorités entendent donner aux taux directeurs requis pour atteindre cet objectif.

Tableau 7. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques macroéconomiques

Recommandations des <i>Études précédentes</i>	Mesures prises depuis la précédente <i>Étude</i>
Resserrer la politique monétaire, sauf si l'inflation recule plus vite que prévu.	Le taux moyen de financement auprès de la Banque centrale de la République de Turquie (TCMB, <i>Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası</i>) a été relevé de 947 points de base entre janvier 2017 et juin 2018.
Simplifier le cadre de politique monétaire.	La politique monétaire a été simplifiée à compter de juin 2018, avec la réintroduction d'un taux de pension sur une semaine en tant que principale taux directeur, assorti d'un corridor symétrique de +/- 150 points de base.
Continuer de maîtriser le crédit à la consommation.	Les règles macroprudentielles ont été assouplies à l'automne 2016.
Augmenter les réserves de change.	Aucune intervention n'a eu lieu sur le marché des changes depuis 2016. Le mécanisme de « crédit réescomptable » (suivant lequel la banque centrale accorde aux exportateurs des prêts libellés en livres turques, qui sont remboursés en devises) contribue à alimenter les réserves de change à hauteur de 18 milliards USD par an environ.
Publier en temps voulu des comptes trimestriels des administrations publiques conformes aux normes comptables internationales, sous une forme cohérente avec le Programme économique à moyen terme.	L'élaboration des données connexes a commencé, mais des comptes consolidés conformes aux normes comptables nationales ne seront pas disponibles avant la fin de 2018.
Publier un rapport périodique sur la politique budgétaire, incluant l'intégralité des éléments de passif éventuel et à long terme (intégrant éventuellement le rapport sur les aides d'État dont l'établissement est prévu par des dispositions qui ont été votées par le Parlement, mais ne sont pas encore appliquées).	Aucune mesure n'a été prise en vue de l'établissement d'un rapport complet. Il convient cependant de noter que le ministère des Finances est en train d'élaborer, en coopération avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, un système d'information comptable couvrant les éléments de passif direct et de passif éventuel inhérents aux partenariats public-privé (PPP).

L'orientation à la hausse des anticipations d'inflation nécessite un engagement commun et explicite de la banque centrale, du gouvernement et des partenaires sociaux en faveur de la réalisation de l'objectif d'inflation. Un engagement crédible de l'ensemble des parties prenantes en faveur de l'indépendance de la banque centrale pourrait faire baisser les anticipations d'inflation et limiter la volatilité du taux de change, même en l'absence de nouveau resserrement. En outre, le gouvernement peut rendre plus prévisibles les augmentations des impôts indirects, des prix administrés, des salaires versés par les administrations publiques et du salaire minimum légal, afin de réduire au minimum les chocs inattendus affectant l'inflation globale qui ont un effet déstabilisant sur les revendications salariales et les comportements en matière de fixation des prix. Ces chocs rendent également plus difficile la lecture de l'évolution de l'inflation sous-jacente et déstabilisent les anticipations d'inflation à long terme. Un engagement des partenaires sociaux en faveur de prévisions officielles d'inflation crédibles et de la réalisation de l'objectif d'inflation à long terme dans le cadre des négociations salariales du secteur privé apporterait aussi une solide pierre à l'édifice.

Plusieurs caractéristiques de l'économie compliquent la tâche de la banque centrale. Comme dans toute économie ouverte, l'inflation est très sensible aux prix des

importations et au taux de change, qui sont eux-mêmes fortement affectés par le dépassement de l'objectif d'inflation (Graphique 20, partie E). En phase avec les conclusions de (Borio et Filardo, 2007^[29]) et (Zhang, 2015^[30]), selon lesquelles des facteurs mondiaux jouent un rôle grandissant dans l'évolution de l'inflation dans les économies émergentes ouvertes, de récentes analyses empiriques consacrées à la Turquie confirment que la contribution du taux de change et des prix des importations à l'inflation est plus importante que celle de la conjoncture intérieure (Kara, Ogunc et Sarikaya, 2017^[31]), puisqu'un tiers seulement des composantes du panier à partir duquel est mesurée l'évolution des prix à la consommation s'avère sensible à l'écart de production intérieure (Atuk, Özmen et Sarikaya, 2018^[32]). En outre, la viscosité des prix constatée sur plusieurs marchés de biens et de services (notamment ceux des produits alimentaires transformés et non transformés), le poids important, dans le panier de consommation, de biens et de services dont les prix soit sont administrés, soit reflètent des impôts indirects, ainsi que les fortes augmentations nominales du salaire minimum légal indépendamment de la situation du marché du travail sont autant d'éléments qui contribuent à amoindrir la réactivité des prix aux évolutions conjoncturelles et aux interventions des pouvoirs publics.

Dans ce contexte, le Comité de suivi et d'évaluation des marchés des produits alimentaires et agricoles, un comité interministériel appuyé par la banque centrale, s'efforce de remédier au problème posé par certains des facteurs structurels qui sous-tendent l'évolution de l'inflation. Les mesures ciblées de libéralisation des échanges qu'il a recommandées pour maîtriser les variations excessives périodiques des prix de produits alimentaires tels que les céréales, les légumes secs et la viande rouge, et pour empêcher les mouvements spéculatifs ont déjà été en partie mises en œuvre. Il préconise également des mesures structurelles complémentaires pour stimuler la production agricole et l'élevage, rationaliser les chaînes d'approvisionnement, les circuits de distribution et la logistique dans le domaine des produits alimentaires, et renforcer la concurrence sur les marchés de gros et de détail de produits alimentaires. Les autorités espèrent que ces efforts permettront de réduire la volatilité des prix alimentaires et d'améliorer l'efficacité de la production et de la distribution des produits alimentaires à long terme.

La Turquie est également confrontée au dilemme classique des économies en phase de rattrapage qui connaissent une forte inflation et n'appliquent pas de restrictions aux mouvements de capitaux : des tensions se manifestent parfois entre les objectifs de stabilité des prix (inflation) et de stabilité du taux de change réel (compétitivité) (Rey, 2015^[33]), (Obstfeld, Issing et Ito, 2015^[34]). Comme le montre l'Encadré 6, la sensibilité de la banque centrale aux écarts entre les anticipations et l'objectif d'inflation s'est amoindrie ces dernières années, tandis que sa sensibilité aux écarts entre le niveau effectif de la production et son niveau potentiel s'est au contraire accentuée. Il sera important de consolider le cadre institutionnel en renforçant l'indépendance de la banque centrale pour contribuer à améliorer la réactivité de la politique monétaire par rapport aux écarts entre les anticipations et l'objectif d'inflation.

Encadré 6. Une règle de Taylor pour la Turquie

La politique de taux d'intérêt d'une banque centrale pratiquant le ciblage de l'inflation peut être examinée à travers le prisme d'une règle de Taylor simple, établissant une relation entre le taux d'intérêt directeur, d'une part, et l'écart entre le niveau et l'objectif d'inflation et l'ampleur de l'écart de production, d'autre part (Güney, 2016^[35]) ; (Turkay, 2017^[36]). Nous estimons dans cet encadré les spécifications de cette règle de Taylor pour deux périodes distinctes. D'après les résultats obtenus, la banque centrale réagissait de manière significative aux écarts entre les anticipations et l'objectif d'inflation avant l'épisode de « *taper tantrum* » (les turbulences provoquées sur les marchés par la perspective d'une sortie progressive de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis) de 2013, mais tel n'était plus le cas ensuite. Par ailleurs, sa réaction aux écarts de production et à la dépréciation de la livre turque est devenue significative, et sa réaction aux variations du taux directeur de la Réserve fédérale des États-Unis s'est renforcée.

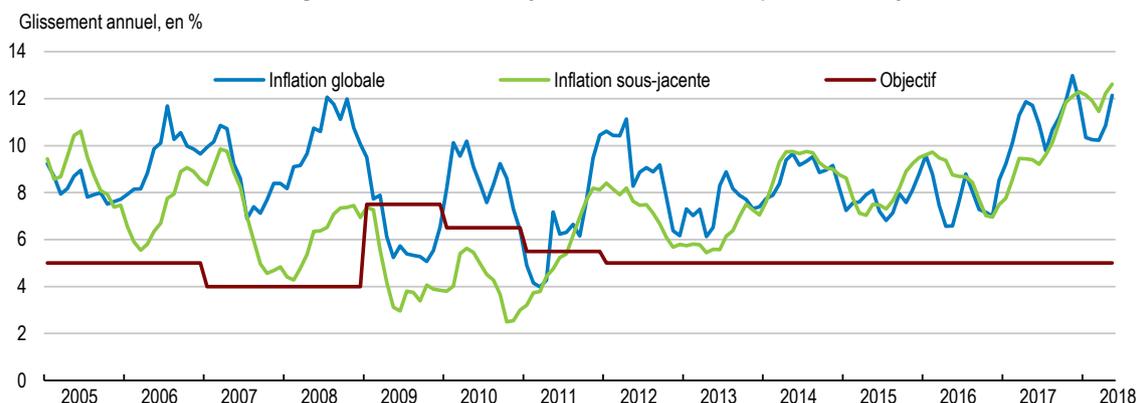
Tableau 8. Réactivité aux écarts d'inflation dans le cadre de la détermination du taux directeur

Variable dépendante : taux directeur*	01/2005-05/2013	06/2013-11/2017
Taux directeur _{t-1}	0.716*** (0.0902)	0.206 (0.212)
Écart d'inflation _t	0.337*** (0.106)	-0.585 (0.528)
Écart de PI _{t-2}	0.00216 (0.0251)	0.186* (0.0928)
Taux directeur de la Réserve fédérale des États-Unis	0.254* (0.149)	2.048* (1.191)
TCER	-0.0357 (0.0284)	-0.0842** (0.0324)
Constante	6.032* (3.535)	11.63*** (4.123)
Observations	98	54

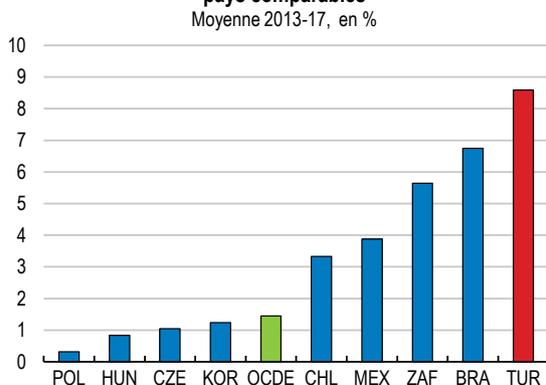
Note : Les colonnes du tableau mettent en regard les réactions de la Banque centrale de la République de Turquie (TCMB, *Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası*) aux écarts d'inflation et de production au cours de deux périodes successives. La césure entre ces deux périodes est le mois de mai 2013, au cours duquel la Réserve fédérale des États-Unis a fait allusion pour la première fois à la perspective d'une réduction progressive de son programme d'achats d'actifs (Sahay, Arora et Arvanitis, 2014^[37]) ; (Estrada, Park et Ramayandi, 2016^[38]). On utilise comme variable indicatrice du taux directeur le taux moyen de financement auprès de la TCMB pour la période consécutive à novembre 2014. L'écart d'inflation est la différence en points de pourcentage entre les anticipations d'inflation à 12 mois et l'objectif d'inflation. L'écart de production industrielle (PI) est la différence en pourcentage entre le niveau de la production industrielle corrigée des variations saisonnières et son niveau tendanciel estimé à l'aide d'un filtre de Hodrick-Prescott (HP). Le TCER est le taux de change effectif réel. Les régressions incluent les effets fixes par année. Les erreurs types robustes à l'hétéroscédasticité et à l'autocorrélation sont indiquées entre parenthèses. Les signes ***, ** et * indiquent que les résultats sont statistiquement significatifs au seuil de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement.

Graphique 20. Politique monétaire et crédibilité de l'objectif d'inflation

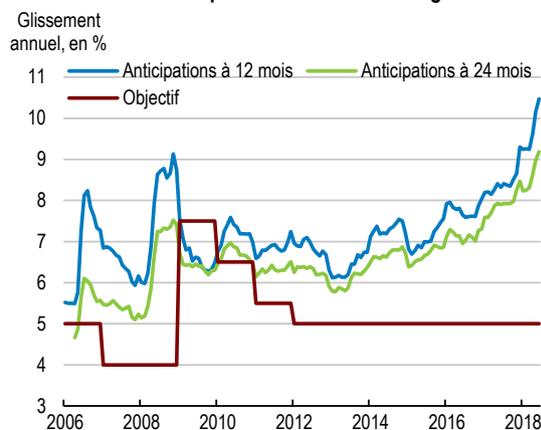
A. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente sont nettement supérieures à l'objectif visé



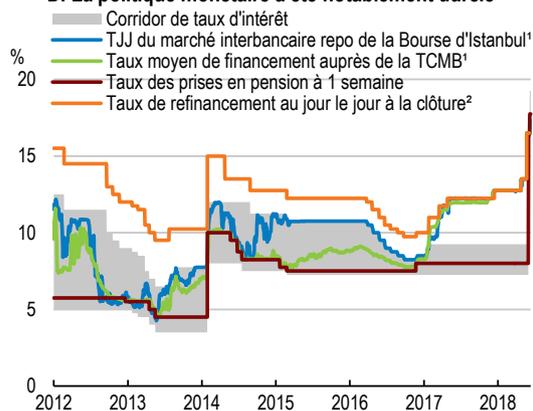
B. L'inflation est plus forte en Turquie que dans des pays comparables



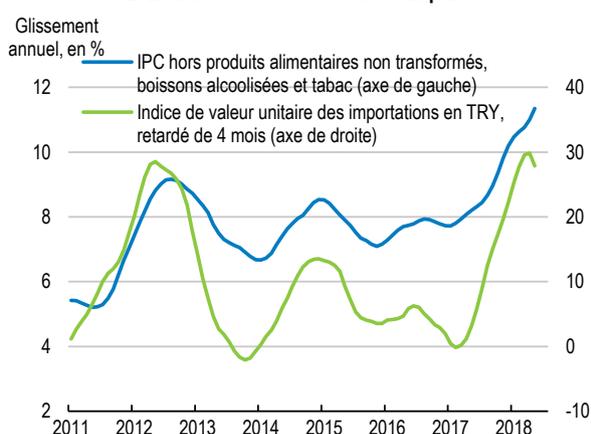
C. Les anticipations d'inflation ont augmenté



D. La politique monétaire a été notablement durcie



E. L'inflation est très sensible aux prix des



1. Moyenne mobile sur 5 jours.

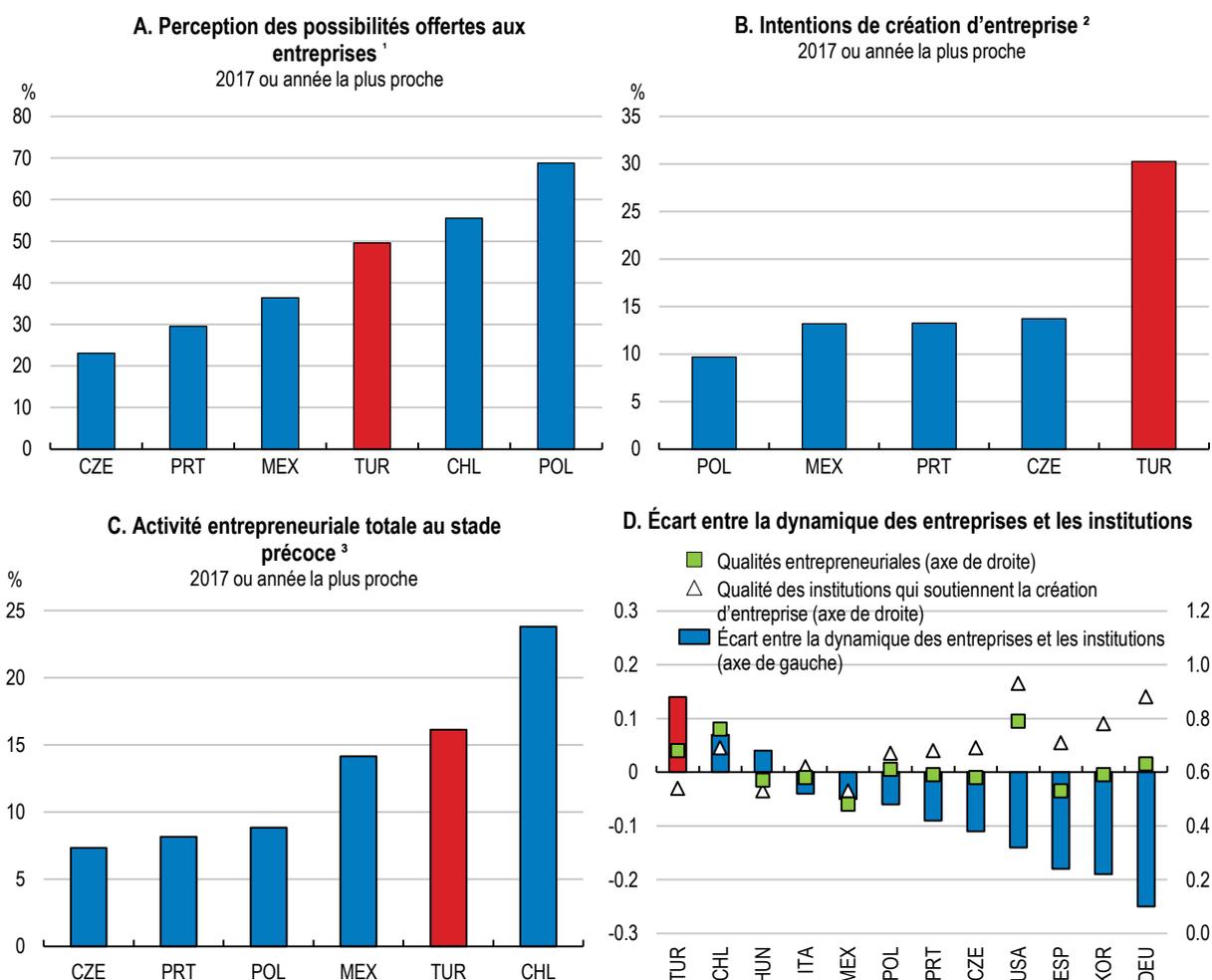
2. Il s'agit du taux auquel la banque centrale prête sans limite aux banques, en tant que prêteur en dernier ressort, au cours de la dernière heure des jours d'ouverture du marché. De janvier 2017 à mai 2018, la banque centrale a retenu ce taux comme son principal taux directeur.

Source: Institut statistique turc (TÜİK, Türkiye İstatistik Kurumu) ; Banque centrale de la République de Turquie (TCMB, Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası) ; et OCDE (2018), Principaux indicateurs économiques (base de données).

Politiques structurelles

Les entreprises turques présentent un dynamisme remarquable malgré les conditions difficiles de la conduite des affaires (Graphique 21). Les nombreuses entreprises de taille moyenne constituent maintenant une catégorie intermédiaire en pleine croissance, entre les grandes entreprises du secteur formel et les activités modestes, informelles et peu productives. Ce secteur d'une grande vitalité renforce la résilience de l'économie turque et contribue à une croissance plus inclusive. Sur le plan du capital humain et des cadres institutionnel et réglementaire, le pays reste cependant en retard par rapport aux autres.

Graphique 21. Le dynamisme des entreprises contraste avec les restrictions découlant des réglementations



1. Pourcentage d'individus âgés de 18 à 64 ans qui considèrent que leur région offre de bonnes opportunités de création d'entreprises.

2. Pourcentage d'individus âgés de 18 à 64 ans qui sont des entrepreneurs potentiels et comptent créer une entreprise dans les trois années qui suivent.

3. Pourcentage d'individus âgés de 18 à 64 ans qui ont créé une entreprise très récemment ou sont propriétaires-directeurs d'une entreprise nouvelle.

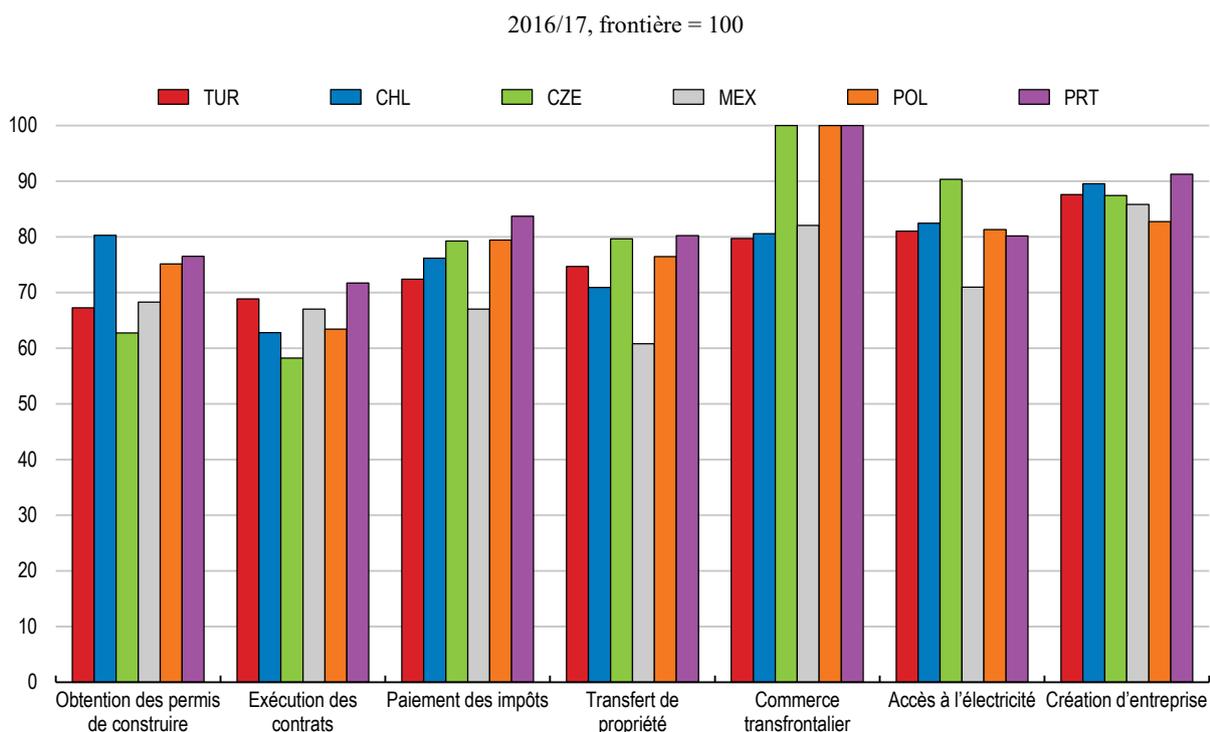
Source : Global Entrepreneurship Research Association, London Business School, Global Entrepreneurship Monitor (base de données, <http://www.gemconsortium.org/data>) et Global Entrepreneurship and Development Institute, Global Entrepreneurship Index 2018.

Comme indiqué dans les précédentes études économiques de l'OCDE, et malgré plusieurs initiatives de réforme ces dernières années (OECD, 2016^[1] ; 2014^[2]), ces insuffisances continuent d'amener de nombreuses entreprises, y compris de la catégorie intermédiaire, à fonctionner de manière semi-formelle pour contourner les réglementations les plus rigides. Cette situation entrave la croissance des entreprises qui présentent les plus grandes potentialités et freine le transfert de ressources vers les segments les plus performants de l'économie, compromettant ainsi les perspectives de croissance et l'inclusivité.

Encourager la réduction de l'économie informelle

Pour surmonter ce piège de l'économie informelle, les responsables de l'action publique ont récemment renforcé les incitations financières offertes aux entreprises du secteur formel – en particulier par d'importants allègements des cotisations de sécurité sociale s'appliquant aux travailleurs recrutés récemment et par des abattements fiscaux concédés aux entreprises à hauteur de 55 % des coûts d'investissement concernés (Tableau 6 ci-dessus). En revanche, les réformes de la réglementation qui devraient s'attaquer plus directement aux causes profondes de l'économie informelle et semi-formelle ont été retardées. On ne dispose pas d'indicateurs récents de l'OCDE sur les réglementations des marchés des produits et du travail, mais les indicateurs du classement Doing Business de la Banque mondiale, actualisés chaque année, montrent qu'il existe une marge d'amélioration du climat des affaires par rapport à d'autres pays (Graphique 22).

Graphique 22. Marge d'amélioration du climat des affaires



Source : Banque mondiale, indicateurs Doing Business 2018 (base de données, <http://www.doingbusiness.org/>). L'impact des mesures dont la mise en place a commencé en 2018 n'est pas pris en compte.

Les réglementations du marché du travail restent aussi plus rigides que celles des pays comparables (Graphique 24, partie A), malgré les importants efforts de réforme déployés ces dernières années, au nombre desquels on peut citer la libéralisation des services de travail temporaire (qui restent toutefois assortis de restrictions), l'introduction d'un mécanisme simplifié de résolution des différends, une nouvelle législation relative au travail à distance (y compris le télétravail) et une simplification de l'embauche de travailleurs qualifiés étrangers. Les rigidités mises en évidence les précédentes études réalisées par l'OCDE sur la base des indicateurs de protection de l'emploi (OECD, 2016^[1] ; 2014^[2]) n'ont été que partiellement assouplies. Les contrats de travail à durée déterminée et les règles relatives aux licenciements restent restrictifs. La Turquie se distingue également par son ratio salaire minimum/salaire médian, le plus élevé de la zone de l'OCDE (Graphique 24, partie B). À la suite de la hausse substantielle du salaire minimum intervenue en 2016, une légère augmentation des activités informelles a été constatée, alors qu'elles présentent pourtant une tendance à la baisse. Compte tenu des grandes disparités de la productivité et des prix entre les régions, il pourrait être moins préjudiciable à l'emploi et aux activités formelles les plus productives de fixer le salaire minimum à l'échelle régionale. Les dernières hausses du salaire minimum au niveau national sont cependant conformes à la recommandation de l'OCDE d'en maintenir la croissance réelle à un niveau inférieur à la croissance de la productivité du travail (Tableau 10).

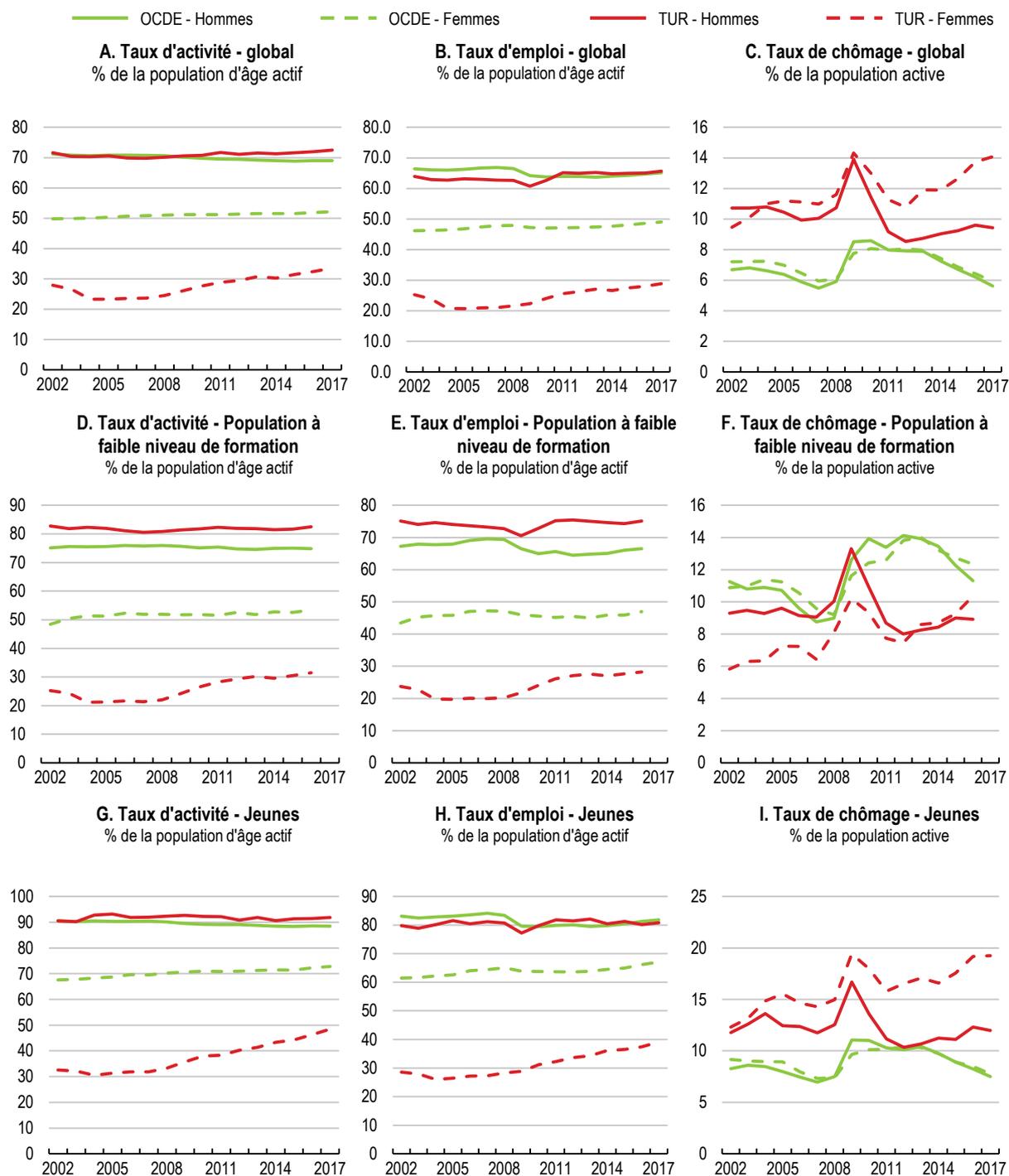
La Turquie est également confrontée à d'importantes difficultés qui tiennent aux afflux massifs de réfugiés. Selon des chiffres du ministère de l'Intérieur, il y avait en juin 2018 plus de 3.5 millions de réfugiés en provenance de la seule Syrie, dont 2 millions en âge de travailler. Si l'on y ajoute les réfugiés en provenance de l'Irak et d'autres pays, le nombre total de réfugiés est proche de 4 millions. En 2017, environ 600 000 réfugiés avaient un emploi dans le secteur informel (Kaygisiz, 2017^[39]). Les chiffres du ministère du Travail et de la Sécurité sociale indiquent qu'en revanche, seuls environ 40 000 réfugiés syriens avaient obtenu un permis de travail officiel en mars 2018 (Milliyet, 2018^[40]). Le taux implicite d'informalité, qui est d'au moins 95 %, facilite l'activation des réfugiés, mais constitue un enjeu de taille pour le fonctionnement du marché du travail turc alors que les autorités s'efforcent de réduire la taille du secteur informel. Il complique aussi l'intégration sociale des réfugiés.

Les responsables de l'action publique sont conscients qu'il faut continuer d'améliorer l'employabilité dans le secteur formel des travailleurs majoritairement peu qualifiés d'âge actif, car d'importants déséquilibres subsistent sur le marché du travail. Les taux d'activité, notamment ceux des travailleurs peu qualifiés, des jeunes et des femmes, sont orientés à la hausse, de même que le taux d'emploi, mais partent de niveaux modestes. Les créations nettes d'emploi sont vigoureuses dans tout le pays, mais la population active croît d'environ 3½ % par an en moyenne et à quelque 10 %, le taux de chômage reste élevé (Graphique 23).

Ils élaborent à cet effet des programmes actifs du marché du travail et réduisent les coûts des emplois formels de certains types de travailleurs dans certains types d'entreprises. Ces dispositifs, de portée et de durée limitées, doivent aider à évaluer si les efforts d'amélioration des compétences, associés à de fortes baisses des coûts salariaux réels, peuvent stimuler l'emploi formel de façon tangible (Tableau 10). En plus de ces mesures, le gouvernement a récemment mis en place une exonération de 100 % des cotisations de sécurité sociale pour les jeunes entrepreneurs (correspondant à 35 % de leurs revenus déclarés pour une période pouvant aller jusqu'à un an), et étendu d'une année la durée de

l'une des exonérations régionales de cotisations de sécurité sociale qui arrivait à échéance.

Graphique 23. Indicateurs du marché du travail



Note: La population faiblement éduquée désigne la population n'ayant pas dépassé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les jeunes désignent la tranche des 25-29 ans.

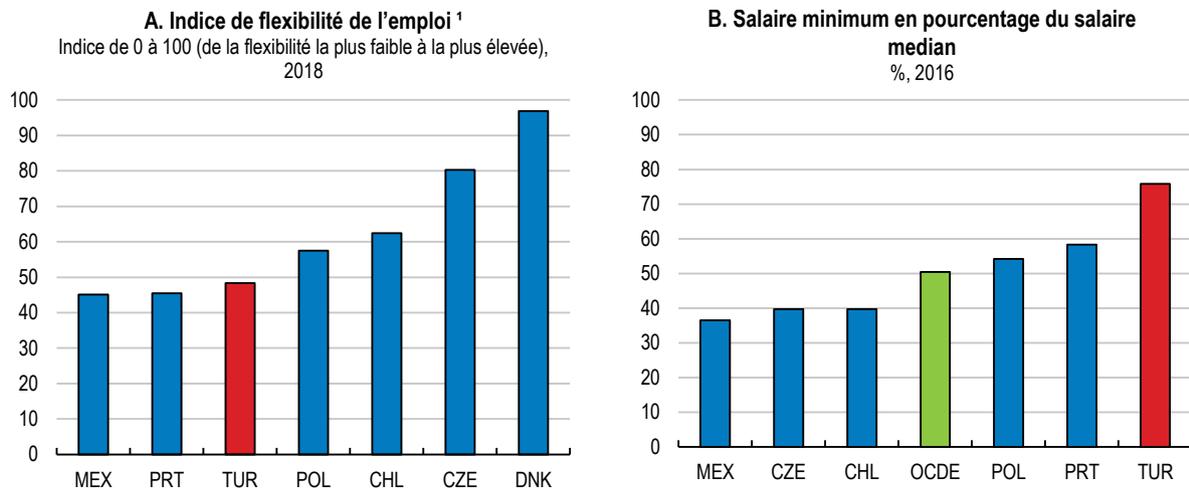
Source : OCDE (2018), Statistiques de la population active de l'OCDE (base de données) ; et OCDE (2017), Regards sur l'éducation (base de données).

Tableau 9. Nouveaux programmes actifs du marché du travail et de réduction des coûts salariaux

Programmes actifs du marché du travail (données à fin 2017)					
	Description	Nombre de cours / d'entreprises formatrices	Nombre de femmes participantes	Nombre d'hommes participants	Nombre total de participants
Formation professionnelle	Les chômeurs enregistrés auprès du service public de l'emploi (Iskur) peuvent bénéficier d'une formation professionnelle agréée de 120 à 160 jours. Les participants reçoivent une indemnité journalière correspondant à la moitié environ du salaire minimum. L'Iskur garantit un emploi formel à 50 % des diplômés, pour une durée au moins égale à celle de la formation.	5 650	82 000	36 000	118 000
Programmes de formation en cours d'emploi	Les entreprises employeuses peuvent recruter et former pendant 3 à 6 mois, selon les secteurs, des chômeurs bénéficiant d'une indemnité de l'Iskur (en plus de leur indemnité de chômage normale). L'employeur garantit un emploi formel à 50 % au moins des travailleurs formés, pour une durée au moins égale à celle du programme.	107 000	151 000	146 000	297 000
Programmes de formation à l'entrepreneuriat	Les chômeurs enregistrés auprès de l'Iskur peuvent bénéficier de cours de formation de base sur les aspects juridiques, financiers et de gestion de la création et du fonctionnement d'une entreprise. Les cours durent environ une semaine et les participants reçoivent une indemnité correspondant à 25 % environ du salaire minimum (en plus de leur indemnité de chômage normale).	3 700	46 000	48 000	94 000
Réduction des coûts salariaux					
	Description	Taux de subvention	Durée		
Incitation complémentaire à l'emploi	Du 1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020, les coûts salariaux des chômeurs enregistrés auprès de l'Iskur et recrutés par une entreprise en plus de ses effectifs à la fin de l'année civile précédente seront subventionnés.	37 % des coûts salariaux totaux (y compris l'impôt sur le revenu retenu à la source). Le salaire de référence est plafonné au niveau du salaire brut minimum pour les entreprises des secteurs manufacturier et des technologies de l'information et au niveau du salaire net minimum pour les autres.	Durée maximale de 12 mois, portée à 18 mois pour les jeunes (18-25 ans), les femmes et les travailleurs handicapés		
Incitation offerte pour moitié par l'entreprise et pour moitié par l'État*	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2018, les coûts salariaux des chômeurs enregistrés auprès de l'Iskur et recrutés en plus de ses effectifs à la fin de l'année civile précédente par une petite entreprise employant à titre formel de 1 à 3 employés seront subventionnés.	50 % des coûts salariaux totaux (plus une indemnité distincte couvrant l'impôt sur le revenu). Le salaire de référence est plafonné au niveau du salaire net minimum.	Durée maximale de 12 mois		

*Ce programme remplace un dispositif similaire qui s'appliquait en 2017 aux entreprises de toutes tailles.

Graphique 24. Il faudrait renforcer la flexibilité du marché du travail



1. Plus l'indice (de 0 à 100) est élevé, plus la réglementation du travail est souple.

Source : Lithuanian Free Market Institute (2018), Employment Flexibility Index 2018 : pays de l'UE et de l'OCDE, sur la base de la méthodologie et du questionnaire d'évaluation des réglementations du travail de la Banque mondiale et des Statistiques de la population active de l'OCDE (base de données).

Améliorer les institutions et le climat des affaires

L'*Étude économique de la Turquie* publiée par l'OCDE en 2016 faisait valoir que, pour attirer davantage d'IDE, favoriser l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et encourager les start-ups de qualité, il fallait renforcer la crédibilité de l'État de droit, la lutte contre la corruption et la réduction des distorsions de concurrence entre les secteurs formel et informel (OECD, 2016^[1]). Dans certains de ces domaines, l'écart avec les bonnes pratiques internationales s'est creusé dernièrement (Graphique 25). Le processus d'adhésion à l'UE a joué un rôle essentiel à cet égard par le passé, mais se trouve maintenant dans l'impasse.

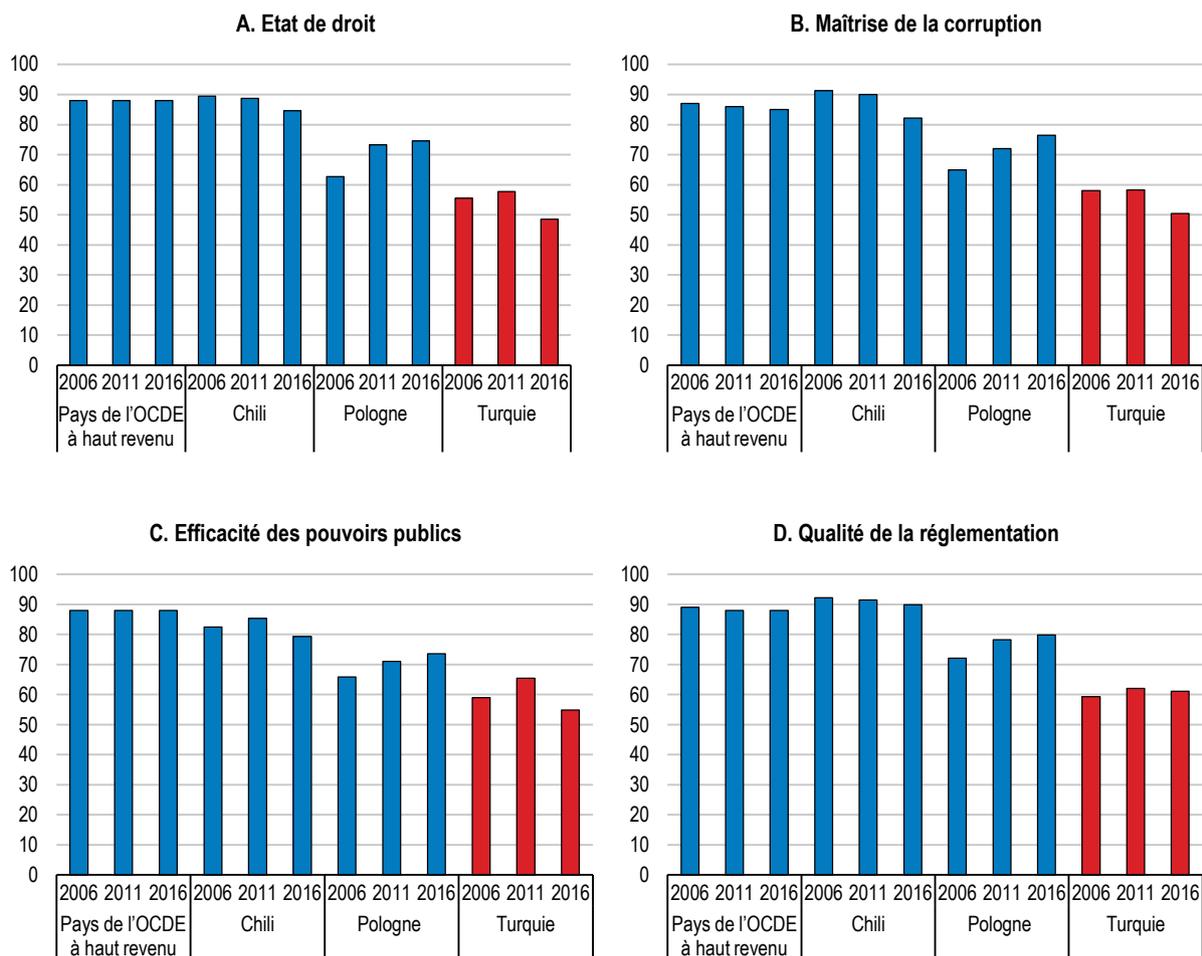
Le gouvernement s'est récemment fixé un nouvel objectif ambitieux : faire passer la Turquie du 60^e rang (sur 190 pays) du classement Doing Business de la Banque mondiale en 2017, au 20^e dans un délai de deux ans. Le parlement a adopté une première loi en mars 2018 pour faciliter les procédures de création d'entreprise, l'obtention de permis de construire et l'accès aux services municipaux, d'infrastructures et de télécommunications. Une loi complémentaire a simplifié les procédures d'insolvabilité et de faillite et leur exécution : les entreprises peuvent demander à bénéficier d'accords de sauvetage avant de se déclarer en faillite, les créanciers peuvent participer aux procédures et les liquidations doivent intervenir dans un délai de 24 mois.

La protection des droits de propriété intellectuelle a également été renforcée. Une nouvelle Loi sur les droits de propriété industrielle entrée en vigueur en 2017 a eu pour effet de remplacer tous les décrets-lois existants en la matière par un texte unique contenant plusieurs chapitres spécifiquement consacrés aux brevets, marques, dessins ou modèles industriels, indications géographiques et spécialités traditionnelles. Les ressources administratives du Bureau des brevets (Turkpatent) ont été étoffées pour une mise en œuvre efficace. Dans le domaine des droits d'auteur, une nouvelle législation sur les travaux intellectuels et artistiques a été soumise au parlement en avril 2018. Elle

devrait permettre de mieux s'aligner sur l'acquis de l'UE, de lutter plus efficacement contre les atteintes aux droits dans le domaine du numérique et de faciliter le règlement des différends relatifs aux licences.

Graphique 25. Les indicateurs de gouvernance témoignent des faibles résultats de la Turquie par rapport aux autres pays

Classement par centile, de 0 à 100 (un indice élevé correspond à de meilleurs résultats), 2017



Source : Banque mondiale (2017), Indicateurs de gouvernance dans le monde, www.govindicators.org.

Plus généralement, les ressources tant matérielles qu'humaines consacrées aux procédures judiciaires, notamment pour des affaires économiques, ont été renforcées. Des cours d'appel régionales ont été créées pour alléger la charge constituée par le nombre excessifs d'appels interjetés devant la Cour suprême, avec les retards qui en découlent. Des tribunaux spécialisés dans les litiges commerciaux sont actuellement mis en place et ils permettront d'accélérer l'accès à des témoins experts. Le budget du ministère de la Justice a été porté de 1.4 % du budget de l'État en 2012 à 1.7 % en 2017, sur fond de forte hausse du budget total lui-même.

Les responsables de l'action publique comptent aussi renforcer l'attrait des zones industrielles organisées (ZIO) et des zones de développement technologique (ZDT) pour

l'investissement des entreprises, améliorer les services aux entreprises et les services technologiques proposés aux PME dans les ZIO et offrir un soutien public pour faciliter la transformation numérique des petites comme des grandes entreprises (Encadré 1). Le Plan national de développement 2019-23 devrait exposer plus précisément les objectifs de l'action publique.

Tableau 10. Recommandations antérieures de l'OCDE sur les politiques structurelles

Recommandations des précédentes <i>Études</i>	Mesures prises depuis la dernière <i>Étude</i>
Aligner l'accord sur l'union douanière avec l'UE sur les accords commerciaux internationaux les plus ouverts et les plus larges, et nouer des accords similaires avec d'autres pays.	La Turquie a mené à bien les consultations internes et les préparatifs nécessaires à la mise en route des négociations en vue de l'actualisation de l'accord sur l'union douanière UE-Turquie. Les négociations pourront commencer lorsque le Conseil donnera mandat à la Commission pour les ouvrir.
Recenser les obstacles à l'ouverture à la concurrence des industries de réseau, en réalisant un examen du droit et de la politique de la concurrence (<i>OECD Competition Assessment Review</i>).	En 2016 et 2017, l'Autorité de la concurrence de Turquie a produit des rapports sur les secteurs de la télévision, de la cimenterie et du cinéma pour mieux en comprendre le caractère concurrentiel, conformément aux lignes directrices sur l'évaluation de la concurrence publiées par l'Autorité de la concurrence en 2014. En 2017, la réglementation sur l'organisation du marché de gros du gaz naturel et les procédures et principes d'utilisation du marché ont été publiés au journal officiel. En conséquence, les opérations sur ce marché commenceront le 1 ^{er} septembre 2018 au plus tard.
Dissocier le soutien à l'agriculture de la production et en modifier la composition pour éviter les mesures sur les prix et privilégier le soutien direct.	Aucune mesure.
Faire en sorte que la croissance du salaire minimum légal reste inférieure à la croissance moyenne de la productivité pendant quelque temps.	Les taux de croissance du salaire minimum, de 0.2 % et 3.0 % en termes réels en 2017 et 2018 respectivement, qui sont inférieurs à ceux de la productivité du travail ces deux années.
Permettre une modulation régionale du salaire minimum par des consultations locales entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux.	Aucune mesure.
Accorder aux travailleurs peu qualifiés de l'ensemble du pays des allègements complémentaires de cotisations sociales, financés par l'élargissement de la base d'imposition.	Les salaires minimums continuent de bénéficier d'allègements des cotisations de sécurité sociale. À compter de 2018, les cotisations patronales sont réduites de 50 % pour chaque nouveau travailleur recruté. L'État prend en charge tous les impôts et primes d'assurance liés aux emplois nouveaux pendant un an.
Remplacer le régime onéreux d'indemnités de licenciement (qui n'est accessible qu'à une minorité de travailleurs du secteur formel) par des comptes d'épargne pour les indemnités de fin de fonction qui soient « transférables » et accessibles à tous les travailleurs.	Aucune mesure.

Principaux enjeux en matière de bien-être

Les conditions de vie matérielles se sont considérablement améliorées

Comparée à d'autres pays de l'OCDE, la Turquie a enregistré des gains de bien-être substantiels au cours de la dernière décennie. Ces avancées s'expliquent dans une large

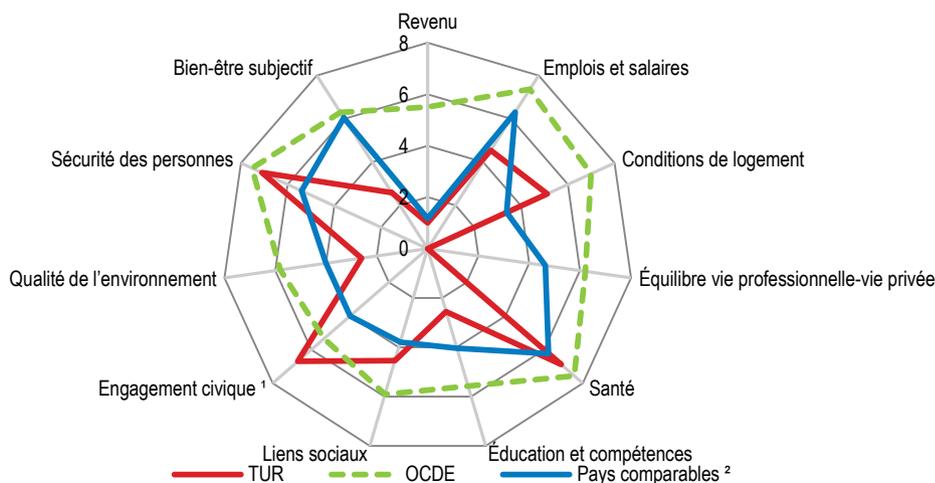
mesure par les créations d'emplois et les hausses de revenus résultant d'une croissance forte, favorisée par les réformes ambitieuses de stabilisation macroéconomique et de convergence avec l'UE mises en œuvre dans les années 2000, et dont l'ensemble des catégories sociales ont pu bénéficier. Des progrès ont notamment été réalisés dans les domaines suivants (OECD, 2017^[41]) :

- *Emplois et salaires.* Le taux d'emploi de la population d'âge actif a progressé de plus de 6 points depuis 2005 (contre une hausse de 1.2 point en moyenne dans l'OCDE).
- *Chômage.* Sous l'effet d'une forte augmentation de la main d'œuvre et malgré une création d'emplois vigoureuse, le taux de chômage était proche de 10 % début 2018, contre 5.8 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Le taux de chômage de longue durée se situait néanmoins à 2.2 % en 2016, un niveau deux fois moins élevé qu'en 2005 et en deçà de la moyenne de l'OCDE (2.6 %). La part des 15–29 ans sans emploi et sortis du système éducatif a diminué de 14 points entre 2008 et 2016, mais demeure importante, à 28 % (le double de la moyenne de l'OCDE qui est de 14 %).
- *Conditions de logement.* L'accessibilité financière des logements s'est améliorée et le nombre moyen de pièces par personne est resté stable. Le pourcentage de la population vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a considérablement diminué, mais reste élevé (6.5 %), soit plus de trois fois la moyenne de l'OCDE (2.1 %).
- *Équilibre vie professionnelle-vie privée.* La proportion de salariés travaillant régulièrement plus de 50 heures par semaine est passé de 50 % en 2006 à 34 % en 2016, un pourcentage cependant toujours largement supérieur à la moyenne de l'OCDE (13 %).
- *Satisfaction à l'égard de la vie.* Les citoyens turcs font état d'une amélioration de leur niveau de satisfaction à l'égard de la vie depuis 2005. Le score de satisfaction moyen se situe à 5.5 sur une échelle de 10, contre 6.5 en moyenne dans l'OCDE.
- *Environnement.* La proportion de personnes satisfaites de la qualité de l'eau qu'elles consomment a progressé de 4 points en 10 ans. En revanche, l'exposition de la population aux PM2.5 a augmenté de 12 % entre 2005 et 2013, et atteint des niveaux dangereux dans plusieurs régions du pays. L'exposition moyenne aux PM2.5 était de 21.8 µg/m³ en Turquie en 2015, un niveau supérieur aux 14.5 µg/m³ observés en moyenne dans les pays de l'OCDE.

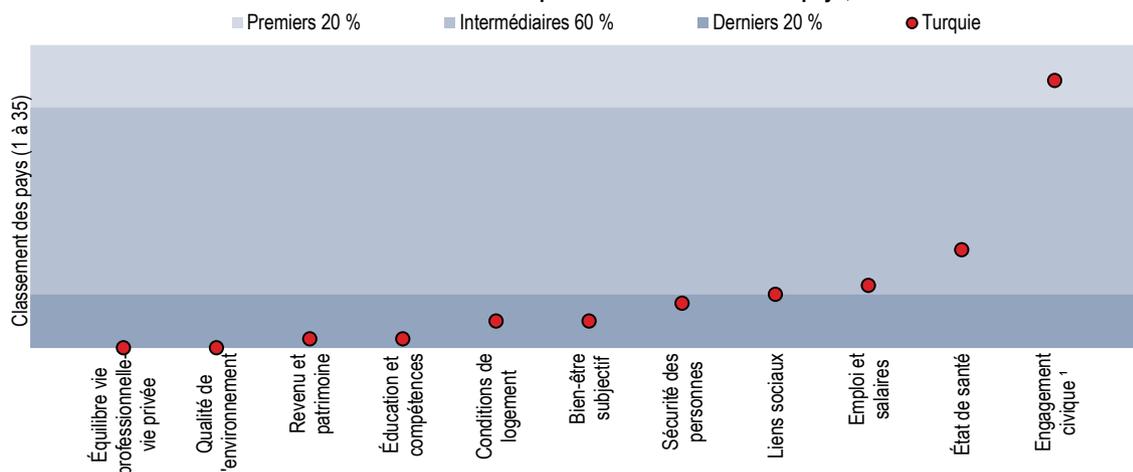
La qualité de vie reste malgré tout inférieure à la moyenne de l'OCDE au regard de nombreux aspects (Graphique 26), avec d'importantes inégalités, aussi bien verticales (au sein des groupes de population), qu'horizontales (entre les groupes de population, notamment entre les hommes et les femmes ou entre les populations des différentes régions).

Graphique 26. Indicateurs de bien-être

A. Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, 2017



B. Position de la Turquie dans le classement des pays, 2017



1. L'engagement civique est mesuré à l'aune de la participation électorale et la Turquie se classe à la 6^e position. D'autres sous-indicateurs portant sur la participation à des activités politiques sont également disponibles, mais ils ne concernent qu'un petit nombre de pays et n'ont par conséquent pas été pris en compte dans l'indicateur de référence. La Turquie est moins bien classée dans ces sous-indicateurs.

2. Chili, Mexique et Pologne.

Source : OCDE (2017), Base de données de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, www.oecdbetterlifeindex.org.

Inégalités verticales en matière de bien-être

L'inégalité verticale la plus prononcée en ce qui concerne le bien-être porte sur la distribution du patrimoine et des revenus. Les écarts de revenus s'expliquent par des disparités structurelles en matière de succession, ainsi que par d'importantes inégalités de situations au regard de l'emploi chez les apporteurs de revenus.

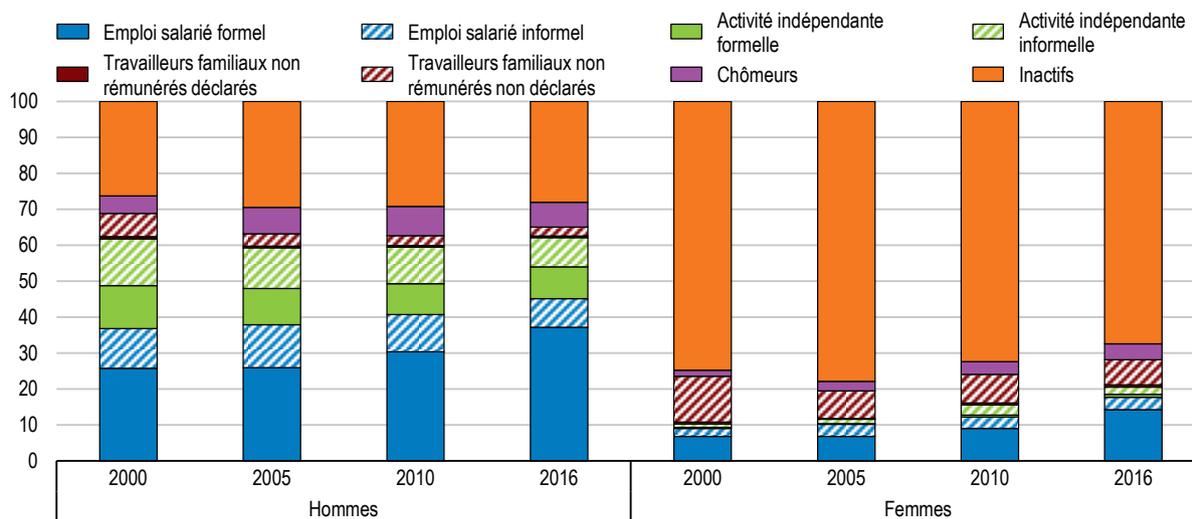
S'agissant de la distribution du patrimoine, selon une étude du secteur privé réalisée en 2014 (unique source récente d'informations dans ce domaine), on estime que la part de la richesse financière et immobilière totale détenue par les 1 % les plus fortunés en Turquie est passée de 41 % en 2005, à 54 % en 2014, une proportion plus élevée que dans d'autres pays comparables de l'OCDE, comme le Mexique et le Chili ; la part détenue par les 9 % suivants a elle diminué de 28 à 23 % ; et celle des 90 % restants a reculé

de 31 à 22 %, ce qui est inférieur à ce que l'on observe dans d'autres pays comparables de l'OCDE (Credit Suisse Research Institute, 2014^[42]). Une enquête périodique de Turkstat, l'institut de statistiques turc, sur la distribution du patrimoine permettrait de produire des données officielles dans ce domaine important. Comme la part des impôts sur la fortune et les successions est l'une des plus faibles de l'OCDE (1 % du PIB malgré la prise en compte des taxes sur la loterie et les jeux de hasard), le système fiscal joue un rôle négligeable dans la redistribution du patrimoine.

Les apporteurs de revenus présentent des situations très inégales au regard de l'emploi. Malgré l'augmentation du nombre d'emplois salariés dans le secteur formel au cours de la dernière décennie, seuls 40 % des hommes et 15 % des femmes en âge de travailler occupent officiellement un emploi salarié. Les travailleurs du secteur informel, notamment les travailleurs indépendants non déclarés (principalement des hommes) et les travailleurs familiaux non rémunérés (essentiellement des femmes), restent très nombreux (Graphique 27). Le rythme de croissance de la population active dépasse 3 % par an, et expose le marché du travail à des pressions constantes. En outre, l'offre d'emplois de qualité proposés par des entreprises reconnues ne répond pas à la demande. Les précédentes Études de l'OCDE ont montré que les taux de transition entre emplois peu qualifiés et emplois de qualité sont faibles en Turquie (OECD, 2014^[2]) et ils ne se sont pas améliorés récemment : le taux d'activité informelle hors secteur agricole a même légèrement augmenté en 2017. Selon les estimations, les activités informelles contribueraient à un tiers de la valeur ajoutée totale créée en Turquie (Medina et Schneider, 2018^[43]).

Graphique 27. Situations inégales au regard de l'emploi

Composition de la population d'âge actif (15 ans et plus), en pourcentage



Note : Les travailleurs familiaux non rémunérés déclarés sont les membres de la famille qui accomplissent des tâches ménagères, paient des cotisations de sécurité sociale et s'ouvrent des droits à pension.

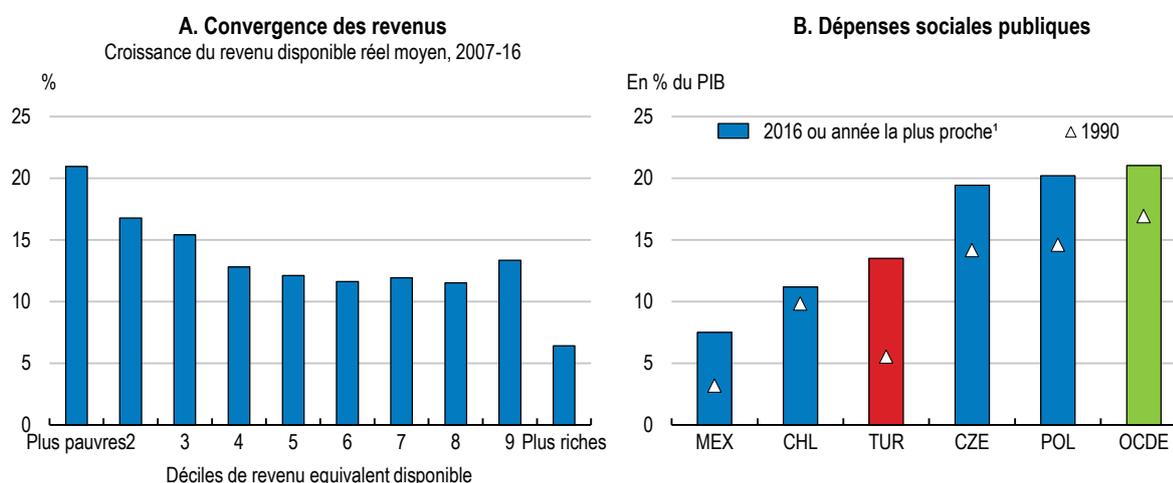
Source : Turkstat.

Le revenu médian des ménages a augmenté plus rapidement que le revenu moyen, signe d'une croissance qui a été inclusive (Boarini, Kolev et McGregor, 2014^[44]). Les ménages appartenant aux déciles de revenu inférieurs ont bénéficié des gains de revenu les plus rapides au cours de la dernière décennie, tandis que les ménages des déciles supérieurs ont vu leurs revenus progresser le moins rapidement. La Turquie est ainsi l'un des rares pays de l'OCDE où les valeurs du coefficient de Gini, qui permet de mesurer la

distribution des revenus, se sont améliorées au cours de la dernière décennie. Néanmoins, en partie à cause de l'effet redistributif limité du système de prélèvements et de prestations (OECD, 2016^[11]), la Turquie présente toujours l'un des coefficients de Gini les plus élevés, à 0.40 en 2015, là où la moyenne de l'OCDE est légèrement inférieure (0.32).

Les dépenses sociales, notamment les transferts en espèces et les services en nature en faveur des personnes défavorisées, ont augmenté plus rapidement que dans les autres pays de l'OCDE (OECD, 2016^[45]) (Graphique 28, partie B) et ont bénéficié essentiellement aux personnes âgées ayant un faible revenu, aux personnes en situation de handicap, ainsi qu'aux familles dont l'un des membres souffre d'un problème de santé particulier (Kızıler, 2017^[46]). Le taux de pauvreté (c'est-à-dire la proportion de personnes vivant avec moins de 4.3 USD par jour) est passé de 13 % en 2006, à 1.6 % en 2016. Le taux de pauvreté relative (part de la population gagnant moins de 60 % du revenu médian) a lui baissé de 25 à 21 %.

Graphique 28. La situation des groupes à faible revenu s'est globalement améliorée



1. 2015 pour le Chili, 2014 pour la Turquie et 2012 pour le Mexique.

Source : Turkstat et OCDE (2017), Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

Les inégalités de bien-être verticales sont également déterminées par l'interaction entre les conditions de vie matérielles et des aspects d'ordre plus général liés à la qualité de vie. En Turquie, les catégories à faible revenu sont de plus en plus satisfaites de leur existence, ce qui peut s'expliquer par l'amélioration de leurs conditions de vie matérielles. En revanche, les groupes plus instruits et à revenu plus élevé semblent afficher une satisfaction à l'égard de la vie en léger repli. Cet infléchissement peut résulter du fait que leurs attentes ne sont pas satisfaites dans certains domaines, notamment au regard des possibilités de formation pour leurs enfants, de l'environnement culturel, de la participation citoyenne et de la qualité de l'environnement. Entre 2012 et 2015, sur une échelle de 4 à 8, la satisfaction moyenne à l'égard de la vie des citoyens turcs ayant un niveau d'éducation correspondant à l'enseignement obligatoire, s'est améliorée, passant de moins de 5 à 5.5, tandis que celle des citoyens ayant un niveau d'éducation élevé a légèrement reculé, de 7.1 à 6.9 (OECD, 2017^[47]). À l'échelle nationale, la Turquie fait partie des pays où la relation entre conditions de vie matérielles et qualité de vie semble tenue (Graphique 2).

De récentes enquêtes internationales ont apporté un nouvel éclairage sur la perception par la population turque de son niveau de vie. Les citoyens turcs semblent plus optimistes que les citoyens de l'UE quant à l'amélioration qu'ils attendent de leurs conditions de vie

matérielles au cours des deux prochaines décennies (Vodafone, 2017^[48]). Les jeunes estiment qu'ils vivront mieux que leurs parents, dans une proportion plus élevée que dans la plupart des autres pays. Une enquête précédente, réalisée en 2014, avait néanmoins révélé que les trois quarts des jeunes citoyens turcs avaient déclaré qu'ils pensaient trouver de meilleures perspectives à l'étranger et qu'une majorité d'entre eux étaient prêts à quitter le pays si besoin (Vodafone, 2014^[49]). De fait, la propension à émigrer semble augmenter chez les personnes très instruites (Sirkeci, 2017^[50]), d'où un risque de fuite des cerveaux, lourd de conséquences sur le plan économique et social.

Inégalités horizontales en matière de bien-être

Inégalités entre femmes et hommes

Les disparités entre les sexes demeurent marquées en Turquie. Elles sont depuis longtemps la conséquence des inégalités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le niveau d'instruction, le taux d'activité et la prise de décisions. Elles trouvent leur origine dans des schémas culturels qui décourageaient le travail des femmes dans les zones urbaines, et se sont par la suite enracinées sous l'effet de la grave pénurie de structures d'accueil pour les enfants et les personnes âgées. Bien que l'écart ait été quasiment résorbé pour cohortes d'âge scolaire, les femmes adultes ont toujours 20 % de chances de moins que les hommes d'avoir obtenu un diplôme de deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou un diplôme de l'enseignement supérieur, et leur taux moyen d'activité n'était que de 34 % en 2016, contre 64 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Contrairement aux hommes, dont le taux d'activité est proche de celui observé dans les autres pays de l'OCDE (supérieur à 70 %), plus des deux tiers des femmes sont inactives (Graphique 27). Des initiatives récentes visant à développer davantage l'éducation préscolaire et à aider les familles à mieux concilier travail et responsabilités parentales (notamment une hausse significative de l'aide à la garde des jeunes enfants pour les femmes qui travaillent et la possibilité offerte aux mères comme aux pères de travailler à temps partiel à l'issue du congé de maternité rémunéré) peuvent contribuer à réduire cet écart (Tableau 11). Pour les femmes qui travaillent, le différentiel de rémunération par rapport aux hommes est toutefois inférieur à la moyenne de l'OCDE – environ 8 % pour le salaire médian des salariées à temps plein, contre 14 % en moyenne dans l'OCDE (OECD, 2017^[41]). Pourtant, globalement, l'égalité entre les sexes n'est pas à la hauteur des attentes compte tenu des résultats de la Turquie sur le plan économique, social et éducatif (Encadré 7).

Les inégalités entre les travailleurs féminins et masculins dépendent tout particulièrement de leur niveau d'éducation d'une part et de la qualité des entreprises qui les emploient d'autre part. Pour les femmes ayant un niveau d'éducation élevé, qui représentent 30 % des 25-34 ans et 8 % des 45-54 ans, les écarts de rémunération et de statut sont bien inférieurs à celui dont pâtissent leurs homologues ayant un niveau d'éducation moins poussé. Par ailleurs, la grande majorité des femmes ayant un niveau d'éducation élevé sont employées dans le secteur formel. Dans les entreprises de ce secteur, le niveau d'éducation moyenne des femmes est supérieur à celui des hommes (OECD, 2016^[51]). En outre, il semble que les femmes travaillant dans des entreprises de bonne qualité se voient offrir des perspectives de carrière plus favorables que leurs homologues d'autres pays. Selon une étude menée en 2016, dans les 100 entreprises les plus favorables aux femmes en Turquie, 41 % des postes de direction étaient occupés par des femmes, cette proportion n'étant somme toute pas très éloignée des 53 % observés aux États-Unis. Dans le secteur financier, la proportion est de 56 %, bien supérieure à celle de nombreux autres pays. Des résultats aussi satisfaisants en termes de parité ne se retrouvent cependant pas dans le

reste du secteur des entreprises : dans la grande majorité de celles-ci en effet, aucune femme ne figure parmi la direction générale. (McKinsey, 2016^[52]).

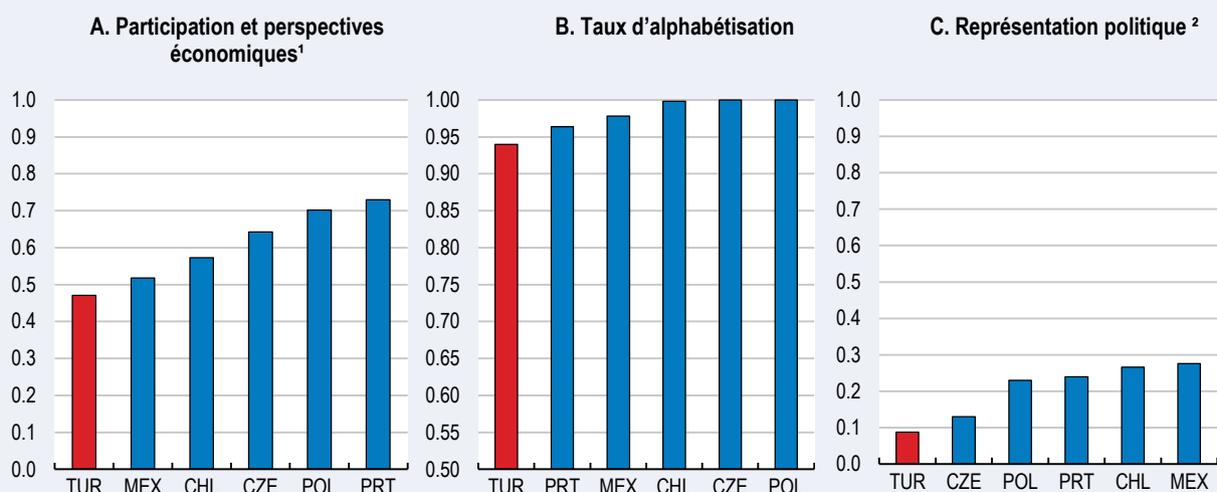
Les conséquences des inégalités hommes-femmes sur le bien-être comme sur la croissance économique sont importantes (McKinsey, 2016^[52]). Si le taux d'activité des femmes turques devait converger vers l'actuellement moyenne de l'OCDE d'ici 10 ans, le PIB par habitant de la Turquie pourrait s'en trouver supérieur de quelque 20 % à sa tendance de référence. Au cours de la dernière décennie, plusieurs mesures ont permis de réduire le coût d'emploi des femmes dans le secteur formel et favorisé ainsi la création d'emplois de meilleure qualité pour les femmes (Uysal, 2013^[53] ; Gürsel, Uysal et Acar, 2014^[54]). Des projets-pilotes ont montré qu'il est également indispensable d'offrir, à des coûts abordables, des structures de qualité pour l'accueil des jeunes enfants et des personnes âgées si l'on veut simuler le taux d'activité des femmes (Ministry of Development, 2018^[55]). Si une stratégie globale pour l'égalité entre les sexes couvrant l'ensemble de ces éléments est mise en place, l'écart entre les hommes et les femmes pourrait être à l'avenir réduit plus rapidement qu'il ne l'a été par le passé.

Encadré 7. Comparaison internationale des performances de la Turquie en matière d'égalité des sexes

Sur une série de 83 indicateurs quantitatifs couvrant la participation et les perspectives économiques, l'accès à l'éducation, la représentation politique et la santé, la Turquie s'est classée 131 sur 144 en matière d'égalité des sexes en 2017 (Graphique 28).

Graphique 29. Inégalités entre femmes et hommes

Score (2017) de 0 (absence de parité) à 1 (parité)



1. Comprend les éléments suivants : taux d'activité de la main d'œuvre ; égalité salariale à travail égal (enquête) ; revenus estimés d'activité (à PPA en USD) ; membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise ; professions intellectuelles et techniques.

2. Comprend les éléments suivants : présence des femmes au parlement ; femmes occupant des postes ministériels ; nombre d'années avec une femme chef d'État (au cours des 50 dernières années).

Source : Forum économique mondial (2017), The Global Gender Gap Report 2017.

Sur le plan de la participation et des perspectives économiques (qui rend compte du taux d'activité de la main d'œuvre, des revenus du travail et de l'évolution de carrière), la Turquie se classe 128^e. Elle ne fait guère mieux en matière de représentation politique et occupe la 118^e position : elle est 108^e s'agissant du nombre de députées au parlement,

et 135^e pour le nombre de femmes occupant un poste ministériel. Dans le domaine de la santé, la Turquie arrive 59^e ; ce classement est fonction de la répartition des sexes à la naissance (la Turquie est en tête du classement) et de l'espérance de vie en bonne santé (le pays occupe la 68^e position).

Disparités régionales

Les disparités régionales de revenu se sont réduites au cours des années 2000 (Ministry of Development, 2014^[56]) mais restent plus marquées que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Un écart notable persiste notamment entre l'ouest et l'est du pays en matière de niveau de vie et de bien-être, ce qui témoigne des importantes inégalités au regard de la qualité des emplois et des revenus (OECD, 2016^[11]) (Yeldan et al., 2013^[57]). Le revenu disponible annuel équivalent par personne en 2016 variait ainsi d'environ 25 000 TRY dans les grandes villes de l'ouest, à environ 10 000 TRY dans les provinces de l'est et du sud-est.

La région d'Istanbul au sens large concentre une grande partie du revenu et de la richesse à l'échelle nationale. Trois provinces situées à proximité d'Istanbul (Istanbul, Kocaeli et Bursa) ont contribué à 38 % du PIB en 2014 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), bien qu'elles ne représentent que 24 % de la population. Sept provinces de l'est du pays, qui accueillent 20 % de la population, ont généré 9 % du PIB.

Les disparités géographiques entre les 81 provinces turques reflètent des différences en matière de dotation en capital humain ainsi que de qualité et de productivité de leurs secteurs d'activité (EDAM, 2016^[58]). Istanbul et Ankara sont en tête sur presque tous les facteurs de productivité. On observe cependant une convergence entre la plupart des provinces au fil du temps. Les provinces à revenu moyen ont rattrapé leur retard économique, mais font face à des faiblesses persistantes s'agissant du capital social local et de la qualité de l'éducation. Les provinces à faible revenu sont à la traîne en ce qui concerne les principaux facteurs de développement économique, comme le taux d'activité de la main d'œuvre et la création d'emplois en dehors de l'agriculture.

La région du sud-est fait face à des défis socio-politiques spécifiques. Le niveau de revenu moyen s'est amélioré au cours de la dernière décennie, mais la situation des différentes villes de la région semblent avoir divergé. Par exemple, Gaziantep en matière de développement industriel et Sanliurfa dans le domaine du développement agricole, ont enregistré des résultats remarquables en termes de croissance. L'afflux massif de réfugiés en provenance d'Irak et de Syrie pèse lourdement sur des marchés du travail locaux déjà sous tension et constitue un défi à l'échelle régionale. Les villes qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés observent des effets positifs à court terme sur la demande, mais voient en parallèle leurs infrastructures d'éducation, de santé et de logement mises à rude épreuve. Seulement 6 % des réfugiés vivent dans des camps, les autres sont dispersés dans la région et une partie d'entre eux dans les grandes villes de l'ouest du pays.

Une stratégie nationale pour le développement régional 2014-2023 a été adoptée en 2014 et sert de référence pour les politiques régionales. Elle fournit un cadre unifié aux nombreuses initiatives de développement régional. Parmi celles-ci, on peut citer la création de 26 agences régionales de développement en 2006 et une multitude de mesures d'incitations fiscales régionales qui sont régulièrement remaniées. L'objectif de cette nouvelle stratégie était de distinguer les politiques favorisant une convergence interrégionale (comme un régime unique d'incitations fiscales constantes mais différenciées selon les régions), de celles encourageant les initiatives locales pour la

création de pôles technologiques, industriels et tertiaires. Un nouveau programme axé sur les centres d'attraction régionale (qui n'était pas inscrit dans la stratégie nationale) a été adopté en 2016 et révisé en 2017. Il vise à réduire les disparités en accordant des avantages fiscaux supplémentaires importants aux régions aux revenus les plus faibles.

La création d'emplois de qualité par des entreprises reconnues est une condition préalable à l'amélioration du bien-être et à la réduction des inégalités verticales et horizontales. La marge de progrès est grande dans ce domaine. Réduire les écarts de qualité et de productivité entre les emplois formels, semi-formels et informels, en revalorisant ces derniers (par des programmes de formation et d'assistance technique) et en facilitant le passage dans l'économie formelle (grâce à des réformes réglementaires réduisant les coûts d'exploitation dans le respect de la loi) est un élément indispensable pour améliorer les revenus et les conditions de travail, en particulier dans les régions à la traîne. Des avancées dans ce domaine permettraient également d'accroître les recettes fiscales nationales et locales destinées aux services publics. Il est en effet essentiel d'améliorer la qualité de ces services pour l'ensemble des citoyens, notamment dans les secteurs de l'éducation (de l'éducation préscolaire à la formation des adultes) et de la santé, de manière à réduire les inégalités de bien-être.

Tableau 11. Recommandations antérieures dans le domaine de l'éducation

Recommandations des Études antérieures	Mesures prises depuis la dernière étude
Réduire les disparités qualitatives importantes qui persistent entre les écoles, les types d'écoles et les universités, en leur accordant davantage d'autonomie et de ressources par élève/étudiant, en contrepartie d'une responsabilisation accrue en matière de résultats.	Un programme d'orientation a été mis en œuvre pour prévenir l'absentéisme, les redoublements et les décrochages scolaires dans tous les types d'établissements d'enseignement secondaire du deuxième cycle, à partir de l'année scolaire 2017-18. Depuis la rentrée 2017-18, les performances de tous les établissements d'enseignement secondaire professionnel et technique seront évaluées grâce à un système de suivi et d'évaluation de la qualité.
Développer davantage l'éducation préscolaire.	Le ministère de l'Éducation nationale a commencé à mettre en œuvre un dispositif de préscolarisation à la demi-journée pour faire en sorte que tous les enfants bénéficient de services d'éducation préscolaire. Les enfants âgés de 48 à 66 mois inscrits dans des établissements d'éducation préscolaire bénéficient de transferts monétaires conditionnels. Des cours d'été et des écoles maternelles itinérantes sont disponibles pour permettre aux enfants défavorisés de poursuivre leur éducation préscolaire.
Continuer à renforcer l'enseignement professionnel en coopération avec le secteur des entreprises et évaluer les résultats des nombreuses initiatives récemment mises en œuvre dans ce domaine.	Des conseils d'établissement d'enseignement professionnel et technique ont été constitués dans toutes les villes en application de la circulaire n° 2016/21, afin d'améliorer la contribution du secteur des entreprises à l'enseignement professionnel et de renforcer la coopération entre les établissements et les entreprises. Le projet de protectorat scolaire a été lancé en 2016 sur la base du principe selon lequel tous les établissements d'enseignement secondaire professionnel et technique doivent s'associer à au moins une organisation professionnelle afin de renforcer la collaboration entre les établissements et les entreprises. À ce jour, 839 protocoles dans 415 établissements ont été signés et mis en œuvre.

Enjeux environnementaux

Les émissions de CO₂ par habitant de la Turquie restent parmi les moins élevées de l'OCDE (Graphique 29). Si cette situation s'expliquait auparavant en partie par une intensité d'émission de carbone bien plus faible que dans la plupart des autres pays, ce n'est plus vrai aujourd'hui puisque l'intensité d'émission a augmenté en Turquie et fortement reculé dans la zone OCDE. À présent, la faiblesse relative des émissions par habitant traduit surtout le plus faible niveau de revenu en Turquie, mais les émissions augmentent rapidement avec la croissance du pays. L'accent actuellement mis sur le développement de technologies respectueuses de l'environnement est opportun (Graphique 30, partie F). La Turquie est aussi l'un des pays de l'OCDE qui taxe le plus fortement les carburants, ce qui est à saluer, mais des mesures devront aussi être prises dans d'autres domaines pour maîtriser l'intensité d'émission de CO₂.

La forte croissance a rendu nécessaire une expansion rapide des approvisionnements énergétiques, qui ont augmenté de 60 % entre 2005 et 2016. La progression de la consommation d'électricité a été plus forte encore, atteignant 70 % au cours de la même période. La demande supplémentaire a été satisfaite en majeure partie par les importations d'énergie, qui couvrent désormais les trois quarts environ des besoins énergétiques du pays. L'un des principaux objectifs du gouvernement est de réduire la dépendance à l'égard des importations. Les renouvelables, en particulier l'hydraulique, entrent pour environ un tiers dans la production d'électricité totale, et cette part est en hausse.

La seule énergie classique que la Turquie possède en quantités significatives est le charbon, et une expansion notable de la production d'électricité à base de charbon est en projet. L'indépendance énergétique s'en trouvera renforcée, mais il en résultera aussi une forte hausse des émissions de CO₂. Un autre défi tient à la sécurité dans les mines de charbon, où des accidents mortels se sont produits en raison du manque d'attention porté aux mesures de sécurité, selon un rapport d'enquête du Conseil d'inspection de l'État rédigé à la suite d'un accident particulièrement grave en 2014 (Küçük et Ilgaz, 2015^[59]). Comme l'a recommandé l'Agence internationale de l'énergie, les autorités devraient appuyer l'investissement dans les meilleures technologies disponibles en matière d'extraction minière et de production d'électricité, favoriser l'amélioration du rendement des centrales électriques par leur modernisation et déclasser progressivement les centrales au charbon anciennes et peu performantes. Elles devraient veiller à ce que les mineurs de charbon évoluent dans des conditions de sécurité satisfaisantes, en tirant parti au mieux des pratiques optimales et des données d'expérience internationales et en renforçant les inspections et la surveillance (IEA, 2016^[60]). Les autorités indiquent que d'importantes mesures ont été prises à cet égard très récemment, notamment un renforcement des capacités d'inspection de sécurité avec la création, en cours, d'une administration chargée de la sécurité dans les mines et la mise en place de nouvelles procédures de sécurité, notamment l'introduction d'analyses systématiques des risques dans les mines.

La dégradation de la qualité de l'air est un important motif de préoccupation. Elle est due en partie aux émissions des centrales au charbon anciennes et en partie à la géographie et à l'état des paysages, avec une forte exposition aux poussières en provenance du Sahara et du Moyen-Orient et une baisse des précipitations qui aboutissent à de plus fortes concentrations des particules en suspension. Dans l'ensemble, les taux d'exposition des populations à des concentrations dangereuses de particules sont largement supérieurs à la moyenne de l'UE et à celle de l'OCDE, de même qu'aux normes définies par l'UE et par l'Organisation mondiale de la santé (Graphique 31). Les initiatives prises récemment pour améliorer la surveillance de la pollution de l'air et de l'eau au niveau local sont

prometteuses, dans la mesure où la Turquie aura aligné ses normes en matière de pollution sur celles de l'UE d'ici 2019, et où 64 provinces sur les 81 identifiées comme présentant de « forts risques de pollution de l'air » ont commencé à mettre en œuvre des « plans d'action provinciaux pour la qualité de l'air » (Tableau 12). La mise en place d'une surveillance rigoureuse des conséquences sanitaires de la dégradation de la qualité de l'air devrait être une priorité.

Tableau 12. Recommandations antérieures de l'OCDE relatives aux enjeux environnementaux

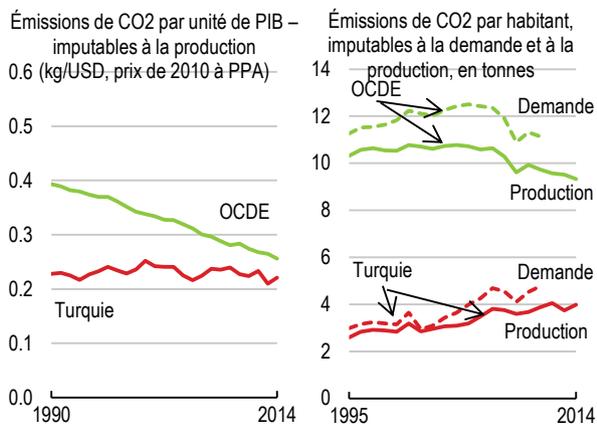
Recommandations des <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis la dernière <i>Étude</i>
Améliorer le contrôle des activités polluantes et l'application effective des réglementations environnementales.	<p>Le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme a appliqué une approche fondée sur les risques pour mener quelque 50 000 inspections par an en 2016 et 2017. Les 7 % d'établissements qui n'étaient pas en conformité avec la réglementation ont dû régler une amende administrative ou cesser leur activité.</p> <p>En mai 2017 a été lancé un projet de deux ans visant à créer un système compatible avec le Registre européen des rejets et transferts de polluants (PRTR).</p> <p>Les grands établissements industriels ont à présent l'obligation de mettre en place des systèmes de surveillance continue de leurs émissions et de leurs eaux usées, qui sont inspectés par le ministère.</p>
Recourir à des instruments économiques tels que les redevances de pollution, les taxes carbone et les permis d'émission.	Aucune mesure n'a été prise.

La production de déchets municipaux est inférieure à la moyenne de l'OCDE, ce qui est cohérent avec le niveau de revenus plus bas. Toutefois, son recul observé après 2000 semble avoir été stoppé récemment par la croissance économique. Malgré les efforts visant à accroître la part du recyclage, l'essentiel des déchets continue d'être mis en décharge. Rapporté au nombre d'habitants, le volume de déchets mis en décharge est supérieur de plus de 50 % à la moyenne de l'OCDE. Les installations de recyclage devraient être développées. La transposition, dans la législation turque en 2015, de la Directive de l'UE relative aux déchets devrait favoriser le développement d'installations de recyclage.

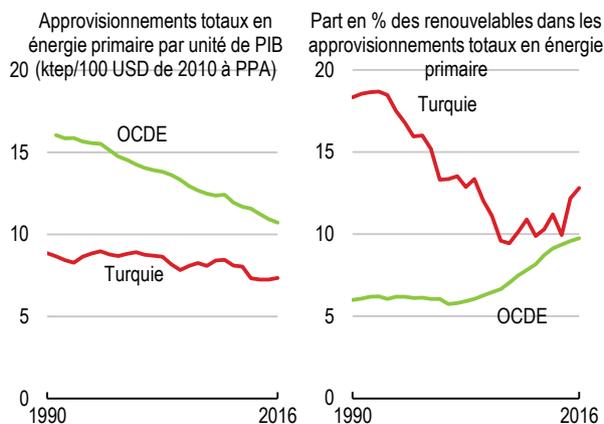
Le produit des taxes liées à l'environnement est nettement plus élevé qu'ailleurs, et à l'inverse de l'évolution observée dans la plupart des pays, il a progressé depuis 2000. Il provient presque intégralement de la fiscalité énergétique et automobile. De tous les pays de l'OCDE, la Turquie est celui qui taxe le plus lourdement les carburants, mais les taxes sur l'essence dépassent de 30 % celles sur le gazole, alors même que le second est proportionnellement plus polluant que la première. La fiscalité des différentes énergies fossiles polluantes devrait être harmonisée.

Graphique 30. Indicateurs de croissance verte : Turquie

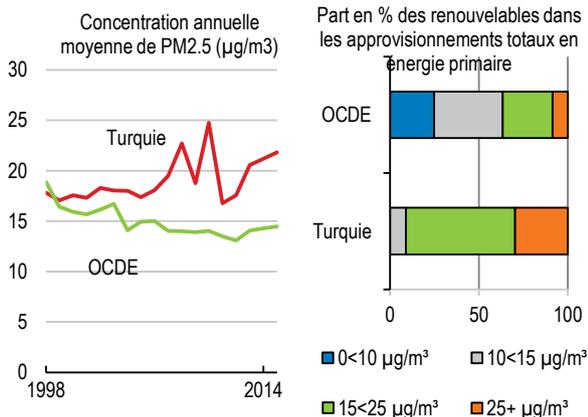
A. Intensité des émissions de CO2



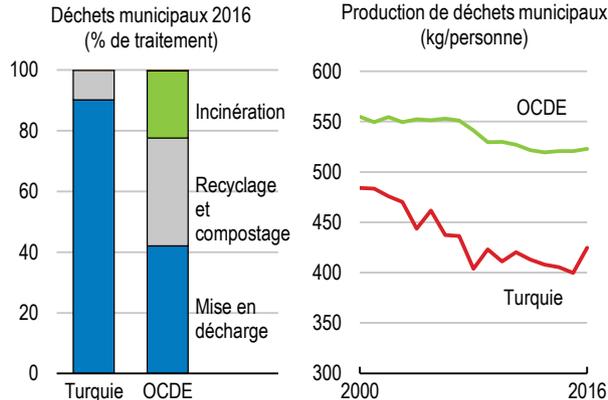
B. Intensité de l'énergie



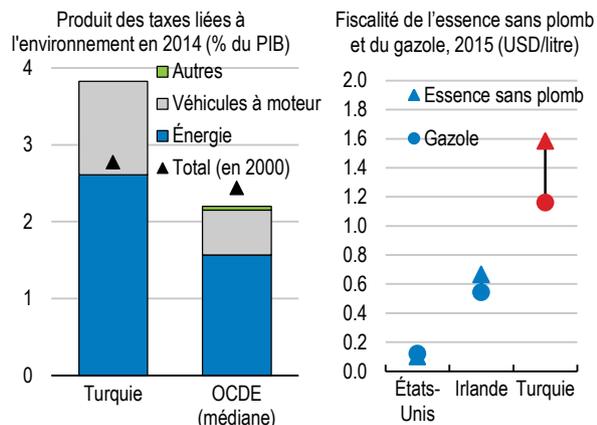
C. Exposition de la population à la pollution de l'air



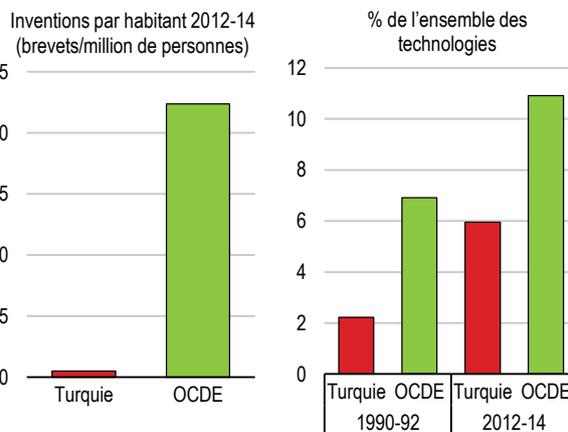
D. Production et recyclage des déchets municipaux



E. Taxes liées à l'environnement



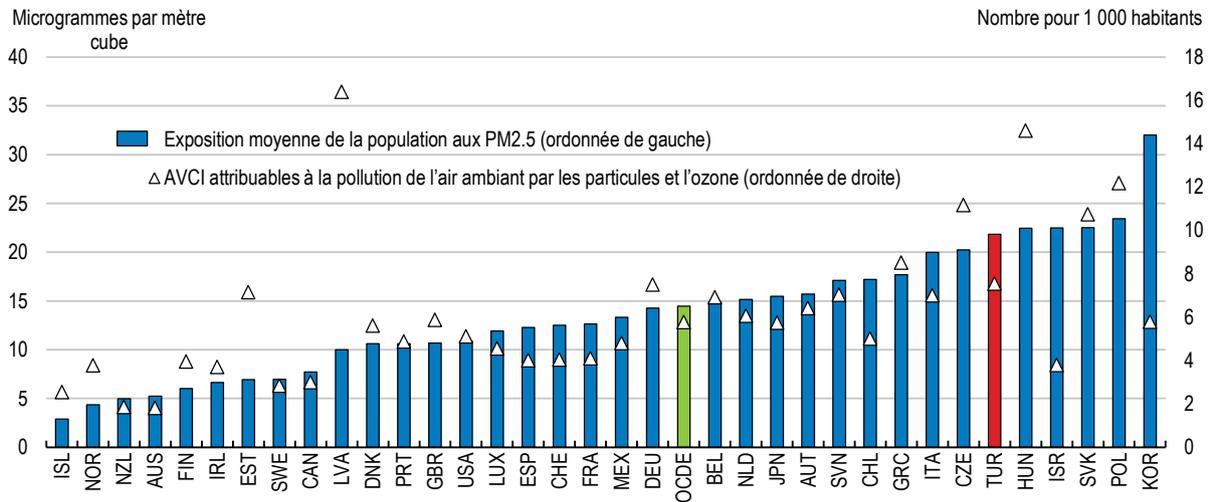
F. Technologies liées à l'environnement



Source : OCDE (2018), Indicateurs de croissance verte. Pour des métadonnées détaillées, cliquer [ici](#).

Graphique 31. La qualité de l'air n'est pas bonne

2015



Note : Données d'exposition à la pollution basées sur la combinaison de données d'observation satellitaire et de données recueillies au sol. Les AVCI désignent les années de vie corrigées de l'incapacité. Ainsi, en Turquie, 7 années pour 1 000 habitants ont été perdues en raison d'incapacités imputables à la pollution atmosphérique locale.

Source : OCDE, Statistiques de l'environnement (base de données).

Annexe A. Analyse de la viabilité de la dette extérieure

Dynamique de la dette

La trajectoire de la dette extérieure exprimée en proportion du PIB (D_t), ou tout autre dénominateur reflétant la capacité de l'économie à assurer le service de la dette, est le résultat : i) des augmentations nettes de la dette extérieure résultant des déficits de la balance courante nets des paiements d'intérêts (CAD_t); ii) des entrées d'investissement direct étranger (FDI) et iii) de la dynamique du ratio d'endettement en fonction du stock de dette au début de la période, du taux d'intérêt nominal moyen (i_t), de la croissance réelle du PIB (g_t , ou autres recettes), du taux d'appréciation de la monnaie (Δe_t), de l'évolution du déflateur du PIB (π_t) et de la proportion de devises dans le stock de dette extérieure (α_t), selon la formule suivante :

$$D_t = \underbrace{\left(\frac{1 + i_t - \Delta e_t * \alpha_t * (1 + i_t)}{(1 + g_t) * (1 + \pi_t)} \right)}_{\varphi} * D_{t-1} + (CAD_t - FDI_t) \quad (1)$$

La distinction entre les stocks et les flux a des conséquences importantes lorsqu'il s'agit d'analyser la viabilité de la dette extérieure. De fait, les déficits de la balance courant corrigés des entrées nettes d'IDE permettent de déterminer uniquement la limite du ratio d'endettement extérieur. Une augmentation du déficit de la balance courante accroît le niveau de convergence du ratio d'endettement, avec des effets possibles sur d'autres fondamentaux, dont le taux d'intérêt, ce qui peut aussi avoir des conséquences négatives sur la convergence elle-même. En revanche, le facteur φ évoqué au point (1) permet de déterminer si le ratio d'endettement converge, et à quel rythme. Pour qu'il y ait convergence, il faut que φ soit inférieur à 1, auquel cas on obtient par la formule suivante la limite du ratio d'endettement L et la demi-vie de la convergence vers cette limite $T_{1/2}$:

$$L = \frac{CAD_t - FDI_t}{1 - \varphi} \quad T_{1/2} = \frac{\ln(0.5)}{\ln \varphi} \quad (2)$$

Évaluation de la vulnérabilité

Du fait de la proportion élevée (environ 95 %) de la dette libellée en devises, la viabilité de la dette extérieure de la Turquie dépend fortement de l'évolution des taux de change. En règle générale, les taux d'intérêt nominaux ne doivent pas être supérieurs à la hausse du PIB nominal en devise ($i - g - \pi - \Delta e < 0$). Depuis 2010, le taux de change effectif nominal s'est déprécié à un taux bien supérieur au différentiel d'inflation et de croissance entre la Turquie et ses partenaires commerciaux. De ce fait, A pris une valeur supérieure à 1 ces dernières années, ce qui place la dette extérieure sur une trajectoire non viable. L'équation (1) et la condition selon laquelle A doit être inférieur à 1 pour qu'il y ait convergence permettent de calculer comme suit un taux d'intérêt critique, c'est-à-dire le taux d'intérêt maximal que la Turquie peut se permettre d'acquitter compte tenu des trajectoires de l'inflation, de la croissance réelle et du taux de change :

$$i_t^* = \frac{g_t + \pi_t + \pi_t * g_t + \Delta e_t * \alpha_t}{(1 - \Delta e_t * \alpha_t)} \quad (3)$$

Références

- Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2015), « Frontier Firms, Technology Diffusion and Public Policy: Micro Evidence from OECD Countries », *The Future of Productivity : Main Background Papers*, OECD, <https://www.oecd.org/eco/growth/Frontier-Firms-Technology-Diffusion-and-Public-Policy-Micro-Evidence-from-OECD-Countries.pdf>. [80]
- Atabek, A. (2018), *Catch-Up in the Turkish Manufacturing Industry: The Role of National and Regional Frontiers*, <https://tcmbblog.org/en/catch-up-in-the-turkish-manufacturing-industry-the-role-of-national-and-regional-frontiers/>. [68]
- Atiyas, I. et O. Bakis (2018), *Sıçrama Yapan Şirketler*, Sabancı Üniversitesi - TÜSİAD Rekabet Forumu, <http://tusiad.org/tr/tum/item/9977-sabanci-universitesi-tusiad-rekabet-forumu-sicrama-yapan-sirketler-raporunu-kamuoyuyla-paylasti>. [69]
- Atuk, O., M. Özmen et C. Sarıkaya (2018), « A Disaggregated Analysis of the Impact of Output Gap on Inflation and Implications for Monetary Policy », *Prague Economic Papers* forthcoming. [32]
- Bae, K., H. Tan et M. Welker (2008), « International GAAP Differences: The Impact on Foreign Analysts », *The Accounting Review*, vol. 83/3, pp. 593-628, <http://dx.doi.org/10.2308/accr.2008.83.3.593>. [89]
- Barro, R. (2015), « Convergence and Modernisation », *The Economic Journal*, vol. 125/585, pp. 911-942, <http://dx.doi.org/10.1111/eoj.12247>. [91]
- BETAM (2018), « Asgari ücret artışı kayıtlı istihdamı olumsuz etkiledi », no. 18/222, BETAM Bahcesehir University, <http://betam.bahcesehir.edu.tr/wp-content/uploads/2018/01/ArastirmaNotu220-2.pdf>. [61]
- Bigan, I., S. Decan et B. Korkmaz (2017), *How Turkish companies can become global successes*, McKinsey&Company. [78]
- Bloom, N. et J. Van Reenen (2010), « Why Do Management Practices Differ across Firms and Countries? », *Journal of Economic Perspectives—Volume*, vol. 24/1—Winter, pp. 203-224. [76]
- Boarini, R., A. Kolev et A. McGregor (2014), « Measuring well-being and progress in countries at different stages of development: Towards a more universal conceptual framework », *Working papers*, no. 325, OECD DEVELOPMENT CENTRE, <https://search.proquest.com/openview/401ca5240e11b74bd0358ebbd754e224/1?pq-origsite=gscholar&cbl=54431>. [44]
- Bond, S. et al. (2003), « Financial Factors and Investment in Belgium, France, Germany, and the United Kingdom: A Comparison Using Company Panel Data », *Review of Economics and Statistics*, vol. 85/1, pp. 153-165, <http://dx.doi.org/10.1162/003465303762687776>. [94]
- Bond, S. et C. Meghir (1994), « Dynamic Investment Models and the Firm's Financial Policy », *The Review of Economic Studies*, vol. 61/2, pp. 197-222, <http://dx.doi.org/10.2307/2297978>. [92]

- Borio, C. et A. Filardo (2007), « Globalisation and inflation: New cross-country evidence on the global determinants of domestic inflation », *Working Papers*, no. 227, Bank for International Settlements, <https://www.bis.org/publ/work227.pdf> (consulté le 09 mai 2018). [29]
- Brown, J., S. Fazzari et B. Petersen (2009), « Financing Innovation and Growth: Cash Flow, External Equity, and the 1990s R&D Boom », *The Journal of Finance*, vol. 64/1, pp. 151-185, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1540-6261.2008.01431.x>. [66]
- Brown, J. et B. Petersen (2009), « Why has the investment-cash flow sensitivity declined so sharply? Rising R&D and equity market developments », *Journal of Banking & Finance*, vol. 33/5, pp. 971-984, <http://dx.doi.org/10.1016/J.JBANKFIN.2008.10.009>. [93]
- Brynjolfsson, E. et A. McAfee (2015), *The second machine age : work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies*. [83]
- Brys, B. et al. (2016), « Tax Design for Inclusive Economic Growth », *OECD Taxation Working Papers*, no. 26, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jlv74ggk0g7-en>. [96]
- Burkart, M., F. Panunzi et A. Shleifer (2003), « Family Firms », *The Journal of Finance*, vol. 58/5, pp. 2167-2201, <http://dx.doi.org/10.1111/1540-6261.00601>. [65]
- Çağlar, E. et E. Koyuncu (2018), *Toplam Faktör Verimliliği Politika Çerçevesi Geliştirilmesi için Teknik Destek Projesi Sentez Raporu, Üçüncü Revizyon*, UNDP. [62]
- Calvino, F., C. Criscuolo et C. Menon (2016), « No Country for Young Firms?: Start-up Dynamics and National Policies », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, no. 29, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jm22p40c8mw-en>. [99]
- CBRT (2018), *Financial Stability Report May 2018*, Central Bank of the Republic of Turkey. [16]
- CBRT (2017), *Financial Stability Report November 2017*, <http://www.tcmb.gov.tr/wps/wcm/connect/6c95b5fe-4815-4064-a9a4-80ff33b51906/fulltext25.pdf?MOD=AJPERES&CVID=&CACHE=NONE&CONTENTCACHE=NONE>. [18]
- Clark, L. (2017), *The hottest Istanbul startups in 2017*, WIRED UK. [82]
- Cravo, T. et C. Piza (2016), « The Impact of Business Support Services for Small and Medium Enterprises on Firm Performance in Low- and Middle-Income Countries A Meta-Analysis », *Policy Research Working Paper*, no. 7664, World Bank Group Development Research Group, <http://documents.worldbank.org/curated/en/521211467989461591/pdf/WPS7664.pdf>. [73]
- Credit Suisse Research Institute (2014), *Global Wealth Report 2014*, <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/?fileID=5521F296-D460-2B88-081889DB12817E02>. [42]
- Dag, M. (2017), « Evaluation of the Flexibility of Budget Expenditures in Turkey: a Periodic Analysis », dans Murat Aydin, Nihal Sirin Pinarcioglu, O. (dir. pub.), *Current Debate in Public Finance Administration & Environmental Studies Volume 13*, IJOPEC, https://books.google.fr/books?id=_spEDwAAQBAJ&pg=PA117&lpg=PA117&dq=evaluation+of+the+flexibility+of+budget+expenditures+in+turkey&source=bl&ots=XrO2IBdXwl&sig=DF7saHV0OS3HhTCESW9WuuqY_zc&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwi037fp34zaAhWsBsAKHYzCDSwQ6AEIOzAA#v=onepage&. [20]
- Digitalisation in Taxation (2018), *Digitalisation in Taxation – Taxation Turkey*, 2018, <https://taxationturkey.com/e-transformation-in-tax-environment/>. [25]
- EDAM (2016), *TÜRKİYE İÇİN BİR REKABET ENDEKSİ*, EDAM, http://edam.org.tr/wp-content/uploads/2016/11/rekabet_web.pdf. [58]

- Estrada, G., D. Park et A. Ramayandi (2016), « Taper Tantrum and Emerging Equity Market Slumps », *Emerging Markets Finance and Trade*, vol. 52/5, pp. 1060-1071, <http://dx.doi.org/10.1080/1540496X.2015.1105596>. [38]
- Fournier et al. (2018), « Long term interest rate determinants », *Working paper (forthcoming)*, OECD, https://www.google.fr/_chrome/newtab?espv=2&ie=UTF-8. [13]
- Gönenç, R. (2017), « The middle income plateau: Trap or springboard? », *OECD Economics Department Working Papers*, no. 1446, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9cba114b-en>. [12]
- Guillemette, Y., A. De Mauro et D. Turner (2018), « Saving, investment, capital stock and current account projections in long-term scenarios », *OECD Economics Department Working Papers*, no. 1461, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/aa519fc9-en>. [101]
- Güney, P. (2016), « Does the central bank directly respond to output and ^[11]_{SEP}inflation uncertainties in Turkey? », *Central Bank Review*, vol. 16/2, pp. 53-57, <http://dx.doi.org/10.1016/J.CBREV.2016.05.001>. [35]
- Gürsel, S., G. Uysal et A. Acar (2014), « Kadın İşgücü Piyasasında Çarpıcı Gelişmeler », no. 14/160, BETAM. [54]
- Hampel-Milagrosa, A. et C. Reeg (2016), *Micro, small and medium enterprises as drivers for job creation and decent work*, United Nations Department of Economic and Social Affairs , Bangkok, <http://www.un.org/esa/socdev/egms/docs/2016/AimeeHampel-MilagrosaandCarolineReeg.pdf>. [72]
- Hausmann et al., R. (2014), *The atlas of economic complexity: Mapping paths to prosperity*, https://atlas.media.mit.edu/static/pdf/atlas/AtlasOfEconomicComplexity_Part_I.pdf. [8]
- Hausmann, R. (2017), *What should countries do to catch up? The challenge of technology diffusion*, New Approaches to Economic Challenges - OECD, <http://www.oecd.org/naec/naec-seminars-2017.htm>. [6]
- IEA (2016), *Energy Policies of IEA Countries: Turkey 2016 Review*, International Energy Agency, <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/EnergyPoliciesofIEACountriesTurkey.pdf>. [60]
- IMF (2018), *Turkey:2018 Article IV Consultations*, IMF Country Report No. 18/110. [63]
- IMF (2017), *Turkey: Financial Sector Assessment Program : Financial System Stability Assessment*, IMF, Washington, D.C.. [15]
- IMF (2016), *IMF Country Report Turkey: Selected Issues*, IMF, Washington, D.C., <http://www.imf.org>. [19]
- Johansson, Å. et al. (2008), « Taxation and Economic Growth », *OECD Economics Department Working Papers*, no. 620, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/241216205486>. [95]
- Kara, H., F. Ogunc et C. Sarikaya (2017), « Inflation Dynamics in Turkey: A Historical Accounting », *CBT Research Notes in Economics*, no. 1703, <https://econpapers.repec.org/paper/tcbeconot/1703.htm>. [31]
- Kaygisiz, İ. (2017), *Suriyeli Mültecilerin Türkiye İşgücü Piyasasına Etkileri*, Frederich Ebert Stiftung. [39]

- Kızıler, N. (2017), « Türkiye'de yoksullukla mücadele ve sosyal transfer harcamaları », *Journal of Life Economics*, vol. 4/11, pp. 77-100, <https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=582224>. [46]
- Küçük, F. et A. Ilgaz (2015), « Causes of Coal Mine Accidents in the World and Turkey. », *Turkish thoracic journal*, vol. 16/Suppl 1, pp. S9-S14, <http://dx.doi.org/10.5152/ttd.2015.003>. [59]
- McKinsey (2016), *Turkey's potential for the future: Women in Business*. [52]
- McKinsey Global Institute (2003), *Turkey: Making the Productivity and Growth Breakthrough*, https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Global%20Themes/Europe/Turkey%20making%20the%20productivity%20and%20growth%20breakthrough/MGI_Turkey_Productivity_and_Growth_Breakthrough.ashx. [77]
- Medina, L. et F. Schneider (2018), « Shadow Economies Around the World: What Did We Learn Over the Last 20 Years? », https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3124402. [43]
- Milliyet (2018), « 105 bin yabancı uyrukluya çalışma izni verildi (105 thousand foreigners were granted work permit, according to Ministry of Labour and Social Security officials) », <http://www.milliyet.com.tr/105-bin-yabanci-uyrukluya-calisma-siyaset-2635520/>. [40]
- Ministry of Development (2018), *2018 Yili Programı*, Ministry of Development. [55]
- Ministry of Development (2015), *Verimlilik Stratejisi ve Eylem Planı (2015-2018)*. [74]
- Ministry of Development (2014), *National Strategy of Regional Development, 2014-2023*, <http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2015/03/20150324M1-1-1.pdf>. [56]
- Ministry of Economy (2018), *Büyük Ölçekli Yatırımların Teşviki*, https://www.ekonomi.gov.tr/portal/faces/oracle/webcenter/portalapp/pages/content/htmlViewe.r.jspx?contentId=UCM%23dDocName%3AEK-167548&parentPage=yatirim&_afLoop=26244202349629020&_afWindowMode=0&_afWindowId=9ha2tzjt6&_adf.ctrl-state=vbwmo85z_473#!%40%4. [27]
- Ministry of Economy (2018), *Öncelikli Yatırımların Teşviki*, https://www.ekonomi.gov.tr/portal/faces/oracle/webcenter/portalapp/pages/content/htmlViewe.r.jspx?contentId=UCM%23dDocName%3AEK-167551&parentPage=yatirim&_afLoop=26244187955784482&_afWindowMode=0&_afWindowId=null&_adf.ctrl-state=vbwmo85z_452#!%40%40%3F. [26]
- Ministry of Economy (2018), *Stratejik Yatırımların Teşviki Uygulaması*, https://www.ekonomi.gov.tr/portal/faces/oracle/webcenter/portalapp/pages/content/htmlViewe.r.jspx?contentId=UCM%23dDocName%3AEK-167545&parentPage=yatirim&_afLoop=26244212701210879&_afWindowMode=0&_afWindowId=azzce0z2y&_adf.ctrl-state=vbwmo85z_494#!%40%4. [28]
- Morgan Stanley (2017), « Turkey Banks and Macro: Don't fear the fund; more to go. ». [84]
- Nassr, I. et G. Wehinger (2016), « Opportunities and limitations of public equity markets for SMEs », *OECD Journal: Financial Market Trends*, vol. 2015/1, <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/fmt-2015-5jrs051fvnj.pdf?expires=1525360942&id=id&accname=ocid84004878&checksum=C9F380AA2E491F891D89301CFF261476>. [88]
- Nicoletti, G., D. Andrews et C. Timiliotis (2018), « Going digital: What determines technology diffusion among firms?, Working Party No. 1 on Macroeconomic and Structural Policy Analysis 22-23 March 2018, OECD Conference Centre ». [10]

- Obstfeld, M., O. Issing et T. Ito (2015), « Trilemmas and trade-offs: living with financial globalisation », no. 480, Bank for International Settlements, <https://www.bis.org/publ/work480.pdf>. [34]
- Ocean Health Index (2016), *Ocean Health Index 2016 Annual Report*, https://issuu.com/lindsaymosher/docs/2016_annual_report_compressed. [4]
- OECD (2018), *Achieving inclusive growth in the face of digital transformation and the future of work*. [9]
- OECD (2018), *Financing SMEs and Entrepreneurs 2018: An OECD Scoreboard*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/fin_sme_ent-2018-en. [100]
- OECD (2018), *The long-view: scenarios for the world economy 2060*. [11]
- OECD (2017), *Education at a Glance 2017: OECD Indicators*. [22]
- OECD (2017), *Evaluating Publicly Supported Credit Guarantee Programmes for SMEs*, <https://www.oecd.org/finance/Evaluating-Publicly-Supported-Credit-Guarantee-Programmes-for-SMEs.pdf> (consulté le 23 mai 2018). [85]
- OECD (2017), *Going Digital: Making the Transformation Work for Growth and Well-Being*, Meeting of the OECD Council at Ministerial Level., <https://www.oecd.org/mcm/documents/C-MIN-2017-4%20EN.pdf>. [67]
- OECD (2017), « How's life in Turkey? », dans *How's Life? 2017 : Measuring Well-being*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-42-en. [41]
- OECD (2017), *How's Life? 2017: Measuring Well-being*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-en. [47]
- OECD (2017), *OECD Business and Finance Outlook 2017*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264274891-en>. [98]
- OECD (2017), *OECD Economic Outlook No. 102*, OECD, http://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/data/oecd-economic-outlook-statistics-and-projections/oecd-economic-outlook-no-102-edition-2017-2_05b705e7-en?isPartOf=/content/datacollection/eco-data-en. [17]
- OECD (2017), *OECD Economic Surveys: Italy 2017*, OECD Publishing. [90]
- OECD (2017), *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2017: The digital transformation*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264268821-en>. [3]
- OECD (2017), *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2017: The digital transformation*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264268821-en>. [97]
- OECD (2017), *Pension Markets in Focus*, <http://www.oecd.org/finance/lti>. [86]
- OECD (2017), *Revenue Statistics 2017 -Turkey*, <https://www.oecd.org/tax/revenue-statistics-turkey.pdf>. [24]
- OECD (2016), *OECD Economic Surveys: Turkey 2016*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2016-en. [1]
- OECD (2016), *OECD Economic Surveys: Turkey 2016*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2016-en. [51]
- OECD (2016), *Social Expenditure Update*, OECD, <http://www.oecd.org/social/expenditure.htm>. [45]

- OECD (2014), *OECD Economic Surveys: Turkey 2014*, OECD Publishing, Paris, [2]
http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2014-en.
- OECD (2013), *Science, Technology and Industry Scoreboard 2013 Innovation for Growth*. [81]
- OECD (2013), *Synergies for better learning : an international perspective on evaluation and assessment*. [23]
- OECD (2012), *Does money buy strong performance in PISA?, PISA IN FOCUS 2012/02 (February)*, OECD, <https://www.oecd.org/pisa/pisaproducts/pisainfocus/49685503.pdf>. [21]
- OECD (2012), *OECD Economic Surveys: Turkey 2012*, OECD Publishing, Paris, [14]
http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2012-en.
- Rey, H. (2015), « Dilemma not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence », no. 21162, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, [33]
<http://dx.doi.org/10.3386/w21162>.
- Sahay, R., V. Arora et T. Arvanitis (2014), « Emerging Market Volatility: Lessons from the Taper Tantrum », *Staff Discussion Note*, no. 14/09, IMF, [37]
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1409.pdf>.
- Sirkeci, I. (2017), *Migration from Turkey to the UK*, International Migration Institute, University of Oxford, [50]
<http://dx.doi.org/10.1080/13691830600761487>.
- Spengel, C. et al. (2015), « Effective tax levels using the Devereux/Griffith methodology. Project for the EU Commission TAXUD/2013/CC/120: Intermediate report 2015 », [64]
<https://www.econstor.eu/handle/10419/162729> (consulté le 28 mars 2018).
- Spengel, C. et al. (2016), « The effects of tax reforms to address the debt-equity bias on the cost of capital and on effective tax rates », [87]
<https://www.econstor.eu/handle/10419/148156> (consulté le 17 avril 2018).
- Taymaz, E. (2016), *Estimation of Total Factor Productivity Growth in Turkish Manufacturing*, Total Factor Productivity Project, Background Paper, [71]
https://www.google.fr/_chrome/newtab?espv=2&ie=UTF-8.
- Taymaz, E. (2016), *Research on productivity dynamics in Turkish manufacturing industries*, Total Factor Productivity Project, Background Paper, [70]
https://www.google.fr/_chrome/newtab?espv=2&ie=UTF-8.
- TIM (2018), *Exporter Tendencies Survey*. [5]
- TKYD (2017), *Kurumsal Yonetim Dergisi 35*, [75]
http://www.tkyd.org/files/downloads/faaliyet_alanlari/yayinlarimiz/kurumsal_yonetim_dergisi/TKYD_Dergi_Sayi35.pdf.
- Turkay, M. (2017), « Heterogeneity across emerging market central bank reaction functions », [36]
Central Bank Review, vol. 17/3, pp. 111-116,
<http://dx.doi.org/10.1016/J.CBREV.2017.06.002>.
- Ünlü, M. (2017), « 2018'de en yüksek halka arz gerçekleştirilebilir », [79]
<http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/2018de-en-yuksek-halka-arz-gerceklesebilir-40658500>.
- Uysal, G. (2013), « Kadın İstihdamına Verilen Teşvikler İşe Yarıyor », no. 13/151, BETAM. [53]
- Vodafone (2017), *Vodafone Tüm Dünyada Yeni Marka Stratejisini Duyurdu - Vodafone Medya Merkezi*, <http://medyamerkezi.vodafone.com.tr/basin-bultenleri/vodafone-yeni-marka-stratejisini-duyurdu>. [48]

- Vodafone (2014), *Vodafone Institute Survey Talking about a Revolution: Europe's Young Generation on Their Opportunities in a Digitised World*, http://www.vodafone-institut.de/wp-content/uploads/2015/09/VFI_YouGov_EN.pdf. [49]
- Yeldan, E. et al. (2013), *Orta Gelir Tuzagi'ndan Cikis: Hangi Turkiye? Cilt 2: Bolgesel Kalkinma ve Ikili Tuzaktan Cikis Stratejileri*, TURKONFED, <http://www.turkonfed.org/Files/ContentFile/ogt-raporu-ii-cilt.pdf>. [57]
- Yildirim, M. (2018), « Kompleksite ve Urun Uzayi Metodolojisiyle Turkiye », *Working papers*, no. 1806, <https://ideas.repec.org/p/koc/wpaper/1806.html>. [7]
- Zhang, C. (2015), « The Effect of Globalization on Inflation in New Emerging Markets », *Emerging Markets Finance and Trade*, vol. 51/5, pp. 1021-1033, <http://dx.doi.org/10.1080/1540496X.2015.1039894>. [30]

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

TURQUIE 2018 (VERSION ABRÉGÉE)

Dans un contexte marqué par l'augmentation considérable de la population, par la poursuite attendue d'une hausse du taux d'activité de la main-d'œuvre et par des afflux massifs de réfugiés, une forte croissance et des créations d'emplois vigoureuses figurent en tête des attentes de la population et de l'agenda des pouvoirs publics. Parallèlement, les niveaux de vie ont progressé, mais plus pour ce qui concerne les conditions matérielles que du point de vue d'autres mesures de la qualité de la vie. En outre, un certain nombre d'inégalités perdurent, illustrant les difficultés rencontrées pour rendre la croissance plus inclusive.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : https://doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2018-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2018/Supplément 2
Juillet 2018



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2018
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-31047-6
10 2018 21 2 E



9 789264 310476